	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE	Délibération
	Séance publique du 2 décembre 2016	N° 2016-662

Convocation du 25 novembre 2016

Aujourd'hui vendredi 2 décembre 2016 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la Salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

ETAIENT PRESENTS :

Mme Emmanuelle AJON, M. Dominique ALCALA, M. Alain ANZIANI, M. Erick AOUIZERATE, Mme Léna BEAULIEU, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Christine BOST, Mme Isabelle BOUDINEAU, Mme Marie-Christine BOUTHEAU, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Virginie CALMELS, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Alain CAZABONNE, M. Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Mme Chantal CHABBAT, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, M. Max COLES, M. Jacques COLOMBIER, Mme Emmanuelle CUNY, M. Alain DAVID, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Nathalie DELATTRE, Mme Michèle DELAUNAY, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, M. Michel DUCHENE, M. Christophe DUPRAT, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, Mme Véronique FERREIRA, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Dominique IRIART, Mme Anne-Lise JACQUET, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, M. Alain JUPPE, Mme Andréa KISS, M. Michel LABARDIN, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Jacques MANGON, M. Eric MARTIN, Mme Claude MELLIER, M. Thierry MILLET, M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, M. Jacques PADIE, Mme Arielle PIAZZA, M. Michel POIGNONEC, Mme Dominique POUSTYNNIKOFF, M. Patrick PUJOL, M. Jean-Jacques PUYOBRAU, M. Benoît RAUTUREAU, M. Franck RAYNAL, Mme Marie RECALDE, M. Fabien ROBERT, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Alain SILVESTRE, M. Kévin SUBRENAT, Mme Brigitte TERRAZA, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, Mme Elisabeth TOUTON, M. Jean TOUZEAU, M. Thierry TRIJOULET, M. Alain TURBY, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Agnès VERSEPUY, Mme Marie-Hélène VILLANOVE, Mme Anne WALRYCK, Mme Josiane ZAMBON.

EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:

M. Michel HERITIE à M. Jean-Pierre TURON
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA
M. Jacques BOUTEYRE à Mme Frédérique LAPLACE
Mme Brigitte COLLET à Mme Emmanuelle CUNY
M. Stéphan DELAUX à Mme Elisabeth TOUTON
Mme Christine PEYRE à M. Thierry MILLET
Mme Martine JARDINE à Mme Christine BOST
Mme Conchita LACUEY à M. Jean-Jacques PUYOBRAU
M. Bernard LE ROUX à M. Alain ANZIANI
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à M. Bernard JUNCA
M. Arnaud DELLU à Mme Anne-Marie TOURNEPICHE


PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Michel LABARDIN à M. Patrick BOBET à partir de 12h40
Mme Anne-Lise JACQUET à M. Max COLES à partir de 11h10
Mme Anne WALRYCK à M. Dominique ALCALA jusqu'à 11h00
Mme Emmanuelle AJON à Mme Michèle DELAUNAY à partir de 12h35
M. Erick AOUIZERATE à Mme Arielle PIAZZA jusqu'à 10h30
Mme Marie-Christine BOUTHEAU à M. Gérard CHAUSSET à partir de 11h50
M. Didier CAZABONNE à M. Alain CAZABONNE à partir de 11h40
Mme Chantal CHABBAT à Mme Dominique IRIART à partir de 11h46
M. Jean-Louis DAVID à M. Nicolas FLORIAN à partir de 12h25
Mme Laurence DESSERTINE à Mme Marie-Hélène VILLANOVE à partir de 12h20
M. Vincent FELTESSE à Mme Véronique FERREIRA à partir de 12h25
Mme Florence FORZY-RAFFARD à M. Philippe FRAILE-MARTIN à partir de 10h35
M. Guillaume GARRIGUES à M. Daniel HICKEL à partir de 11h35
M. Jacques GUICHOUX à Mme André KISS à partir de 12h10
M. Pierre LOTHAIRE à M. Nicolas BRUGERE à partir de 12h40
Mme Marie RECALDE à M. Thierry TRIJOULET à partir de 12h00
M. Alain SILVESTRE à Mme Gladys THIEBAULT à partir de 11h50

EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :

M. Jacques COLOMBIER à partir de 10h30

LA SEANCE EST OUVERTE

	Conseil du 2 décembre 2016	Délibération
	Direction générale des Territoires Mission contractualisation	N° 2016-662

Cycle 2 de la Mutualisation des services - Conventions de création de services communs et avenants aux conventions - Décision - Autorisation

Monsieur Alain ANZIANI présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L.5211-39-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le schéma de mutualisation de Bordeaux Métropole, fruit du travail participatif engagé entre les communes et la Métropole, a été adopté par le Conseil de Bordeaux Métropole par délibération n° 2015/0227 du 29 mai 2015.

Bordeaux Métropole a été la première Métropole à donner une telle ambition à la mutualisation avec un schéma à la carte, laissant aux maires le choix du périmètre et du rythme de mutualisation.

Ainsi, le processus de mutualisation a connu au 1^{er} janvier 2016 une étape importante de mise en œuvre opérationnelle au travers de la création des services communs de la Métropole et des 11 communes engagées dans le cycle 1 de mutualisation.

En parallèle, comme le prévoit le schéma de mutualisation, un nouveau cycle de mutualisation a été lancé, sur la base des souhaits exprimés par les communes.

Ce second cycle de mutualisation concerne sept communes dont quatre d'ores et déjà engagées dans le cycle 1 :

- Trois nouvelles communes : Carbon-Blanc, Bassens et Le Haillan ;
- Quatre communes du cycle 1 : Ambarès-et-Lagrave, Blanquefort, Bègles et Floirac.

95 agents des communes seront transférés dans les effectifs de Bordeaux Métropole au 1^{er} janvier 2017.

Conformément au cadre contractuel établi lors du cycle 1, la mise en œuvre du cycle 2 s'inscrit au travers :

- des conventions de création de services communs pour les nouvelles communes et des avenants aux conventions pour les communes du cycle 1, qu'il vous est proposé d'adopter par cette délibération ;
- des contrats d'engagements pour les nouvelles communes et d'avenants aux contrats pour les communes du cycle 1, faisant l'objet d'une délibération spécifique.

Il est rappelé que les conventions de création de services communs sont rendues obligatoires par l'article L. 5211-4-2 du CGCT dans le cadre de la mutualisation de services.

Ces conventions décrivent le périmètre et les effets de la création de ces services communs sur l'organisation et les conditions de travail des agents.

Elles fixent par ailleurs les modalités de mise en œuvre de ces services, les moyens humains, financiers et matériels nécessaires à leur activité, sur la base des délibérations des 29 mai et 25 septembre 2015 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole, complétées par la délibération du 21 octobre 2016.

Aux conventions de création de services communs sont annexées :

- la « fiche d'impact Ressources Humaines (RH) » qui présente, conformément à l'article L. 5211-4-2 du CGCT, les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents (annexe 1) ;
- La liste indicative des marchés transférés (annexe 2) ;
- Les listes des matériels et bâtiments transférés (annexes 3) ;
- Les listes relatives au numérique et aux systèmes d'information (annexes 4 et 4bis) ;
- Le financement de la mutualisation et son impact sur l'attribution de compensation (annexes 5 et 5 bis) ;

Concernant plus particulièrement les communes de Bassens et de Bègles qui ont décidé de confier à Bordeaux Métropole la gestion des activités liées au domaine public, la création des services communs s'accompagne du transfert des moyens relatifs aux missions de propreté, plantations et mobilier urbain sur voirie dont il a été décidé de clarifier les modalités de mise en œuvre sur le territoire. Ainsi, la convention de délégation de gestion de service pour l'exercice des missions propreté, plantations, mobilier urbain sur voirie sera résiliée de manière conjointe au 31 décembre 2016. Cette résiliation est une résiliation amiable ne pouvant ouvrir droit à indemnités de part et d'autre.

La méthode de travail retenue pour le cycle 2 est similaire à celle appliquée lors du cycle 1.

Les nombreux échanges avec les communes ont permis de réaliser un inventaire précis des moyens transférés sur la base d'une date de référence fixée au 31 décembre 2015 et concernant :

- les effectifs,
- une liste indicative des marchés et contrats,
- les bâtiments et locaux,
- les matériels roulants et autres matériels,
- les matériels spécifiquement liés aux systèmes d'informations (SI) et logiciels,

et tout autre élément permettant d'apprécier l'environnement de travail nécessaire aux agents mutualisés et au bon fonctionnement du service commun.

La valorisation de ces moyens transférés se traduit par le calcul du montant prévisionnel de la compensation financière au titre de la mise en place des services communs, annexé à la convention (annexe 5 bis). Le montant définitif de l'attribution de compensation sera arrêté par délibération avant le 15 février 2017.

Pour les communes du cycle 1 qui mutualisent de nouvelles fonctions support dans le cadre du cycle 2, à savoir Ambarès, Bègles et Blanquefort, le nouveau taux du forfait de charges de structure, s'appliquera également au montant valorisé pour le cycle 1 à compter de l'exercice 2017.

Par ailleurs, pour des raisons de simplification, les ajustements et correctifs financiers du cycle 1, adoptés par délibération 2016/602 du 21 octobre 2016, ont été intégrés dans les avenants aux conventions des communes concernées.

Les conventions de création de services communs et les avenants aux conventions sont en ANNEXE.

L'adoption par la Métropole de ces conventions et avenants marquera l'arrêt des périmètres précis des services communs créés. Les affectations définitives pourront ainsi être notifiées à chaque agent au mois de décembre avant la mise en place opérationnelle des services communs au 1^{er} janvier 2017.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-4-2et L5211-4-3,

VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0227 du 29 mai 2015 adoptant le schéma de mutualisation métropolitain,

VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0273 du 29 mai 2015 adoptant la nouvelle organisation des services,

VU les délibérations du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/0253 du 29 mai 2015 et n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 relatives aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole,

VU la délibération n°2015/0772 du Conseil de Bordeaux Métropole du 18 décembre 2015 relative à la mise à disposition de vers Bordeaux Métropole par les communes, des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n°2015/0773 du 18 décembre 2015 relative aux conventions de délégation de service pour l'exercice des missions propreté, plantations et mobilier urbain sur voirie,

VU la délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n°2016/602 du 21 octobre 2016 relative à l'ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants pour les communes du cycle 1,

VU les délibérations des communes adoptant les conventions de services communs et leurs annexes, et les avenants aux conventions de création de services communs,

VU les conventions de délégation de gestion de services « Propreté, plantation et mobilier urbain sur voirie » au profit de Bordeaux Métropole signées avec les communes de Bègles et de Bassens,

VU les conventions de création de services communs signées avec les communes du cycle 1 ainsi que leurs annexes,

VU l'avis du Comité technique du 10 novembre 2016,

VU la présentation faite du périmètre du cycle 2 ainsi que de son impact sur l'organisation des services communs existants, aux Maires de la Métropole, lors des conférences territoriales.

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de compléter la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 et son annexe pour l'application du nouveau taux du forfait de charges de structure issu du cycle 2, au montant valorisé pour le cycle 1,

CONSIDERANT qu'il a lieu de modifier les conventions de création de services communs et leurs annexes passées avec les communes du cycle 1, afin d'y intégrer les correctifs recensés et discutés avec les communes et adoptés par délibération n°2016/602 du 21 octobre 2016,

CONSIDERANT qu'il a lieu de résilier les conventions de délégation de gestion de service pour l'exercice des missions propreté, plantations, mobilier urbain passées avec les communes de Bassens et de Bègles,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions de création de services communs pour les nouvelles communes engagées dans le cycle 2 de mutualisation et les avenants aux conventions de création de services communs pour les communes ayant pris part au cycle 1,

DECIDE

Article 1 : D'appliquer le nouveau taux du forfait de charge de structure issu du cycle 2 au montant valorisé pour le cycle 1.

Article 2 : De résilier à compter du 31 décembre 2016 les conventions de délégation de gestion de service pour l'exercice des missions propreté, plantations, mobilier urbain sur voirie passées avec les communes de Bassens et de Bègles.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions de création de services communs pour les communes engagées dans le cycle 2 et les avenants aux conventions pour les communes ayant pris part au cycle 1 en ANNEXE.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 2 décembre 2016

REÇU EN PRÉFECTURE LE : 6 DÉCEMBRE 2016	Pour expédition conforme,
PUBLIÉ LE : 6 DÉCEMBRE 2016	le Vice-président,
	Monsieur Alain ANZIANI

ANNEXE

Périmètres retenus par les communes du cycle 2

Territoires	Communes cycle 2	Domaines
Ouest	Blanquefort	Ressources humaines Finances Commande publique Affaires juridiques Numérique et SI Domaine public espaces verts (Gestion des stades)
	Le Haillan	Numérique et SI Animation économique
Rive droite	Ambarès-et-Lagrave	Ressources humaines (Carrière et paye) Bâtiment Parc matériel roulant Transports Numérique et SI
	Bassens (clarification/ mutualisation)	Domaine public (voirie, espaces verts et propreté)
	Carbon-Blanc	Numérique et SI Commande publique Affaires juridiques
	Floirac	Animation économique et emploi Politique de la ville (Mission égalité)
Sud	Bègles (clarification /mutualisation)	Domaine public (voirie, espaces verts et propreté) Santé et environnement Commande publique Affaires juridiques (Assurances)

**Avenant n°1 à la Convention Cadre pour la Création de services communs
entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave****Entre**

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé,

d'une part,

Et

La commune d'Ambarès-et-Lagrave représentée par son Maire dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Michel Hérity, ci-après dénommée « la commune »,

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n°2005/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation,

Vu la délibération n°2015-0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016/0062 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la modification des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n° 2016/XXXX du 21 octobre 2016, portant mutualisation – régularisation compétence propreté – communes du cycle 1- Ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave signée en date du 15 décembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du XXX ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune d'Ambarès-et-Lagrave en date du XXX ;

Considérant la volonté des parties d'élargir dans le cadre du cycle 2 le périmètre des missions mutualisées afin de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes de la convention de création de services communs du cycle 1 afin d'intégrer des oublis ou erreurs dans l'évaluation initiale,

Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre des missions mutualisées, acté entre les deux parties lors du cycle 1 de la mutualisation.

Il précise les nouveaux domaines mutualisés dans le cadre du cycle 2 et décrit les effets de cette évolution sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT.

Il fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activités de ces services et traite les aspects financiers de ces créations liés au cycle 2.

Par ailleurs, le présent avenant a pour objet de répertorier les ajustements nécessaires du fait de l'écart constaté entre l'évaluation initiale des moyens mutualisées entre Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave lors du cycle 1 et le périmètre de mutualisation effectif.

ARTICLE 2: Modification de l'ARTICLE 2 « LISTE DES DOMAINES MUTUALISES »

Par le présent avenant, outre les domaines et activités d'ores et déjà mutualisés par Bordeaux Métropole et la commune d'Ambarès-et-Lagrave lors du cycle 1, les parties décident de créer des services communs, aux nouveaux domaines mutualisés suivants :

- Bâtiment
- Numérique et Système d'information
- Ressources Humaines
- Stratégie Immobilière/ Logistique et magasins / Parc Matériel
- Transport

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes de l'avenant n°1 du contrat d'engagement avec la commune d'Ambarès-et-Lagrave.

ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »

Par le présent avenant, outre les agents déjà mutualisés dans le cadre du cycle 1, il est décidé, après recueil des avis des instances consultatives, la mutualisation des effectifs de la commune d'Ambarès-et-Lagrave tel que détaillé ci-dessous

Domaines	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein mutualisés*	ETP compensés sans agent transférés	Renfort
Bâtiment	10.35		
Numérique et Système d'information	3.5		
Ressources Humaines	3		
Stratégie Immobilière / Logistique et magasin / Parc Matériel	0.2		
Transport	1.95	1	
Total	19	1	
Total général	20		

ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 4 « CONDITION D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS »

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une nouvelle fiche d'impact présente les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents mutualisés dans le cadre du cycle 2. Cette nouvelle fiche d'impact vient s'adjoindre à la fiche impact du cycle 1.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 5 « CONTRATS ET CONVENTION EXISTANTS »

Le paragraphe stipulant que « Bordeaux Métropole devient co-titulaire du marché conclu par la ville dans le cadre de besoins transverses aux services communs et communaux ou de besoins des services communs.» est supprimé.

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune d'Ambarès-et-Lagrave dans le cadre des activités mutualisées du cycle 2.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 lui seront cédés par avenant.

Cette liste indicative des marchés cédés dans le cadre du cycle 2 vient compléter la liste des marchés du cycle 1.

ARTICLE 6 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »

Le paragraphe « 6.1 Locaux » est modifié comme suit :

Les bâtiments seront mis à disposition de Bordeaux Métropole, par la commune d'Ambarès-et-Lagrave, au 1er janvier 2017, pour l'activité du service commun. Les mises à disposition s'effectuent sans transfert à la Métropole des charges du propriétaire qui sont conservées par la commune.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération du n°2015/0533 en date du 25 septembre 2015, est calculé.

Une convention par Bordeaux Métropole encadrera les modalités d'utilisation des bâtiments qui continueront d'héberger des agents transférés.

6.2 : Autres biens :

La commune d'Ambarès-et-Lagrave transfère la propriété des matériels et véhicules utilisés par les services mutualisés dans le cadre du cycle 2.

Concernant les biens matériels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des biens matériels transférés lors du cycle 2 (annexe 3 du présent avenant) vient compléter la liste des biens matériels transférés dans le cadre du cycle 1.

ARTICLE 7 : Modification de l'ARTICLE 7 « NUMERIQUE ET SYSTEME D'INFORMATION »

L'article 7 est modifié comme suit :

La commune d'Ambarès-et-Lagrave mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec Bordeaux Métropole. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune d'Ambarès-et-Lagrave sont transférés au service commun (annexes 4 et 4bis). Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

ARTICLE 8 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis du présent avenant et est actualisé :

- au titre de la mise en place des services communs du cycle 2
- au titre des correctifs financiers du cycle 1 définis dans la délibération n° 2016/XXX en date du 21 octobre 2016

Le taux appliqué au calcul du forfait de charge de structure, défini en application du nouveau périmètre mutualisé du cycle 2, s'applique par ailleurs aux montants valorisés pour le financement de la mutualisation du cycle 1.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9 :

Les ARTICLES 9, 10, 11, 12, 13, 14 restent inchangés.

ARTICLE 10 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR »

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Fait à Ambarès-et-Lagrave, le en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la Commune,

Le Président,
Juppé Alain

Le Maire,
Héritié Alain

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE AMBARES-ET-LAGRAVE

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : Domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Temps de travail (modalités de calcul du temps de travail)
- Moyens matériels pour exercer l'activité
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

3. Rémunération et droits acquis :

- Rémunération (régime indemnitaire, compléments, avantages accessoires)
- Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)
- Avantages acquis et prévoyance santé

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (20 agents)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Direction générale adjointe	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial rive droite
2	Direction générale adjointe	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial rive droite
3	Direction générale adjointe	B	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial rive droite
4	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	A	Titulaire	Direction des bâtiments
5	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
6	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
7	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial rive droite
8	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial rive droite
9	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
10	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
11	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
12	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
13	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
14	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
15	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
16	Direction des services techniques et de l'aménagement urbain	C	Titulaire	Direction des bâtiments
17	Direction générale adjointe	B	Titulaire	Direction du programme e-administration
18	Direction générale adjointe	C	Titulaire	Direction Transformation numérique
19	Direction générale adjointe	C	Titulaire	Direction de l'assistance et de l'offre de service
20	Direction générale adjointe	C	Titulaire	Direction des infrastructures et de la production

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et part les transferts de compétences : 0 agent

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

a. Les agents en disponibilité

Aucun agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la commune d'Ambarès-et-Lagrave pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Pôle territorial rive droite	Direction des ressources humaines	PTRD Lormont	3
Pôle territorial rive droite	Direction de la gestion de l'espace public	PTRD Lormont	1
Pôle territorial rive droite	Direction de la gestion de l'espace public	PTRD Ambarès	1

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Direction générale haute qualité de vie	Direction des bâtiments	CT Ambarès	8
Direction générale haute qualité de vie	Direction des bâtiments	PT Alfred Daney / Latule	3
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction des infrastructures et de la production	Mériadeck / Proximité	1
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction du programme e-administration	Mériadeck / Proximité	1
Direction générale Numérique et systèmes d'information	Direction Transformation numérique	Mériadeck / Proximité	1
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction de l'assistance et de l'offre de service	Mériadeck / Proximité	1

2.2 Temps de travail

Les agents qui rejoignent les services communs adoptent le régime de temps de travail de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
Temps de travail annuel	1 607h (1)	1 554h annualisées
Durée journalière moyenne	7h15 (incluant la journée de solidarité)	7h
Volume des congés	31,5 jours hors jours de fractionnement	25 jours de congé + 7 journées temps libres (dont les jours de fractionnement)
Dispositif d'horaires variables avec acquisition de jours de RTT	Dans la limite de 19j/an	non
Modèle horaire journalier général	Plages de présence obligatoire : 9h30/11h30 et 14h/16h (15h30 le vendredi) Plages variables : 7h30/9h30 et 16h (15h30 le vendredi) à 18h30 pour cat C et 19h30 pour cat A/B	Pas d'horaire variable. Présence sur les heures d'ouverture des services au public : L : 9h-12h/13h30-19h M à J : 9h-12h/13h30-17h V : journée continue 8h-16h
Forfait cadre	Dans la limite de 19 jours/an pour les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, directeurs de mission et chefs de service	12 jours par an Les 3 journées générées au cours d'un trimestre doivent être posées durant ce même trimestre; à défaut ces journées seront perdues.
Aménagement particulier de temps de travail	Temps de travail aménagé 4,5 jours/5 jours (sauf agents éligibles au forfait cadre) <u>OU</u> 9 jours/10 jours	Aucun
Modalités d'exercice du temps partiel	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire ou par quinzaine	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire.
Monétisation du Compte épargne temps (CET)	Non	oui

(1) pour certains services/secteurs d'activité, le temps de travail annuel est abaissé afin de tenir compte de sujétions particulières liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent :

- Agents de conduite et de collecte chargés de l'enlèvement des ordures ménagères
- Agents de conduite de l'unité centres de recyclage
- Opérateurs de crémation, gardien-maître de cérémonie, personnels administratifs
- Unité centrale de permanence
- Unité sécurité
- Agents grutiers et de lavage de la cellule apport volontaire
- Agents d'exploitation affectés dans les centres de recyclage
- Service de la propreté

2.3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission. La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.4 Organisation hiérarchique et méthode d'évaluation.

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux métropole et sous l'autorité fonctionnelle du président de Bordeaux métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

3. Rémunération et avantages acquis

3.1 Rémunération

Les agents du service commun conservent, s'ils y ont intérêt le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages collectivement acquis suivant les dispositions de l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Le montant du régime indemnitaire s'apprécie tous éléments confondus qu'ils soient liés au grade de l'agent, aux fonctions occupées, aux sujétions ou aux résultats tels que constatés dans la commune au 31 décembre 2016 et comparé aux montants servis à la Métropole.

Ainsi, chaque agent optera

- soit pour le maintien de son niveau d'origine de régime indemnitaire et de l'ensemble des avantages acquis relevant de la commune d'origine (détaillés au point 3.3) : option 1.
- soit pour la bascule vers le dispositif métropolitain, en ce qui concerne à la fois le régime indemnitaire et l'ensemble des avantages acquis (détaillés au point 3.3) : option 2.

Régime indemnitaire de grade :

Observation préalable :

- les valeurs indiquées pour Bordeaux Métropole ne tiennent pas compte de la revalorisation au 01/07/2016 de la valeur du point de 0,60 %.

Filière administrative :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif de 2ème classe		321,53	Montant minimum mensuel brut : 100 €
		Adjoint administratif de 1ère classe		326,69	
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe		360,55	
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1 à 5	484,34	Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
			6 à 13		
		Rédacteur principal de 2ème classe	1 à 4	511,37	
			5 à 13		
		Rédacteur principal de 1ère classe		552,40	
A	Attachés territoriaux	Attaché		678,12	
		Attaché principal		823,07	
		Directeur		916,00	
	Administrateurs territoriaux	Administrateur		1 536,27	
		Administrateur hors classe		2 050,01	

Filière technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
C	Adjointes techniques territoriaux	Adjoint technique de 2ème classe		288,59	Montant minimum mensuel brut : 100 € Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Adjoint technique de 1ère classe		289,62	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		291,67	
		Adjoint technique principal de 1ère classe		303,00	
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise		366,83	
		Agent de maîtrise principal		377,12	
B	Techniciens territoriaux	Technicien		356,03	RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Technicien principal 2ème classe		474,18	
		Technicien principal 1ère classe		582,04	
A	Ingénieurs territoriaux ET Des Ingénieurs en chef NB : 2 cadres d'emploi suite au reclassement statutaire 2016	Ingénieur		793,53	
		Ingénieur principal			
		Ingénieur hors classe			
		Ingénieur en chef de classe normale			
		Ingénieur en chef hors classe			
		Ingénieur général			

Filière culturelle :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
C	Adjoints territoriaux du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe		326,68	Montant minimum mensuel brut : 100 €
		Adjoint du patrimoine de 1ère classe		326,70	
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		360,67	
B	Assistants territoriaux de conservation	Assistant de conservation	1 à 5	438,01	Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Assistant de conservation	6 à 13	438,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	1 à 4	542,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	5 à 13	542,04	
		Assistant de conservation principal 1ère classe		542,04	
A	Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire		678,13	
	Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché de conservation du patrimoine		678,13	
	Conservateurs territoriaux du patrimoine	Conservateur du patrimoine		823,16	
		Conservateur du patrimoine en chef		915,23	

Filière médico sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
A	Médecins territoriaux	Médecin 2ème classe		295,11	Montant minimum mensuel brut : 100 € Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Médecin 1ère classe		297,94	
		Médecin hors classe		330,93	
	Psychologues	Psychologue de classe normale		260,19	
		Psychologue hors classe		260,19	

Filière médico technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
B	Techniciens paramédicaux territoriaux	Technicien paramédical de classe normale		356,17	Montant minimum mensuel brut : 100 € Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Technicien paramédical de classe supérieure		368,79	

Filière animation :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
C	Adjoints territoriaux d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe		158,24	Montant minimum mensuel brut : 100 € Prime annuelle : 1 050 € RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
		Adjoint d'animation de 1ère classe		161,56	
		Adjoint d'animation principal de 2ème classe		260,02	
		Adjoint d'animation principal de 1ère classe		290,09	

Filière sanitaire et sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
B	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif		394,03	Montant minimum mensuel brut : 100 € Prime annuelle : 1050€ RI compris entre 100 € et 1 450 € brut mensuels en fonction du poste et de la manière de servir (cf. délibération 13/12/10)
	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal		484,05	
A	Conseillers territoriaux socio-éducatifs	Conseiller socio-éducatif		678,15	

Régimes indemnitaires liés aux fonctions, sujétions ou aux résultats :

Catégorie	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
A	Prime de Fonction et de Résultats versée à l'ensemble du cadre d'emploi des administrateurs et aux emplois fonctionnels Par de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats pour les autres agents de catégorie A	Pas de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats
B	Néant	Pas de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats
C	Uniquement sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise exerçant des fonctions de chef de travaux/surveillant de travaux	Pas de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Catégorie de personnel	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
A	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret
B		
C		Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret

3.2 Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)

Les agents de la commune qui rejoignent les services communs relèveront du dispositif de déroulement de carrière de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
Dates d'avancement	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (cadencement unique à compter du 01/01/2017)</p> <p>Pour les avancements de grades : à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum</p> <p>Pour les avancements de grades : Mois de décembre de l'année N</p> <p>Pour la promotion interne : Mois de décembre de l'année N OU suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>
Ratios d'avancement de grades	Fixés par délibération, de façon spécifique pour chaque grade et selon qu'il s'agit d'un avancement au choix ou suite à réussite à l'examen professionnel	Pas de ratios
Promotion interne (PI)	Le nombre de droits à PI au titre d'une année donnée est déterminé en croisant les droits statutaires découlant des recrutements intervenus et les postes vacants ou susceptibles de l'être (départs programmés) à un horizon de 6 mois. Sont ensuite déduits le nombre d'agents restant sur liste d'aptitudes issues des précédentes CAP et non encore nommés.	Pas de ratios

3.3 Avantages acquis et prévoyance santé

Aux termes de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent être considérés comme avantages acquis : « *Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi* », c'est-à-dire avant 1984, et qu'elles ont depuis lors maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents.

Sous réserve de la production, par la commune, des éléments permettant d'établir le caractère d'avantage acquis au titre de l'article 111 précité, les compléments de rémunération pourront être maintenus aux agents manifestant le souhait de se les voir conserver, dans les conditions prévues au point 3.1. Dans la négative, les ex-agents communaux relèveront des avantages acquis de Bordeaux Métropole.

En tout état de cause, quelque soit l'option choisie par l'agent (maintien de son niveau de régime indemnitaire antérieur et de ses avantages acquis ou bascule vers le dispositif métropolitain), la garantie maintien de traitement sera applicable à l'ensemble des agents transférés à la Métropole. Dans l'hypothèse d'un contrat groupe conclu par la commune prévoyant une garantie maintien de salaire allant au-delà du seul traitement de base (ex : maintien du régime indemnitaire), la Métropole se substituera à la commune pour l'exécution de ce contrat dans des conditions inchangées, jusqu'à son échéance.

En termes de protection sociale complémentaire visant à couvrir les frais de santé, les agents transférés bénéficieront de la convention de participation conclue par la Métropole avec l'IPSEC dans les mêmes conditions que les effectifs métropolitains au 01/01/2017, en ce qui concerne tant les niveaux de couverture que les tarifs de cotisation ou encore la participation financière de l'employeur au règlement de cette cotisation.

Les agents transférés conservent également, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables dans leur commune d'origine au titre d'un label prévu à l'article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Typologie	METROPOLE	AMBARES ET LAGRAVE
Primes exceptionnelles	Prime semestrielle de 425,34 € soit 70,89 €/mois , versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel Prime de transport de 19,44 €/mois (à l'exclusion des agents déjà bénéficiaires par ailleurs d'une autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service, d'un véhicule de fonction)	Prime semestrielle de 525 € soit 87,5 €/mois , versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel et temps non complet.

Garantie maintien de salaire en cas de maladie	Oui : la Métropole verse l'exacte compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire n'est abattu de 50 % qu'à compter de 90 jours d'arrêt consécutifs. Il n'est dans ce cas de figure pas compensé.	NON : pas de versement de la compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire est abattu de 50 % dès que l'agent est en demi-traitement. Le régime indemnitaire est versé pleinement pour les agents en CLM - CLD
Prime de départ en retraite	Oui : équivalent 2 mois de pensions , versée au mois du départ	NON
Autres avantages divers	Indemnité compensatrice de repas de 3,30 euros par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur	Versement d'une somme allant de 10 à 18 euros brut au titre de la participation mutuelle et prévoyance (sous réserve de transmission par l'agent de l'attestation mutuelle ou prévoyance labellisée) Cotisation CNAS

ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES MUTUALISES

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE AMBARES-ET-LAGRAVE

COMMUNE	OBJET DU MARCHE	TITULAIRE
Ambarès-et-Lagrave	FOURNITURE D'OUTILLAGE, MATERIELS ET MATERIAUX (8 Lots)	REXEL PANOFRANCE COULEURS DE TOLLENS FOUSSIER QUINCAILLERIE LEDOUX LORANS SIDER FOUSSIER QUINCAILLERIE
Ambarès-et-Lagrave	FOURNITURE DE CARBURANTS EN STATION AVEC CARTES ACCREDITIVES (2 Lots)	PICOTY SA
Ambarès-et-Lagrave	FOURNITURE ET ENTRETIEN D'UN VEHICULE FRIGORIFIQUE POUR LE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE / CCAS	PETIT FORESTIER LOCATION
Ambarès-et-Lagrave	TELESURVEILLANCE DES BATIMENTS COMMUNAUX, MAINTENANCE DES ALARMES INTRUSION ET INTERVENTIONS POUR LEVEE DE DOUTE.	SIS SECURITE Sous-traitant n°1 : HOT SECURITE Sous-traitant n°2 :STA
Ambarès-et-Lagrave	PRESTATIONS DE VERIFICATIONS, DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DES MOYENS DE SECOURS INCENDIE DES BATIMENTS ET VEHICULES	CHUBB FRANCE
Ambarès-et-Lagrave	Mission de contrôles techniques Lot n°1 contrôles périodiques réglementaires Lot n°2 contrôle matériels (ateliers + pôle culturel)	QUALICONSULT

Ambarès-et-Lagrange	Exploitation et Maintenance des Ascenseurs et Portes Automatiques sur les Bâtiments de la Ville d'Ambarès-et-Lagrange	THYSSENKRUPP Ascenseurs
Ambarès-et-Lagrange	Assurances Ville Lot 3 : Assurance «flotte automobile»	SMACL ASSURANCES
Ambarès-et-Lagrange	Assurances CCAS Lot 3 : Assurance «flotte automobile»	SMACL ASSURANCES
Ambarès-et-Lagrange	Entretien des orgues de l'église	PESCE
Ambarès-et-Lagrange	Contrat de maintenance des défibrillateurs	AQUICARDIA
Ambarès-et-Lagrange	Vérification des installations extérieures de protection contre la foudre	FOUDRETECH
Ambarès-et-Lagrange	Entretien campanaire église et hôtel de ville	BODET
Ambarès-et-Lagrange	A.M.O. Suivi contrat DALKIA Maintenance des équipements thermiques et suivi des consommations	SAGE SERVICE
Ambarès-et-Lagrange	fournir des services de téléphonie fixe, téléphonie mobile, Internet, réseau d'interconnexion de sites	ADISTA et SFR
Ambarès-et-Lagrange	LOCATION ET MAINTENANCE DU PHOTOCOPIEUR NUMERIQUES Noir du Centre Socio-Culturel	
Ambarès-et-Lagrange	Location et maintenance copieur RICOH	RICOH
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance Fibre Noire CTM et Evasion	Heliantis
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciel LOGITUD CANIS ET MUNICIPAL (Police Municipale)	
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciel FUSHIA (facturation multi-services)	SISTEC
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance LOGITUD Procès verbal électronique (Police Municipale)	
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciels AFI-OPAC et AFI- NANOOK (Bibliothèque)	AGENCE FRANCAISE INFORMATIQUE
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciel CIVIL (Finances)	

Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciel CIVIL (RH)	
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance logiciel Implicit (Service d'Aides à domicile)	
Ambarès-et-Lagrange	Assistance et maintenance Melodie V5 (Population)	ARPEGE
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance autocomm + switchs	ORANGE
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance serveurs informatiques	AIR INFORMATIQUE
Ambarès-et-Lagrange	Maintenance LOGITUD (service Population – élections)	LOGITUD SOLUTIONS
Ambarès-et-Lagrange	Gestion de la dette (service Finances)	FINANCE ACTIVE
Ambarès-et-Lagrange	Wifi Bibliotheque et Wifi Evasion	SOCIETE QSPOT

ANNEXE 3 : BÂTIMENTS ET MATERIELS

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBAIRES-ET-LAGRAVE

1. Locaux

La commune d'Ambarès-et-Lagrange propose à la mutualisation :

Pour les locaux administratifs :

- 1 Bureau Responsable CTM (20 m²)
- 1 Bureau des OP bâtiment (15m²)
- 1 Bureau Responsable chauffeurs (15m²)

Pour les locaux techniques :

- 1 Atelier plomberie (60m²)
- 1 Atelier électricité (50m²)
- 1 Garage véhicules OP + Stockage (220m²)
- 1 Atelier peinture (60m²)
- 1 Atelier menuiserie (70m²)
- 1 Local mécanique (40m²)
- 1 Garage 4 BUS (180m²)
- Vestiaires / sanitaires des agents (20m²)
- 1 Réfectoire (30m²)

2. Matériel :

Le matériel proposé à la mutualisation est composé de :

- 4 bus
- 3 tracteurs
- 18 véhicules utilitaires (7 à usage des services communs et 11 à usage des services communaux)
- 3 véhicules utilitaires, 1 minibus + Fiat Doblo

Un ensemble de « petit matériel » complète la liste.

ANNEXE 4 : Numérique et SI

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBAIRES-ET- LAGRAVE

		Nb d'équipements transférés (n'intègre pas les équipements loués)	<i>Dont consacrés à un usage par les services communaux (exclusion faite des équipements utilisés par les services communs)</i>
a) Postes et terminaux utilisateurs			
	Station de travail agents - Basique	118	99
	Station de travail agents - Avancée	1	1
	Client léger	0	
	PC Portable - Basique	104	99
	PC Portable - Ultra-portable	0	0
	Postes écoles	96	96
	Téléphones mobiles	27	20
	Téléphones mobiles renforcés	17	17
	Tablettes	0	0
	Clés 4G	4	4
	Smartphones	6	6
	Smartphones haut de gamme	2	2
	VPI et TNI	7	7
	Imprimantes individuelles	13	13
	Multifonctions	0	0
	Fax	0	0

	Vidéo-projecteur	14	14
	Vidéo-projecteur salle du pôle culturel	1	1
b) Equipements spécifiques			
	Terminaux radio	0	0
	Serveurs Mairie	1	1
	Serveur Bibliothèque	1	1
	Onduleur Serveur	1	1
	Baies stockage	1	1
	Sauvegarde	1	1
	Console numérique 32 piste Son – salle de spectacle Evasion	1	1
	Console numérique 16 piste Son – salle de spectacle Evasion	1	1
	Console numérique Mentor 120 Lumière – salle de spectacle Evasion	1	1
	Enregistreur audio numérique (Conseil Municipal...)	1	1
	Rack écrans vidéo	1	1
	Mixette Vidéo	1	1
	Appareil Photo compact	3	3
	Appareil Photo Reflex	1	1
	Connecteur Tripple Head Matrox	1	1
	Enceintes monitoring (vidéo)	1	1
	Console	0	0
	Appliances	0	0
C) Equipements réseau			
	Switch	22	22
	Infrastructure réseau	0	0
	Chaine internet	0	0
	Bornes Wifi	5	5
	Téléphones fixes IP et analogique	121	121

DECT (bornes et terminaux)	29	
Autocommuntateurs	6	
Fibre	6	

ANNEXE 4 bis : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION
**AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE D'AMBARÈS-ET-LAGRAVE**

		Domaine mutualisé par la commune	Caractérisation de l'application	
			Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne
Productivité / transverses				
Métiers				
	Finances	Oui	CIRIL Finances	CIRIL
	Commande publique	Oui		
	Affaires juridiques	Oui		
	Ressources humaines	Oui	CIRIL RH	CIRIL
	Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Oui		
	Fonctions transversales	Oui		
	Espaces verts	Oui		
	Propreté	Oui		
	Voirie et DP	Oui		
	Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui		
	Animation économique et Emploi	Oui		
	Transports	Oui		

Logement, Habitat et Politique de la ville	Oui		
Social		Logiciel Aide à domicile	Implicit
Solidarités et citoyenneté	Non		
Communication	Non	Adobe Creative Suite CS5	Adobe
Education	Non	FUSHIA facturation scolaire / petite enfance	SISTEC
Police Municipale	Non	Canis + Municipol	
		proces Verbal Electronique	
Sport	Non		
Société	Non		
Culture	Non	AFI NANOOK BIBLIOTHEQUE	AFI
		Pack logiciels multimédia (cubase, CS4 master collection, final cut...)	
		Millumin 2 (mapping)	-
Population	Non	Arpege	Anomes
		Election	Logitud
Middleware et logiciels supports			

CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BASSENS
--

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé, ",

d'une part,

Et

La commune de Bassens représentée par son Maire, dûment habilité(e) par délibération n° XXX du XXX, ci-après dénommée "la commune ",

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n° 2005/0227 du 29 mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation ;

Vu la délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation ;

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Bassens en date du X ;

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du X ;

Considérant la volonté des parties de se doter dans le cadre du cycle 2 de services communs afin de favoriser l'exercice de leurs missions et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente convention a pour objet de préciser **les services mis en commun** et de décrire les effets de la création de ces services communs sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activité des services et traite les aspects financiers de ces créations.

ARTICLE 2 : LISTE DES DOMAINES MUTUALISES

Par la présente convention, les domaines et activités identifiés dans le schéma de mutualisation approuvé par Bordeaux Métropole et la commune de Bassens dans lesquels les parties décident de créer des missions services communs sont :

- Domaine Public voirie
- Domaine Public espaces verts
- Domaine Public propreté

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes du contrat d'engagement avec la commune

ARTICLE 3 EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE

Après recueil des avis des instances consultatives, il est décidé la mutualisation suivante des effectifs de la commune de Bassens, classés par domaines de mutualisation :

Domaines	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein*	ETP compensés et non transférés	Renforts
Domaine Public	0.88	0.2	
Total général			1.08

*ETP et part d'ETP des agents mutualisés

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS

Les services communs sont gérés par Bordeaux Métropole et lui sont rattachés.

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 5 : CONTRATS ET CONVENTIONS EXISTANTS

Selon le périmètre et le type de marchés et de contrats :

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Bassens dans le cadre des activités mutualisées.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 à la présente convention lui seront cédés par avenant.

ARTICLE 6 : BIENS MATERIELS

6.1 Locaux : Aucun bâtiment n'est mis à disposition par la commune de Bassens dans le cadre des activités mutualisées.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 relative au financement de la mutualisation est calculé.

6.2 Autres Biens : La commune de Bassens transfère la propriété des matériels et véhicules utilisés par les services mutualisés dans le cadre du cycle 2.

La liste des biens matériels transférés à Bordeaux Métropole par la commune de Bassens figure en Annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 7 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

La commune de Bassens ne transfère pas ce domaine. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune de Bassens, qui assure alors l'accès à distance à des outils pour le fonctionnement des services communs.

Une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée.

Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à s'assurer de la qualité de service attendue.

La liste des matériels, des infrastructures, et logiciels figure en Annexes 4 à la présente convention.

ARTICLE 8 : MODALITES DE FINANCEMENT

Les modalités de financement du service commun sont arrêtées dans la délibération du 25 septembre 2015 et, conformément à l'article 5211-4-2 du CGCT, les effets de la mise en commun des services seront pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation.

La délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 relative aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole figure en Annexe 5 à la présente convention.

Le montant prévisionnel de la compensation financière de la commune au titre de la mise en place des services communs est évalué dans l'annexe 5bis à la présente convention. Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de Bordeaux Métropole ou le Maire de la commune de Bassens, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au responsable du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 10 : REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Sans objet.

ARTICLE 11 : ARCHIVES PUBLIQUES

La commune de Bassens met à disposition de chacun des services communs auquel elle participe, les documents d'activité et les archives, sur support papier ou électronique, nécessaires au bon exercice des missions confiées, via des protocoles cosignés des services d'origine et de destination.

Les autres documents produits ou reçus par le service commun au titre des missions exercées pour la commune de Bassens, sous l'autorité fonctionnelle du Maire, sont également propriété de la commune de Bassens.

La commune de Bassens peut y accéder en tant que de besoin. Elle pourra en réclamer la restitution au terme de la présente convention ou de la Durée d'Utilité Administrative (DUA).

En fin de DUA, leur versement au service des archives définitives compétent ou leur élimination réglementaire, seront assurés par le service commun, sous l'autorité du Maire, dans le respect des procédures et textes applicables.

ARTICLE 12 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 13 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision des niveaux de services assurés par Bordeaux Métropole pour le compte de la commune de Bassens peut être envisagée par les parties. Elle fera l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution des patrimoines gérés, le niveau de prestation souhaitée par la commune de Bassens, l'évaluation de l'impact sur les moyens affectés et la capacité de Bordeaux Métropole à prendre en compte ces évolutions. Cette révision pourra également déboucher sur une révision de l'attribution de compensation de la commune de Bassens. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 14 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties aient recherché un accord amiable.

Fait à Bassens, le, en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,
Signature / Cachet
Le Président,

Alain Juppé

Pour la commune de Bassens,
Signature / Cachet
Le Maire,

Turon Jean-Pierre

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BASSENS

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Temps de travail (modalités de calcul du temps de travail)
- Moyens matériels pour exercer l'activité
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

3. Rémunération et droits acquis :

- Rémunération (régime indemnitaire, compléments, avantages accessoires)
- Déroulement de carrière (règles d'avancement; ratios ; CAP)
- Avantages acquis et prévoyance santé

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (0 agent)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et par les transferts de compétences : 3 agents

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Services techniques Cadre de vie	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial rive droite
2	Services techniques Cadre de vie	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - pôle territorial rive droite
3	Services techniques Cadre de vie	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - pôle territorial rive droite

a. Les agents en disponibilité

Pas d'agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de la Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la commune de Bassens pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs, la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Pôle territorial rive droite	Direction de la gestion de l'espace public	Ambarès ST1	3

2-2 Temps de travail

Les agents qui rejoignent les services communs adoptent le régime de temps de travail de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	BASSENS
Temps de travail annuel	1 607h (1)	1547 h (1607 h au 01/01/17)
Durée journalière moyenne	7h15 (incluant la journée de solidarité)	7h
Volume des congés	31,5j hors jours de fractionnement	33 jours
Dispositif d'horaires variables avec acquisition de jours de RTT	Dans la limite de 19j/an	
Modèle horaire journalier général	Plages de présence obligatoire : 9h30/11h30 et 14h/16h (15h30 le vendredi) Plages variables : 7h30/9h30 et 16h (15h30 le vendredi) à 18h30 pour catégorie C et 19h30 pour catégorie A/B	Hiver : Lundi/mardi/mercredi/jeudi : 8h/12 h et 13h15/17h Vendredi : 8h/12h Eté : Lundi/mardi/mercredi/jeudi/vendredi : 7h/14h30 (avec pause repas obligatoire de 30 minutes)
Forfait cadre	Dans la limite de 19j/an pour les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, directeurs de mission et chefs de service	
Aménagement particulier de temps de travail	Temps de travail aménagé 4,5j/5j (sauf agents éligibles au forfait cadre) <u>OU</u> 9j/10j ;	
Modalités d'exercice du temps partiel	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire ou par quinzaine	
Monétisation du Compte Épargne Temps (CET)	Non	Oui (aucun agent n'a sollicité ce dispositif)

-
- (1) pour certains services/secteurs d'activité, le temps de travail annuel est abaissé afin de tenir compte de sujétions particulières liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent :

- Agents de conduite et de collecte chargés de l'enlèvement des ordures ménagères
- Agents de conduite de l'unité centres de recyclage
- Opérateurs de crémation, gardien-maître de cérémonie, personnels administratifs
- Unité centrale de permanence
- Unité sécurité
- Agents grutiers et de lavage de la cellule apport volontaire
- Agents d'exploitation affectés dans les centres de recyclage
- Service de la propreté

2.3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission.

La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.4 Organisation hiérarchique et méthode d'évaluation.

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux Métropole et sous l'autorité fonctionnelle du Président de Bordeaux Métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la Ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

3. Rémunération et avantages acquis

3.1 Rémunération

Les agents du service commun conservent, s'ils y ont intérêt le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages collectivement acquis suivant les dispositions de l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Le montant du régime indemnitaire s'apprécie tous éléments confondus qu'ils soient liés au grade de l'agent, aux fonctions occupées, aux sujétions ou aux résultats tels que constatés dans la commune au 31 décembre 2016 et comparé aux montants servis à la Métropole.

Ainsi, chaque agent optera

- soit pour le maintien de son niveau d'origine de régime indemnitaire et de l'ensemble des avantages acquis relevant de la commune d'origine (détaillés au point 3.3) : option 1.
- soit pour la bascule vers le dispositif métropolitain, en ce qu'il concerne à la fois le régime indemnitaire et l'ensemble des avantages acquis (détaillés au point 3.3) : option 2.

Régime indemnitaire de grade :

Observation préalable :

- les valeurs indiquées pour Bordeaux Métropole ne tiennent pas compte de la revalorisation au 01/07/2016 de la valeur du point de 0,60%.

Filière administrative :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif de 2ème classe		321,53	
		Adjoint administratif de 1ère classe		326,69	
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe		360,55	
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1 à 5	484,34	
			6 à 13		
		Rédacteur principal de 2ème classe	1 à 4	511,37	
			5 à 13		
		Rédacteur principal de 1ère classe		552,40	
A	Attachés territoriaux	Attaché		678,12	
		Attaché principal		823,07	
		Directeur		916,00	
	Administrateurs territoriaux	Administrateur		1 536,27	
		Administrateur hors classe		2 050,01	

Filière technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
C	Adjoins techniques territoriaux	Adjoint technique de 2ème classe		288,59	126.10
		Adjoint technique de 1ère classe		289,62	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		291,67	126.10
		Adjoint technique principal de 1ère classe		303,00	
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise		366,83	188.45 (0.3 régularisation et 0.2 mutualisation)
		Agent de maîtrise principal		377,12	
B	Techniciens territoriaux	Technicien		356,03	
		Technicien principal 2ème classe		474,18	
		Technicien principal 1ère classe		582,04	
A	Ingénieurs territoriaux ET Des Ingénieurs en chef NB : 2 cadres d'emploi suite au reclassement statutaire 2016	Ingénieur		793,53	
		Ingénieur principal			
		Ingénieur hors classe			
		Ingénieur en chef de classe normale			
		Ingénieur en chef hors classe			
		Ingénieur général			

Filière culturelle :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
C	Adjoins territoriaux du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe		326,68	
		Adjoint du patrimoine de 1ère classe		326,70	
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		360,67	
B	Assistants territoriaux de conservation	Assistant de conservation	1 à 5	438,01	
		Assistant de conservation	6 à 13	438.02	

		Assistant de conservation principal 2ème classe	1 à 4	542,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	5 à 13	542,04	
		Assistant de conservation principal 1ère classe		542,04	
A	Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire		678,13	
	Attaché territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché de conservation du patrimoine		678,13	
	Conservateur territoriaux du patrimoine	Conservateur du patrimoine		823,16	
		Conservateur du patrimoine en chef		915,23	

Filière médico sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
A	Médecins territoriaux	Médecin 2ème classe		295,11	
		Médecin 1ère classe		297,94	
		Médecin Hors classe		330,93	
	Psychologues	Psychologue de classe normale		260,19	
		Psychologue hors classe		260,19	

Filière médico technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
B	Techniciens paramédicaux territoriaux	Technicien paramédical de classe normale		356,17	
		Technicien paramédical de classe supérieure		368,79	

Filière animation :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
C	Adjoint territoriaux d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe		158,24	
		Adjoint d'animation de 1ère classe		161,56	
		Adjoint d'animation principal de 2ème classe		260,02	
		Adjoint d'animation principal de 1ère classe		290,09	

Filière sanitaire et sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	BASSENS
B	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif		394,03	
	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal		484,05	
A	Conseillers territoriaux socio-éducatifs	Conseiller socio-éducatif		678,15	

Régimes indemnitaires liés aux fonctions, sujétions ou aux résultats :

Catégorie	METROPOLE	BASSENS
A	Prime de fonction et de résultats versée à l'ensemble du cadre d'emploi des administrateurs et aux emplois fonctionnels Par de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats pour les autres agents de catégorie A	
B	Néant	
C	Uniquement sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise exerçant des fonctions de chef de travaux/surveillant de travaux	

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Catégorie de personnel	METROPOLE	BASSENS
A	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret	
B		
C		

3-2 Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)

Les agents de la commune qui rejoignent les services communs relèveront du dispositif de déroulement de carrière de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	BASSENS
Dates d'avancement	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (cadencement unique à c/ du 1/1/2017)</p> <p>Pour les avancements de grades : à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>	<p>Idem</p> <p>A une date fixée après l'avis de la CAP si l'emploi correspond au nouveau grade. CAP gérée par le CDG33</p> <p>A une date fixée après l'avis de la CAP si l'emploi correspond au nouveau grade. CAP gérée par le CDG33</p>
Ratios d'avancement de grades	Fixés par délibération, de façon spécifique pour chaque grade et selon qu'il s'agit d'un avancement au choix ou suite à réussite à l'examen professionnel	Fixée par délibération, 100 % pour chaque grade
Promotion interne	Le nombre de droits à PI au titre d'une année donnée est déterminé en croisant les droits statutaires découlant des recrutements intervenus et les postes vacants ou susceptibles de l'être (départs programmés) à un horizon de 6 mois. Sont ensuite déduits le nombre d'agents restant sur liste d'aptitudes issues des précédentes CAP et non encore nommés.	

3-3 Avantages acquis et prévoyance santé

Aux termes de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent être considérés comme avantages acquis : « *Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi* », c'est-à-dire avant 1984, et qu'elles ont depuis lors maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents.

Sous réserve de la production, par la commune, des éléments permettant d'établir le caractère d'avantage acquis au titre de l'article 111 précité, les compléments de rémunération pourront être maintenus aux agents manifestant le souhait de se les voir conserver, dans les conditions prévues au point 3.1. Dans la négative, les ex-agents communaux relèveront des avantages acquis de Bordeaux Métropole.

En tout état de cause, quelque soit l'option choisie par l'agent (maintien de son niveau de régime indemnitaire antérieur et de ses avantages acquis ou bascule vers le dispositif métropolitain), la garantie maintien de traitement sera applicable à l'ensemble des agents transférés à la Métropole. Dans l'hypothèse d'un contrat groupe conclu par la commune prévoyant une garantie maintien de salaire allant au-delà du seul traitement de base (ex : maintien du régime indemnitaire), la Métropole se substituera à la commune pour l'exécution de ce contrat dans des conditions inchangées, jusqu'à son échéance.

En termes de protection sociale complémentaire visant à couvrir les frais de santé, les agents transférés bénéficieront de la convention de participation conclue par la Métropole avec l'IPSEC dans les mêmes conditions que les effectifs métropolitains au 1/1/2017, en ce qui concerne tant les niveaux de couverture que les tarifs de cotisation ou encore la participation financière de l'employeur au règlement de cette cotisation.

Les agents transférés conservent également, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables dans leur commune d'origine au titre d'un label prévu à l'article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Typologie	METROPOLE	BASSENS
Primes exceptionnelles	Prime semestrielle de 425,34 € soit 70,89€/mois , versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel Prime de transport de 19,44 €/mois (à l'exclusion des agents déjà bénéficiaires par ailleurs d'une autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service, d'un véhicule de fonction)	Prime annuelle de 1324.78 € brut, versée 50 % fin mai et 50 % fin novembre et proratisée pour les agents à temps partiel.
Garantie maintien de salaire en cas de maladie	Oui : la métropole verse l'exacte compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire n'est abattu de 50% qu'à compter de 90 jours d'arrêt consécutifs. Il n'est dans ce cas de figure pas compensé.	Oui sur la protection sociale complémentaire « maintien de salaire » : participation financière de la Ville au paiement de la cotisation de prévoyance à hauteur de 8 € brut mensuel. La cotisation agent est en 2015 déterminée au taux de 1.03 % appliqué sur le traitement indiciaire.

Prime de départ en retraite	Oui : équivalent 2 mois de pensions , versée au mois du départ	NON
Autres avantages divers	Indemnité compensatrice de repas de 3,30 euros par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur	Bon d'habillement : Un bon de commande est remis aux 3 agents concernés afin qu'ils s'achètent des vêtements de travail. Valeur du bon 2015 : 94.85 €

ANNEXE 2 : LISTE DES MARCHES INDICATIVE**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BASSENS**

COMMUNE	OBJET DU MARCHÉ	TITULAIRE
Bassens	Balayage mécanique des voiries et ramassage et évacuation des déchets vers un lieu adapté	AZURA

ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BASSENS

1. Locaux

La mairie de Bassens ne propose pas de bâtiment à la mutualisation.

2. Matériel :

La mairie de Bassens propose à la mutualisation le matériel roulant suivant :

TYPE DE VEHICULES	Marque
Daily 35C9 4 BENNES	IVECO
MASTER Châssis Simple Cabine Gd Confort Traction F3500 L3 dCi 125 - 8 CV	RENAULT
Kangoo Z.E - 7 cv - 60 ch	RENAULT

Un ensemble de « petit matériel » complète la liste.

ANNEXE 4 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BASSENS

La commune de Bassens ne transfère pas ce domaine. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune de Bassens, qui assure alors l'accès à distance à des outils pour le fonctionnement des services communs.

Une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à s'assurer de la qualité de service attendue.

BORDEAUX METROPOLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE

**Séance du 25 septembre 2015
(convocation du 18 septembre 2015)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Septembre Deux Mil Quinze à 09 Heures 30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de BORDEAUX METROPOLE.

ETAIENT PRESENTS :

M. JUPPE Alain, M. ANZIANI Alain, M. CAZABONNE Alain, M. DUPRAT Christophe, Mme BOST Christine, M. LABARDIN Michel, M. BOBET Patrick, M. RAYNAL Franck, M. MANGON Jacques, M. MAMERE Noël, M. PUJOL Patrick, Mme JACQUET Anne-Lise, Mme MELLIER Claude, Mme VERSEPUY Agnès, M. DUCHENE Michel, M. TOUZEAU Jean, Mme WALRYCK Anne, M. ALCALA Dominique, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, Mme FERREIRA Véronique, M. HERITIE Michel, Mme KISS Andréa, M. PUYOBRAU Jean-Jacques, M. SUBRENAT Kévin, M. TURBY Alain, M. TURON Jean-Pierre, M. VERNEJOUL Michel, Mme ZAMBON Josiane, Mme AJON Emmanuelle, M. AOUIZERATE Erick, Mme BEAULIEU Léna, Mme BERNARD Maribel, Mme BLEIN Odile, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BOUDINEAU Isabelle, M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume, M. BOUTEYRE Jacques, Mme BOUTHEAU Marie-Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CALMELS Virginie, Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie, M. CAZABONNE Didier, Mme CHABBAT Chantal, M. CHAUSSET Gérard, Mme CHAZAL Solène, Mme COLLET Brigitte, M. COLOMBIER Jacques, Mme CUNY Emmanuelle, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DELLU Arnaud, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUBOS Gérard, Mme FAORO Michèle, M. FELTESSE Vincent, M. FEUGAS Jean-Claude, M. FLORIAN Nicolas, Mme FORZY-RAFFARD Florence, M. FRAILE MARTIN Philippe, Mme FRONZES Magali, M. GARRIGUES Guillaume, M. GUICHARD Max, M. GUICHOUX Jacques, M. HICKEL Daniel, M. HURMIC Pierre, Mme IRIART Dominique, M. JUNCA Bernard, Mme LACUEY Conchita, Mme LAPLACE Frédérique, M. LE ROUX Bernard, Mme LEMAIRE Anne-Marie, M. LOTHAIER Pierre, Mme LOUNICI Zeineb, Mme MACERON-CAZENAVE Emilie, M. MARTIN Eric, M. NJIKAM MOULIOM Pierre De Gaétan, Mme PEYRE Christine, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, Mme POUSTYNNIKOFF Dominique, M. RAUTUREAU Benoit, Mme RECALDE Marie, M. ROBERT Fabien, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme ROUX-LABAT Karine, Mme TOURNEPICHE Anne-Marie, M. TURNERIE Serge, Mme TOUTON Elizabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme VILLANOVE Marie-Hélène.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. CAZABONNE Alain à partir de 13h20
M. DUPRAT Christophe à M. DUCHENE Michel à partir de 11h35
M. LABARDIN Michel à Mme TOUTON Elisabeth à partir de 13h30
M. DAVID Alain à M. HERITIE Michel
M. RAYNAL Franck à M. MARTIN Eric à partir de 9h50
M. MANGON Jacques à Mme IRIART Dominique à partir de 13h05
Mme VERSEPUY Agnès à Mme PIAZZA Arielle jusqu'à 10h45 et à partir de 12h20
Mme TERRAZA Brigitte à M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume
M. COLES Max à M. SUBRENAT Kévin
M. TURBY Alain à Mme JACQUET Anne-Lise à partir de 12h
Mme AJON Emmanuelle à Mme DELAUNAY Michèle à partir de 12h30
M. AOUIZERATE Erick à M. GARRIGUES Guillaume à partir de 13h05
Mme BOUTHEAU Marie-Christine à Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie à partir de 12h10
Mme CALMELS Virginie à M. ALCALA Dominique à partir de 12h30
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZABONNE Didier
Mme CHAZAL Solène à Mme MACERON-CAZENAVE Emilie à partir de 12h40
Mme COLLET Brigitte à Mme WALRYCK Anne à partir de 13h20
M. DAVID Jean-Louis à M. LOTHAIER Pierre à partir de 13h20
M. DAVID Yohan à Mme BREZILLON Anne à partir de 12h30

M. DELAUX Stéphan à M. BONNIN Jean-Jacques à partir de 12h15
Mme DESSERTINE Laurence à Mme ROUX-LABAT Karine à partir de 10h
M. FETOUH Marik à Mme VILLANOVE Marie-Hélène
M. FLORIAN Nicolas à M. BOBET Patrick à partir de 10h40
Mme FORZY-RAFFARD Florence à M. HICKEL Daniel à partir de 12h55
Mme FRONZES Magali à M. FRAILE-MARTIN Philippe de 10h à 11h30
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. BRUGERE Nicolas
M. HURMIC Pierre à M. ROSSIGNOL-PUECH Clément à partir de 13h35
Mme JARDINE Martine à M. DELLU Arnaud
Mme LACUEY Conchita à M. PUYOBRAU Jean-Jacques à partir de 12h30
M. LE ROUX Bernard à M. TURNERIE Serge à partir de 12h40
Mme LEMAIRE Anne-Marie à Mme LAPLACE Frédérique à partir de 13h35
Mme LOUNICI Zeineb à Mme POUSTYNNIKOFF Dominique jusqu'à 10h15
M. MILLET Thierry à Mme PEYRE Christine
M. PADIE Jacques à M. GUICHARD Max
M. RAUTUREAU Benoit à M. PUJOL Patrick à partir de 12h05
Mme RECALDE Marie à M. ANZIANI Alain de 9h50 à 10h20 et à partir de 12h30
M. ROBERT Fabien à M. JUNCA Bernard à partir de 10h30
M. SILVESTRE Alain à Mme BERNARD Maribel
Mme THIEBAULT Gladys à Mme CHABBAT Chantal
M. TRIJOULET Thierry à Mme FERREIRA Véronique à partir de 12h20

EXCUSES :

M. MAMERE Noël à partir de 11h20
M. CHAUSSET Gérard à partir de 13h30
M. COLOMBIER Jacques à partir de 11h35

LA SEANCE EST OUVERTE

**Projet Métropole - Mécanismes de financement de la mutualisation à
Bordeaux Métropole - Modification**

Monsieur BOBET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 2015/0253 du 29 mai 2015, le Conseil de Bordeaux Métropole a défini les principes et les modalités de chiffrage et facturation des différents dispositifs de mutualisation, en cohérence avec le projet de schéma de mutualisation de Bordeaux Métropole adopté le même jour.

Compte tenu de l'avancée des travaux de chiffrage et des ajustements décidés sur l'organisation et le fonctionnement des futurs services communs, des modifications mineures de l'annexe précisant les modes de calcul se sont avérées nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière du dispositif.

Le présent rapport détaille les modifications apportées au projet initial. Ces modifications n'ont pas pour objet une remise en cause des principes basés sur un mécanisme d'imputation de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle en ce qui concerne les services communs, ni même des formules de calcul s'inspirant des dispositions prévues à l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans les cas de transferts de compétences.

Ces modifications de l'assiette et des modalités de calcul s'inspirent de la nécessité de veiller à l'équité de la répartition des charges entre les budgets des communes et de la Métropole, sans que le dispositif ne génère globalement de charges nouvelles. Les échanges nombreux avec les communes ont permis d'ajuster ou de préciser les formules dans le respect de ces objectifs.

Il vous est proposé de valider l'annexe initiale rectifiée, sous sa forme complète.

Les modifications sont les suivantes :

- La durée d'amortissement prise comme référence pour le calcul des frais de renouvellement des logiciels est portée à 7 ans, en dérogation avec la norme de la M14 qui n'a qu'une valeur indicative de 2 ans. La durée initialement fixée à 5 ans par la délibération du 29 mai ne correspondait pas à la durée de l'amortissement économique constatée dans les travaux conduits avec les communes.

- Le paragraphe suivant est supprimé :

En ce qui concerne spécifiquement les systèmes d'informations urbanisés (système d'information financier ou ressources humaines par exemple) et outils informatiques métiers, et à condition que ces marchés et ces systèmes soient transférés au service commun via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personne publique (après accord du titulaire), seul le coût de maintenance sera pris en compte (poste 2). En effet, la recette générée pour la Métropole couvrira le coût de ces marchés jusqu'à leur extinction puis le coût d'acquisition et / ou de maintenance de futurs systèmes d'informations uniques pour les services communs pouvant être acquis sur le fondement de l'article L.5211-4-3 du CGCT.

- Il est remplacé par le paragraphe suivant :

« Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés au service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune, qui assure alors l'accès à distance à des outils pour le fonctionnement des services communs. Une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à s'assurer de la qualité du service attendue. »

La modification est justifiée par la nécessité de donner les moyens financiers à la Métropole pour assumer ses missions de support informatique tout en assurant une gestion globale des infrastructures et matériels qui garantissent une efficience respectant les objectifs de la mutualisation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU les articles L.5211-4-1, L.5211-4-2 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales tels qu'ils résultent de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014,

VU la délibération n° 2015/0227 du 29/05/2015 portant validation du projet de schéma de mutualisation de la Métropole,

VU la délibération n°2015/0253 du 29/05/2015 portant définition des mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QU'il convient de modifier les mécanismes de répartition financière des charges liées à la mutualisation entre la Métropole et les communes membres.

DECIDE

Article 1 : Les principes et les modalités de calcul de la compensation des charges pour les transferts de services au sein des services communs, les mises à disposition ascendantes et descendantes et les prestations de services tels qu'exposés, définis et modifiés dans l'annexe à la présente délibération sont approuvés.

Article 2 : Il sera fait application du présent dispositif dans les annexes financières des conventions de mutualisation et dans les fiches d'impact de ces mêmes conventions, ainsi que dans les contrats d'engagement.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.
Le groupe des élus Communistes et apparentés s'abstient

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 25 septembre 2015,

Pour expédition conforme,
par délégation,
Le Vice-Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
2 OCTOBRE 2015**

PUBLIÉ LE : 2 OCTOBRE 2015

M. PATRICK BOBET

ANNEXE A LA DELIBERATION FINANCEMENT DE LA MUTUALISATION A BORDEAUX METROPOLE

Le financement des services communs

La méthodologie proposée ci-dessous permet de réviser les attributions de compensation des communes concernées au moment du transfert et de faire porter la dynamique des charges dès l'année suivante par la Métropole.

Le principe de financement est une imputation annuelle sur l'attribution de compensation définie lors de la mise en place des conventions de services communs. Cette solution a l'avantage de la simplicité de gestion (pas de mécanisme lourd avec clés de répartition à gérer dans le temps), donc des économies de fonctionnement, et de la lisibilité.

Par analogie avec les modalités de facturation prévues pour les mises à disposition (décret n° 2011-515 du 10 mai 2011) et en cohérence complète avec les objectifs de la loi MAPTAM, il est proposé de déterminer des coûts unitaires de fonctionnement pour les services ou parties de service transférés par les communes aux services communs.

✓ Principes de calcul proposés

- L'évolution annuelle du coût unitaire (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires, inflation...) après transfert, sera prise en charge par la Métropole.
- Les attributions de compensation pourront être révisées à la hausse ou à la baisse, comme prévu dans le projet de contrat d'engagement, lorsqu'un besoin nouveau pérenne ou récurrent d'une commune (ou quelques communes) entraîne une augmentation de la charge pour la Métropole, ou que la commune (ou les communes) demande(nt) de manière pérenne une diminution du niveau de service permettant de baisser les charges de la Métropole.
- Le calcul de la compensation financière fera l'objet d'une fiche d'impact pluriannuelle type précise par commune mutualisant des domaines ou des parties de domaines. Elle nécessitera une cartographie préalable des activités et moyens associés, donc des charges directes et immobilisations transférées pour réaliser des évaluations au cas par cas.

- L'ensemble des données prises en compte vise les chiffres des comptes administratifs de l'année précédant la signature des conventions. L'ensemble des charges indirectes et directes sera évalué sur la base du dernier compte administratif disponible sauf en cas d'année exceptionnelle pour une charge auquel cas elle portera sur les données des 3 derniers exercices.

✓ **Eléments de calcul proposés**

Il est recherché le coût le plus proche du coût réel d'une unité en fonctionnement et en investissement constaté dans les communes.

Il est proposé au terme des travaux conduits entre les services communaux et métropolitains que le calcul tienne compte de 5 postes :

1/ Le coût réel des équivalents temps plein (ETP) transférés par les communes (salaires charge incluant les prestations à caractère social ou collectif). Il est précisé qu'il est fait référence aux postes transférés et non aux agents. Ainsi, par exemple, il n'est pas tenu compte des personnels originaires d'un service en position de disponibilité.

2/ Les charges directes réelles de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service (fournitures, contrats de services rattachés, contrats de maintenance...) qui seront transférées à la Métropole sur la base du dernier compte de gestion ou compte administratif disponible (ou les trois derniers en cas de situation exceptionnelle). Les frais d'entretien des immobilisations transférées ne sont pas pris en compte dans la mesure où il est prévu de compenser le coût de renouvellement, donc une valeur à neuf, dans le poste suivant. En effet, cela pourrait conduire à une double compensation dans les cas dans lesquels les frais d'entretien sont élevés et la durée d'amortissement courte.

Il convient de rappeler que les marchés en cours d'exécution aujourd'hui dans chaque établissement ou collectivité ou lors de la création du service commun ne peuvent être utilisés indifféremment par l'un ou l'autre, ou mis à disposition d'un autre pouvoir adjudicateur que celui qui les a conclus.

Quant au transfert des marchés en cours d'exécution dans les communes au bénéfice de la Métropole, il ne peut intervenir en principe que dans le cadre d'un transfert de compétences à la Métropole et sous réserve qu'il participe à la mise en œuvre de ces compétences. La Métropole se substitue alors dans les rapports contractuels noués antérieurement par les villes anciennement compétentes.

Concrètement, les marchés initialement conclus par les villes et par La Cub pour leurs besoins respectifs devraient continuer à s'exécuter séparément jusqu'à leurs termes. Ces marchés ne peuvent en principe être transférés dans le cadre de la création de services communs : elle n'est pas constitutive de transfert de compétence.

Dans ces conditions, en cas d'absence de transfert, il est proposé que la Métropole assume via une convention financière passée avec chaque commune, le remboursement du coût des contrats (maintenance, fourniture...). En contrepartie ce coût sera intégré dans la révision de l'attribution de compensation jusqu'à extinction desdits marchés puis permettra de financer les nouveaux marchés uniques passés par les services communs métropolitains.

Néanmoins, certains marchés pourront être « transférés » aux services communs s'ils sont nécessaires au fonctionnement du service transféré notamment par le biais de conventions de mise à disposition de moyens. Dans ce cas la Métropole prendra en charge le coût de ces outils (maintenance, serveurs...) avec en contrepartie une révision de l'attribution de compensation de la commune.

De plus, il convient de signaler que l'article L. 5211-4-3 du CGCT prévoit que : « Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale ».

Cet article permettra donc aux services communs de conclure des nouveaux marchés pour réaliser leurs missions (marché de maintenance informatique, achat de balayeuses...) sans recourir à un groupement pour les communes mutualisées.

3/ Le coût de renouvellement des immobilisations hors bâtiments non transférés (matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques-métiers dédiés, bâtiments techniques...) nécessaires au fonctionnement du service déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé. Ce poste concerne principalement les services opérationnels.

Le coût du financement de l'immobilisation est pris en compte : la part des intérêts dans l'endettement global ou dédié à l'acquisition du bien est intégrée au calcul sur la base d'une méthodologie identique à celle appliquée pour les transferts de compétences. En cas d'emprunt dédié, ce dernier est transféré à la Métropole par la commune (transfert de l'actif et du passif). Dans le cas d'emprunts globalisés, la commune conservera la part de dette, déterminée conjointement par les services communaux et métropolitains, ayant servi au financement de l'équipement et la Métropole lui reversera par convention la quote-part annuelle d'annuité jusqu'à extinction.

Le « coût initial » de l'équipement est son coût d'acquisition ou son coût de réalisation.

L'évaluation sera faite sur la base de la reconstitution d'amortissements à partir des données des comptes administratifs (ou comptes de gestion) de la commune. Les durées maximales d'amortissement prévues dans le barème indicatif de l'instruction budgétaire et comptable M14 sont retenues. Par exception à ce barème indicatif, la durée d'amortissement des logiciels est portée à 7 ans.

La détermination d'un coût de renouvellement repose sur une approche patrimoniale avec la reconstitution d'une valeur à neuf, sauf en cas d'acquisition par occasion. A défaut d'éléments sur ce coût de renouvellement, plusieurs méthodes alternatives peuvent être proposées :

- . Proposition d'un prix de renouvellement au m² forfaitaire,
- . Valeur de remplacement en cas de sinistre (à obtenir auprès de l'assureur de la commune),
- . Méthode par comparaison,
- . Evaluation par France Domaine (si possible).

Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés du service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune. Ceci-concerne également les domaines mutualisés jusqu'à ce que la convergence applicative de ceux-ci soit conduite. Dans ce cas, une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à assurer un service de qualité.

4/ Le forfait entretien des bâtiments non transférés par m2 et par agent transféré.

En l'absence de cession par la commune des bâtiments occupés par les services/agents transférés, ce forfait se substitue à la compensation d'un loyer théorique pour les bâtiments non transférés.

En cas de cession des bâtiments occupés par les services/agents transférés par la commune, l'attribution de compensation de la commune sera révisée à compter de l'année suivant cette cession afin d'intégrer dans la compensation un loyer au m2 multiplié par le nombre d'ETP transférés par la commune à compter du 8ème agent par service (à l'exception des bâtiments techniques transférés qui sont facturés au coût réel sur la base des dotations aux amortissements).

A cette fin, il est nécessaire que la mutualisation des services au sein de services communs s'accompagne de la définition et de la mise en œuvre d'une stratégie immobilière des services à l'échelle de la Métropole sur le mandat, qui sera élaborée conjointement par les communes et les services métropolitains afin d'analyser les possibilités d'optimisation immobilière (redéploiement, cession, location par la Métropole).

Le forfait est déterminé pour chaque commune sur la base de la moyenne du coût d'entretien des locaux municipaux constatés dans le dernier (ou les trois derniers) compte(s) administratif(s).

5/ Le forfait charges de structure (« frais de siège », assurances, confection des paies, encadrement, logistique, charges non identifiables...) dégressif de 15 % à 2 % en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports pour éviter une double compensation (finances, ressources humaines, commande publique et juridique, informatique).

Ce forfait s'appliquerait à l'assiette des dépenses directes transférées hors immobilisations (chapitres 012 et 011).

La méthode du forfait est apparue plus pertinente lors des groupes de travail entre services qu'une facturation analytique qui se heurte à la pertinence des retraitements comptables, aux difficultés d'évaluation des charges et à une charge de travail très importante. En outre, avec une méthode analytique comparable, une grande variabilité des résultats a été constatée entre communes, voire entre services d'une même commune, faisant naître des interrogations sur la fiabilité des résultats. Par ailleurs, les travaux conduits sur une commune test ont fait ressortir des taux de charge de structure de 13 % à 18 % pour les deux services étudiés.

Il doit être relevé, également, que le forfait de charges de structure proposé (15 % à 2 %) diffère de celui fixé par la Commission locale d'évaluation des charges transférées dans son règlement intérieur (25 %) dans la mesure où :

- Ce dernier tient compte également des charges indirectes (exemple : travaux réalisés en régie, coût de gardiennage...).
- Le forfait de 25 % ne s'applique pas à la même assiette de charges car il comprend des immobilisations, à la différence du forfait des charges de structure qui compense essentiellement des coûts liés aux personnels (transfert de services).
- Le forfait de 25 % s'applique sur le coût net de la dépense transférée, c'est-à-dire après déduction des recettes afférentes à la compétence (fiscalité affectée, recettes d'exploitation). Ainsi, ramené au coût brut de la compétence, ce taux ressort entre 12 et 15 %, soit un taux similaire à celui proposé pour les transferts de services.

Par ailleurs, il est apparu, qu'y compris en cas de transfert de la totalité des fonctions supports, un socle de charges incompressibles évalué à 2 % n'était pas transférable : encadrement non transféré et charges courantes. Ainsi, la graduation des charges de structure proposée serait donc comprise entre 2 % et 15 % et en fonction du périmètre des fonctions supports non transférées.

La pondération nécessaire à cette graduation a été évaluée avec trois communes du cycle 1, en fonction du poids que représentent les ETP des 4 services supports identifiés au sein des budgets communaux : ressources humaines 5 %, finances 5 %, commande publique et juridique 2 % et systèmes d'information 1 %.

Ainsi, une commune souhaitant transférer au sein de services communs les Ressources humaines et les Systèmes d'information se verrait appliquer un forfait de charges indirectes de 9 % sur le périmètre des charges directes transférées.

En cas de transfert d'une seule activité au sein d'un des services supports susmentionnés (par exemple : la formation pour les ressources humaines, la gestion de dette et de trésorerie pour les finances), il est proposé que le pourcentage appliqué soit diminué au prorata du poids en ETP que représente la fonction transférée sur la totalité du service support concerné. Par exemple, la formation professionnelle représente 1 ETP dans un service ressources humaines de 5 ETP, cette partie de service sera retenue pour 1 % au lieu de 5 %.

Une commune transférant ces 4 fonctions supports contribuerait à un forfait de charges de structure réduit à 2 %.

Il convient de relever que cette part incompressible serait neutre financièrement pour les communes car elle serait compensée dès l'année du transfert par la dynamique des charges supportées par la Métropole. En effet, les évaluations par les communes des cycles 1 et 2 étant effectuées sur la base des comptes administratifs 2014, la revalorisation des attributions de compensation versées par les communes à la Métropole ou la baisse de celles perçues par les communes ne tiendrait donc pas compte du niveau de charges réelles de 2015 et de 2016, ce qui constituera donc immédiatement une importante prise en charge de la dynamique de charges par la Métropole (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires catégorie C et inflation notamment).

Chiffrage Total

Nombre d'ETP mutualisés

1,08

Exercice 2017

Base CA 2015

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP 36 287	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)		133 633	35 856
		EPI / habillement		1 145	327
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives		384	104
Charges directes réelles de fonctionnement 45 526	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...			
		Espaces verts		83 871	40 438
		Domaine public		96 063	5 088
Coûts de renouvellement des immobilisations 1 771	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...			
		Matériel roulant		9 687	1 303
		Matériel non roulant (Hors SI)		3 585	466
		Frais financiers			2
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 366	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Espaces verts		3 657	366
		Domaine public		0	0
Forfait charges de structure 12 327	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
			15%	12 327	12 327

**Total révision AC
Cycle 2**

96 276

PAS DE MUTUALISATION AU CYCLE 1



<p align="center">Avenant n°1 à la Convention Cadre pour la Création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bègles</p>
--

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé,

d'une part,

Et

La commune de Bègles représentée par son Maire dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur/Madame, ci-après dénommée « la commune »,

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n°2005/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation ;

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation ;

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées ;

Vu la délibération n°2016/0062 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la modification des attributions de compensation 2016 des communes du cycle 1 ;

Vu la délibération n° 2016/XXX du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants ;

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Bègles signée en date du 17 décembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du XXX ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Bègles en date du XXX ;

Considérant la volonté des parties d'élargir dans le cadre du cycle 2 le périmètre des missions mutualisées afin de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs du cycle 1 afin d'intégrer des oublis ou erreurs dans l'évaluation initiale,

Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre des missions mutualisées, acté entre les deux parties lors du cycle 1 de la mutualisation.

Il précise les nouveaux domaines mutualisés dans le cadre du cycle 2 et décrit les effets de cette évolution sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT.

Il fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activité de ces services et traite les aspects financiers de ces créations liés au cycle 2.

Par ailleurs, le présent avenant a pour objet de répertorier les ajustements nécessaires du fait de l'écart constaté entre l'évaluation initiale des moyens mutualisés entre Bordeaux Métropole et la commune de Bègles lors du cycle 1 et le périmètre de mutualisation effectif.

ARTICLE 2: Modification de l'ARTICLE 2 « LISTE DES DOMAINES MUTUALISES »

Par le présent avenant, outre les domaines et activités d'ores et déjà mutualisés par Bordeaux Métropole et la commune de Bègles lors du cycle 1, les parties décident de créer des services communs, aux nouveaux domaines mutualisés suivants :

- Affaires juridiques
- Commande publique
- Domaine public espaces verts
- Domaine public propreté
- Domaine public voirie
- Cadre de vie, urbanisme, AOS et foncier (santé environnement)

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes de l'avenant n°1 du contrat d'engagement avec la commune de Bègles.

ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »

Par le présent avenant, outre les agents déjà mutualisés dans le cadre du cycle 1, il est décidé, après recueil des avis des instances consultatives, la mutualisation des effectifs de la commune de Bègles tel que détaillé ci-dessous

Domaines	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein (ETP) mutualisés*	ETP compensés sans agent transférés	Renfort
Commande publique	3		
Affaires juridiques		0.4	
Santé environnement	1	0.2	
Domaine public (voirie – espaces verts - propreté	17	1	3
Total	21	1.6	3
Total général	25.6		

ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 4 « CONDITION D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS»

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une nouvelle fiche d'impact présente les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents mutualisés dans le cadre du cycle 2. Cette nouvelle fiche d'impact relative au cycle 2 vient s'adjoindre à la fiche d'impact du cycle 1.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 5 « CONTRATS ET CONVENTION EXISTANTS »

Le paragraphe stipulant que « *Bordeaux Métropole devient co-titulaire du marché conclu par la ville dans le cadre de besoins transverses aux services communs et communaux ou de besoins des services communs.* » est supprimé.

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Bègles dans le cadre des activités mutualisées du cycle 2.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 du présent avenant lui seront cédés par avenant.

Cette liste indicative des marchés cédés dans le cadre du cycle 2 vient compléter et s'additionner à la liste des marchés du cycle 1.

ARTICLE 6 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »

Le paragraphe « 6.1 Locaux » est modifié comme suit :

Les bâtiments seront mis à disposition de Bordeaux Métropole au 1^{er} janvier 2017 pour l'activité de service commun par la commune de Bègles. Comme prévu par la délibération 2015/772 du 18 décembre 2015, les mises à disposition s'effectuent sans transfert à la Métropole des charges du propriétaire qui sont conservées par la commune. Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération du n°2015/0533 est alors appliqué. Une convention proposée par Bordeaux Métropole encadrera les modalités d'utilisation des bâtiments qui continueront d'héberger des agents transférés.

Le paragraphe « 6.2 : Autres Biens » reste inchangé.

L'article 6 est complété par le paragraphe suivant :

Concernant les biens matériels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des biens matériels transférés lors du cycle 2 (annexe 3 du présent avenant) vient compléter et s'additionner à la liste des matériels transférés dans le cadre du cycle 1.

ARTICLE 7 : Modification de l'ARTICLE 7 : « NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION »

L'article 7 est complété comme suit :

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

ARTICLE 8 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5bis au présent avenant et est actualisé :

- au titre de la mise en place des services communs du cycle 2,
- au titre des correctifs financiers du cycle 1 définis dans la délibération n°2016/XXX en date du 21 octobre 2016

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

Les ARTICLES 9, 10, 11, 12, 13, 14 restent inchangés.

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017

Pour la Commune,
Signature / Cachet

Le Maire,
Nom, prénom(s)

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents ».

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Temps de travail (modalités de calcul du temps de travail)
- Moyens matériels pour exercer l'activité
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

3. Rémunération et droits acquis :

- Rémunération (régime indemnitaire, compléments, avantages accessoires)
- Déroulement de carrière (règles d'avancement; ratios ; CAP)
- Avantages acquis et prévoyance santé

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (24 agents)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
2	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
3	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
4	Service espaces verts et propreté	C	Stagiaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial du sud
5	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
6	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
7	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
8	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
9	Service espaces verts et propreté		Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
10	Service espaces verts et propreté		Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
11	Service espaces verts et propreté		Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud

12	Service espaces verts et propreté	B	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
13	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
14	Service espaces verts et propreté	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
15	Service espaces verts et propreté	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
16	Service voirie	B	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
17	Service voirie	B	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
18	Service espaces publics / Administration / Accueil / Secrétariat	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
19	Service espaces publics / Administration / Accueil / Secrétariat	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
20	Service Espaces publics	A	Titulaire	Direction du développement et de l'aménagement - Pôle territorial sud
21	Pôle aménagement et développement urbain	C	Titulaire	Direction de la prévention
22	Service administratif des services techniques	C	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial sud
23	Service administratif des services techniques	C	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial sud
24	Service administratif des services techniques	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial sud

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et par les transferts de compétences : 21 agents

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
2	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
3	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
4	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
5	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
6	Service espaces verts et propreté	C	Stagiaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
7	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
8	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
9	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
10	Service espaces verts et propreté	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud

11	Service espaces verts et propreté	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
12	Service espaces verts et propreté	C	Non-titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
13	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
14	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
15	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
16	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
17	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
18	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
19	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
20	Service espaces verts et propreté	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud
21	Service voirie	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial sud

a. Les agents en disponibilité
Aucun agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la commune de Bègles pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs, la localisation des directions d'affectation est la suivante :

Direction générale ou pôle territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Pôle territorial Sud	Direction de la gestion de l'espace public	Bègles ST3	35
Pôle territorial Sud	Direction de la gestion de l'espace public	Villenave d'ornon / PT Sud	5
Pôle territorial Sud	Direction administrative et financière	Pessac /PT Sud	3
Pôle territorial Sud	Direction du développement et de l'aménagement	Pessac /PT Sud	1
Direction générale des territoires	Direction de la prévention	Bordeaux	1

2-2 Temps de travail

Les agents qui rejoignent les services communs adoptent le régime de temps de travail de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	BEGLES
Temps de travail annuel	1 607h (1)	1 547 h avec jours de fractionnement, 1561 sans jours de fractionnement
Durée journalière moyenne	7h15 (incluant la journée de solidarité)	7 h
Volume des congés	31,5j hors jours de fractionnement	31 j hors jour de fractionnement

Dispositif d'horaires variables avec acquisition de jours de RTT	Dans la limite de 19j/an	Horaires variables pour les agents administratifs décompte du temps de travail par quinzaine (70 h) du lundi 13 h au vendredi 17 h possibilité de prendre une ½ journée par semaine les heures sont récupérées sauf exception.
Modèle horaire journalier général	Plages de présence obligatoire : 9h30/11h30 et 14h/16h (15h30 le vendredi) Plages variables : 7h30/9h30 et 16h (15h30 le vendredi) à 18h30 pour cat C et 19h30 pour cat A/B	Plages de présence obligatoire 9h30/15h30 avec pause de 30 mn Plages variables : 8h30/9h30 et 15 h 30/17h du mardi au vendredi et 13h/18h30 le lundi
Forfait cadre	Dans la limite de 19j/an pour les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, directeurs de mission et chefs de service	Cadres A : 1 jour ARTT par quinzaine travaillée
Aménagement particulier de temps de travail	Temps de travail aménagé 4,5j/5j (sauf agents éligibles au forfait cadre) OU 9j/10j ;	Temps à répartir sur 5 jours pour un agent à temps complet (horaires variables)
Modalités d'exercice du temps partiel	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire ou par quinzaine	Jour – ½ jour – heures semaine ou quinzaine
Monétisation du Compte Épargne Temps	Non	Non

(1) pour certains services/secteurs d'activité, le temps de travail annuel est abaissé afin de tenir compte de sujétions particulières liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent :

- Agents de conduite et de collecte chargés de l'enlèvement des ordures ménagères
- Agents de conduite de l'unité centres de recyclage
- Opérateurs de crémation, gardien-maître de cérémonie, personnels administratifs
- Unité centrale de permanence
- Unité sécurité
- Agents grutiers et de lavage de la cellule apport volontaire
- Agents d'exploitation affectés dans les centres de recyclage
- Service de la propreté

2.3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission.

La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.4 Organisation hiérarchique et méthode d'évaluation

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président de Bordeaux Métropole et sous l'autorité fonctionnelle du Président de Bordeaux Métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

3. Rémunération et avantages acquis

3.1 Rémunération

Les agents du service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages collectivement acquis suivant les dispositions de l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Le montant du régime indemnitaire s'apprécie tous éléments confondus qu'ils soient liés au grade de l'agent, aux fonctions occupées, aux sujétions ou aux résultats tels que constatés dans la commune au 31 décembre 2016 et comparé aux montants servis à la Métropole.

Ainsi, chaque agent optera

- soit pour le maintien de son niveau d'origine de régime indemnitaire et de l'ensemble des avantages acquis relevant de la commune d'origine (détaillés au point 3.3) : option 1
- soit pour la bascule vers le dispositif métropolitain, en ce qu'il concerne à la fois le régime indemnitaire et l'ensemble des avantages acquis (détaillés au point 3.3) : option 2.

Régime indemnitaire de grade :

Observation préalable :

- les valeurs indiquées pour Bordeaux Métropole ne tiennent pas compte de la revalorisation au 01/07/2016 de la valeur du point de 0,60%.

Filière administrative :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Echelon	METROPOLE	BEGLES
C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif de 2ème classe		321,53	181
		Adjoint administratif de 1ère classe		326,69	191
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe		360,55	
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1 à 5	484,34	
			6 à 13		
		Rédacteur principal de 2ème classe	1 à 4	511,37	
			5 à 13		
		Rédacteur principal de 1ère classe		552,40	344

A	Attachés territoriaux	Attaché (chef de service)		678,12	526
		Attaché principal		823,07	
		Directeur		916,00	

Filière technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Echelon	METROPOLE	BEGLES
C	Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique de 2ème classe		288,59	181
		Adjoint technique de 1ère classe		289,62	191
		Adjoint technique principal de 2ème classe		291,67	201
		Adjoint technique principal de 1ère classe		303,00	212
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise		366,83	232
		Agent de maîtrise principal		377,12	
B	Techniciens territoriaux	Technicien		356,03	373
		Technicien principal 2ème classe		474,18	425
		Technicien principal 1ère classe		582,04	462
A	Ingénieurs territoriaux	Ingénieur (<= 6° échelon)		793,53	611
		Ingénieur principal			

Régimes indemnitaires liés aux fonctions, sujétions ou aux résultats :

Catégorie	METROPOLE	BEGLES
A	<p>Prime de fonction et de résultats versée à l'ensemble du cadre d'emploi des administrateurs et aux emplois fonctionnels</p> <p>Par de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats pour les autres agents de catégorie A</p>	<p>RI de fonctions : Filières administrative et technique 2^{ème} grade DGS : 385 € 1^{er} grade DGS : 334 € 2^{ème} grade DGA : 335 € 1^{er} grade DGA : 275 € 2^{ème} grade chef service : 122 € 1^{er} grade chef service : 122 €</p> <p>Responsable projet : € = 250€ Assistant de prévention : 50 € (cumulables avec RI de direction ou responsabilité de service ci-dessus)</p>
B	Néant	Assistant de prévention : 50 €

C	Uniquement sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise exerçant des fonctions de chef de travaux/surveillant de travaux	RI de fonctions : Assistant de prévention : 50 € technicité informatique de la filière administrative (examen) 80 €/910 € travail régulier dimanche ou jr férié : 8€/jr+1,75/h fossoyeur, chef production cuisine centrale, ASTEM : 10 €
----------	--	---

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Catégorie de personnel	METROPOLE	BEGLES
A	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret
B		
C		

3.2 Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)

Les agents de la commune qui rejoignent les services communs relèveront du dispositif de déroulement de carrière de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	BEGLES
Dates d'avancement	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (cadencement unique à c/ du 1/1/2017)</p> <p>Pour les avancements de grades : à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (sauf par exception sur rapport motivé de la hiérarchie et avis défavorable de la CAP/dans ces cas avancement au maxi)</p> <p>A partir de 2016, la loi n°2015-1785 du 29/12/2015 prévoit une cadence unique d'avancement d'échelon et supprime l'avancement d'échelon à l'ancienneté minimale.</p> <p>Pour les avancements de grade : à la date de la CAP ou après, si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP.</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois.</p>

Ratios d'avancement de grades	Fixés par délibération, de façon spécifique pour chaque grade et selon qu'il s'agit d'un avancement au choix ou suite à réussite à l'examen professionnel	Fixés par délibération du 28 juin 2007 adoptant un ratio maximum de 100 % Les nominations sont ensuite décidées au regard de l'évaluation professionnelle.
Promotion interne	Le nombre de droits à PI au titre d'une année donnée est déterminé en croisant les droits statutaires découlant des recrutements intervenus et les postes vacants ou susceptibles de l'être (départs programmés) à un horizon de 6 mois. Sont ensuite déduits le nombre d'agents restant sur liste d'aptitudes issues des précédentes CAP et non encore nommés.	Ouverture des postes et nominations en fonction des possibilités statutaires (quotas) et des besoins de la collectivité.

3-3 Avantages acquis et prévoyance santé

Aux termes de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent être considérés comme avantages acquis : *« Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi », c'est-à-dire avant 1984, et qu'elles ont depuis lors maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents.*

Sous réserve de la production, par la commune, des éléments permettant d'établir le caractère d'avantage acquis au titre de l'article 111 précité, les compléments de rémunération pourront être maintenus aux agents manifestant le souhait de se les voir conserver, dans les conditions prévues au point 3.1. Dans la négative, les ex-agents communaux relèveront des avantages acquis de Bordeaux Métropole.

En tout état de cause, quelle que soit l'option choisie par l'agent (maintien de son niveau de régime indemnitaire antérieur et de ses avantages acquis ou bascule vers le dispositif métropolitain), la garantie maintien de traitement sera applicable à l'ensemble des agents transférés à la Métropole. Dans l'hypothèse d'un contrat groupe conclu par la commune prévoyant une garantie maintien de salaire allant au-delà du seul traitement de base (ex : maintien du régime indemnitaire), la Métropole se substituera à la commune pour l'exécution de ce contrat dans des conditions inchangées, jusqu'à son échéance.

En termes de protection sociale complémentaire visant à couvrir les frais de santé, les agents transférés bénéficieront de la convention de participation conclue par la Métropole avec l'IPSEC dans les mêmes conditions que les effectifs métropolitains au 1/1/2017, en ce qui concerne tant les niveaux de couverture que les tarifs de cotisation ou encore la participation financière de l'employeur au règlement de cette cotisation.

Les agents transférés conservent également, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables dans leur commune d'origine au titre d'un label prévu à l'article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Typologie	METROPOLE	BEGLES
Primes exceptionnelles	<p>Prime semestrielle de 425,34 € soit 70,89€/mois, versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel</p> <p>Prime de transport de 19,44€/mois (à l'exclusion des agents déjà bénéficiaires par ailleurs d'une autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service, d'un véhicule de fonction)</p>	<p>Prime annuelle de 820,50 € (brut) versée en deux temps : Mai/prime de vacances : 381,12 € Novembre/prime de fin d'année := 439 ,98 € Soit au global 68,38 €/mois Proratisée en fonction de la quotité de travail. Non abattue en cas d'absence maladie.</p>
Garantie maintien de salaire en cas de maladie	<p>Oui : la Métropole verse l'exacte compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire n'est abattu de 50% qu'à compter de 90 jours d'arrêt consécutifs. Il n'est dans ce cas de figure pas compensé.</p>	Non
Prime de départ en retraite	<p>Oui : équivalent 2 mois de pensions, versée au mois du départ</p>	<p>Une prime de départ en retraite de 1486,32 € (brut) correspondant au traitement mensuel afférent à l'échelon minimum de recrutement dans la FPT (soit IM 321 en 2015)</p> <p>Une indemnité de départ à la retraite correspondant à 2 mois de pension nette servie à l'agent.</p>
Autres avantages divers	<p>Indemnité compensatrice de repas de 3,30 euros par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur</p>	Non

ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES

COMMUNE	OBJET DU MARCHÉ	TITULAIRE
BEGLES	Lot1- Produits et matériaux pour espaces verts	MEDAN
BEGLES	Lot2-Substrats extérieurs, paillage en plaquettes, compost,...	LA GRANDE JAUGUE
BEGLES	Lot3-Piquets, fraises appointées, chat, ...	BOISPAYS AMENAGTS
BEGLES	Lot4-Pièges insectes, prédateurs, phéromones, ...	CIC
BEGLES	Lot5-Petites fournitures horticoles, produits, matériaux concept,...	MEDAN
BEGLES	Lot1- Service liée à des activités support d'entretien régulier d'EV et d'EP ouverts	ARCINS ENVIRONNEMENT SERVICES
BEGLES	Lot1 bis- Service liée à des activités support d'entretien régulier d'EV et d'EP ouverts	ENTREPRISES
BEGLES	Lot2- Service liée à des activités support d'entretien régulier d'EV et d'EP ouverts	ENTREPRISES
BEGLES	Lot2 bis- Service liée à des activités support d'entretien régulier d'EV et d'EP ouverts	ARCINS ENVIRONNEMENT SERVICES
BEGLES	Fourniture de mobilier urbain	En cours d'attribution
BEGLES	Nettoyage des toilettes municipales	HYGISOL

BEGLES	Maintenance éclairage public	En cours d'attribution
BEGLES	Lot1- Entretien du patrimoine arboré	GARANS Didier
BEGLES	Lot1bis- Entretien du patrimoine arboré	ELAQUITAINE
BEGLES	Lot1bis1- Entretien du patrimoine arboré	ARBRE ET VIE
BEGLES	Gestion des déchets municipaux - Lot1- réception, traitement	VEOLIA PROPRETE AQUITAINE
BEGLES	Gestion des déchets municipaux - Lot2- location, transport bennes	VEOLIA PROPRETE AQUITAINE
BEGLES	Lot1-Fourniture de végétaux: arbres	CHAUVIRE
BEGLES	Lot2-Fourniture de végétaux: arbustes & graminées	BONTEMPS
BEGLES	Lot3-Fourniture de végétaux: plantes et godets	PEPINIERES CHARENTAISES
BEGLES	Contrôle de disconnecteurs (15)	MISSONNIER
BEGLES	Révision d'installations de forage	MISSONNIER
BEGLES	Accord Cadre de location longue durée de véhicules neufs sans chauffeur et prestations de services associés.	Public Location Longue Durée
BEGLES	Lot 2-LLD pour les véhicules utilitaires légers	
BEGLES		
BEGLES	Lot 3-LLD pour véhicules utilitaires	
BEGLES	Contrôle de disconnecteurs	LYONNAISE DES EAUX
BEGLES	Fourniture de plantes annuelles et bisannuelles en mini mottes	
BEGLES	Fourniture de bulbes annuels et bisannuels	
BEGLES	Achat de fleurs coupées, de compositions florales et de plantes vertes	
BEGLES	Achat de matériel de fleuristerie	

BEGLES	Lot 1 Fourniture pour matériels thermiques - Fourniture de pièces détachées pour matériels horticoles du service Espaces-Verts et Propreté	
BEGLES	Lot 2 Fourniture pour matériels électroportatifs - Fourniture de pièces détachées pour matériels horticoles du service Espaces-Verts et Propreté	
BEGLES	Fourniture de petit outillage pour le service espaces-verts et propreté	
BEGLES	Fourniture de matériel d'arrosage intégré	
BEGLES	Prestation de traitement des platanes	
BEGLES	AMO dessinateur projeteur, conception paysage	
BEGLES	AMO SPS	
BEGLES	Prestation de nettoyage mobilier urbain	
BEGLES	Prestation d'enlèvement de tags	
BEGLES	Fourniture de produits d'entretien spécifique voirie	

ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BEGLES

1. Locaux

La commune de Bègles propose à la mutualisation :

- Le Centre Technique Environnement - 42 rue Charles Lamoureux
Superficie globale : 5 333 m²
Superficie bâtie : 1 245 m²
- Cimetière municipal- Rue Gaston Monmousseau
Superficie : 500m²
- Entrepôt BORDET- 11, rue Yvonne & Robert Noutary
(partagé avec les services communaux)
Superficie globale bâtie : 1 000 m²
Superficie bâtie attribuée : 500 m²

2. Matériel :

Le matériel proposé à la mutualisation est composé de :

Types de matériel	Marque
Remorque (92193)	SOREL
Remorque (A55)	NICOLAS (Broyeur)
Tondeuses autoportées & annexes	KUBOTA 3060
Remorque (TV200170)	MECANOREM
Remorque	IFOR-WILLIAMS
Remorque (V252P1)	SATELLITE
Remorque (Ecim)	CORNU (Bouille)
Twingo	RENAULT

Master (benne)	RENAULT
Tracteur & matériel annexe	?
Clio	RENAULT
Master (benne)	RENAULT
Clio	RENAULT
Mascott (polybenne)	RENAULT
Panda	FIAT
Ducato	FIAT
Tracteur & matériel annexe	KUBOTA 4240
Goupil	GOUPIL
Remorque (GVL31BR)	ASPIBENNE DEVES
Fourgonnette NV200	NISSAN
Master (polybenne)	RENAULT
Tondeuses autoportées & annexes	ISEKI
Tondeuses autoportées & annexes	GIANI-FERRARI
Remorque	?
Mini pelle	KOBELKO-CANOPY
Movano	OPEL
Movano (tribenne)	OPEL
Remorque recycleur/mulcheur	WIEDENMANN
Remorque	SATELLITE

Un ensemble de « petit matériel » complète la liste.

Date :

Ville de Bègles

Chiffrage Total cycle 1

Base CA 2014

Nombre d'ETP transférés 5,3

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	AC Cycle 1 initiale	AC corrigée FCTVA
Coût réels des ETP	1		206 574	206 574
		Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	205 588	205 588
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	986	986
		Restauration		
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	421 875	421 875
		EPI / habillement	0	
		SI	421 875	421 875
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	239 931	202 115
		Bâtiments	0	0
		Matériels SI	142 515	120 053
		Logiciels SI	95 678	80 598
		Frais financiers	1 738	1 464
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	3 720	3 720
		SI	3 720	
Forfait charges de structure	5	Taux des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	14%	14%
		Coût des charges de structure	88 504	88 504
88 504				

Révision AC mutualisation	Révision Cycle 1 initiale	Correction FCTVA
	960 604	922 788

AC Cycle 1	922 788
------------	---------

AC Cycle 2

Effets ch structure cycle 2 sur cycle 1

Base CA 2015

Nombre d'ETP transférés 25,6

Assiette et méthode de calcul	Montant pondéré	AC Cycle 1 corrigée ch struct Cycle 2
	941 934	206 574
Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	933 594	
EPI / habillement	3 600	
Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	4 740	
Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	1 171 962	421 875
Commande Publique	20 768	
Affaires juridiques	0	
Fonctions transversales (hygiène et sécurité)	59 585	
Espaces verts	636 484	
Domaine public (voirie propreté)	455 125	
Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	48 667	202 115
Bâtiments		
Matériel roulant	33 321	
Matériels non roulant	15 193	
Frais financiers	154	
Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	5 209	3 720
Commande Publique	1 110	
Affaires juridiques	0	
Fonctions transversales (hygiène et sécurité)	555	
Espaces verts	2 044	
Domaine public	1 499	
Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	12%	12%
	254 293	75 860

AC Cycle 2	Correction AC Cycle 1 initiale de FCTVA et ch struct Cycle 2
2 422 064	910 145

AC cycle 1 et 2	3 332 209
-----------------	-----------



<p align="center">Avenant n°1 à la Convention Cadre pour la Création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort</p>

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé,

d'une part,

Et

La commune de Blanquefort représentée par son Maire dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Madame Véronique Ferreira, ci-après dénommée « la commune »,

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n°2005/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées ;

Vu la délibération n°2016/0062 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux métropole a adopté la modification des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n°2016/XXX du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté- communes du cycle 1 – ajustement des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux métropole et la commune de Blanquefort signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du XXX ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Blanquefort en date du XXX ;

Considérant la volonté des parties d'élargir dans le cadre du cycle 2 le périmètre des missions mutualisées afin de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes à la convention de création de services communs du cycle 1 afin d'intégrer des oublis ou erreurs dans l'évaluation initiale.

Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre des missions mutualisées, acté entre les deux parties lors du cycle 1 de la mutualisation.

Il précise les nouveaux domaines mutualisés dans le cadre du cycle 2 et décrit les effets de cette évolution sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT.

Il fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activités de ces services et traite les aspects financiers de ces créations liés au cycle 2.

Par ailleurs, le présent avenant a pour objet de répertorier les ajustements nécessaires du fait de l'écart constaté entre l'évaluation initiale des moyens mutualisés entre Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort lors du cycle 1 et le périmètre de mutualisation effectif.

ARTICLE 2: Modification de l'ARTICLE 2 « LISTE DES DOMAINES MUTUALISES »

Par le présent avenant, outre les domaines et activités d'ores et déjà mutualisés par Bordeaux Métropole et la commune de Blanquefort lors du cycle 1, les parties décident de créer des services communs, aux nouveaux domaines mutualisés suivants :

- Affaires Juridiques
- Commande Publique
- Domaine Public/Espaces Verts (stades et équipements sportifs de plein air)
- Finances
- Numérique et Système d'information
- Ressources Humaines

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes de l'avenant n°1 du contrat d'engagement avec la commune de Blanquefort.

ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »

Par le présent avenant, outre les agents déjà mutualisés dans le cadre du cycle 1, il est décidé, après recueil des avis des instances consultatives, la mutualisation des effectifs de la commune de Blanquefort tel que détaillé ci-dessous :

Domaines	NOMBRE TOTAL d'Equivalents Temps Plein mutualisés*	ETP compensés sans agent transférés	Renfort
Commande publique	0.93	0.5	
Affaires juridiques	0.92		
Finances	6	0.17	
Ressources Humaines	6.75	0.25	
Gestion du domaine public	3		
Numérique et Système d'information	4		
Total	21.6	0.92	
Total général			22.52

ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 4 « CONDITION D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS »

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une nouvelle fiche d'impact présente les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents mutualisés dans le cadre du cycle 2. Cette nouvelle fiche d'impact vient s'adjoindre à la fiche impact du cycle 1.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 5 « CONTRATS ET CONVENTION EXISTANTS »

Le paragraphe stipulant que « *Bordeaux Métropole devient co-titulaire du marché conclu par la ville dans le cadre de besoins transverses aux services communs et communaux ou de besoins des services communs.* » est supprimé.

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Blanquefort dans le cadre des activités mutualisées du cycle 2.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 lui seront cédés par avenant.

Cette liste indicative des marchés cédés dans le cadre du cycle 2 vient compléter et s'additionner à la liste des marchés du cycle 1.

ARTICLE 6 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »

Le paragraphe « 6.1 Locaux » est modifié comme suit :

Aucun bâtiment n'est mis à disposition par la commune de Blanquefort dans le cadre des activités mutualisées du cycle 2.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 relative au financement de la mutualisation est calculé.

6.2 : Autres Biens : La commune de Blanquefort transfère la propriété des matériels et véhicules utilisés par les services mutualisés dans le cadre du cycle 2.

Concernant les matériels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des biens matériels transférés lors du cycle 2 (annexe 3 du présent avenant) vient compléter et s'ajouter à la liste des biens matériels transférés dans le cadre du cycle 1.

ARTICLE 7 : Modification de l'ARTICLE 7 « NUMERIQUE ET SYSTEME D'INFORMATION »

L'article 7 est modifié comme suit :

La commune de Blanquefort mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec Bordeaux Métropole. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune de Blanquefort sont transférés au service commun (annexes 4 et 4bis). Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

ARTICLE 8 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5 bis du présent avenant et est actualisé :

- au titre de la mise en place des services communs du cycle 2
- au titre des correctifs financiers du cycle 1 définis dans la délibération n° 2016/XXX en date du 21 octobre 2016

Le taux appliqué au calcul du forfait de charge de structure, défini en application du nouveau périmètre mutualisé du cycle 2, s'applique par ailleurs au montants valorisés pour le financement de la mutualisation du cycle 1.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9

Les ARTICLES 9,10, 11, 12, 13, 14 restent inchangés.

ARTICLE 10 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017

Fait à Blanquefort, le en 3... exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune,

Signature / Cachet

Signature / Cachet

Le Président
Juppé Alain

Le Maire,
Ferreira Véronique

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT

Conformément à l'article L 5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : Domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (22 agents)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
2	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
3	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	C	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
4	Direction Générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	C	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
5	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	C	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
6	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service comptabilité	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
7	Direction générale adjointe administration et ressources/ Service commande publique et affaires juridiques	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
8	Direction Générale adjointe administration et ressources/ Service commande publique et affaires juridiques	B	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial ouest
9	Direction générale adjointe services à la population/ Service AVL/Sports	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial ouest
10	Direction générale adjointe services à la population/ Service AVL/Sports	C	Titulaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial ouest

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
11	Direction générale adjointe Services à la population/ Service AVL/Sports	C	Stagiaire	Direction de la gestion de l'espace public - Pôle territorial ouest
12	Direction générale adjointe administration et ressources/ Direction ressources humaines	B	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
13	Direction générale adjointe administration et ressources/ Direction ressources humaines	B	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
14	Direction générale adjointe administration et ressources/ Direction ressources humaines	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
15	Direction générale adjointe administration et ressources/ Direction ressources humaines	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
16	Direction générale adjointe administration et ressources/ Direction ressources humaines	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
17	Direction générale adjointe administration et ressources/ Ressources humaines	C	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
18	Direction Générale adjointe administration et ressources/ Ressources humaines	B	Titulaire	Direction des ressources humaines - Pôle territorial ouest
19	Direction des systèmes d'information	B	Stagiaire	Direction de l'assistance et de l'offre de service
20	Direction des systèmes d'information	C	Titulaire	Direction des infrastructures et de la production
21	Direction des systèmes d'information	C	Titulaire	Stratégie et systèmes d'information
22	Direction des systèmes d'information	C	Stagiaire	Direction de l'assistance et de l'offre de service

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et par les transferts de compétences : 0 agent

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

1.3 Les agents en disponibilité

Aucun agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la **commune de Blanquefort** pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Pôle territorial ouest	Direction administrative et financière	Le Haillan / Pôle territorial ouest	8
Pôle territorial ouest	Direction des ressources humaines	Le Haillan / Pôle territorial ouest	7
Pôle territorial ouest	Direction de la gestion de l'espace public	CTM Blanquefort / Service territorial n°7	3
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction de l'assistance et de l'offre de service	Le Haillan / Pôle territorial ouest	1
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction de l'assistance et de l'offre de service	Principalement en proximité	1
Direction générale numérique et systèmes d'information	Direction des infrastructures et de la production	Mériadeck / Proximité	1
Direction générale numérique et systèmes d'information	Stratégie et systèmes d'information	Mériadeck / Proximité	1

2.3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission. La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.4 Organisation hiérarchique

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux métropole et sous l'autorité fonctionnelle du président de Bordeaux Métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES MUTUALISES

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT

COMMUNE	OBJET DU MARCHÉ	TITULAIRE
BLANQUEFORT	Services de téléphonie filaire, de télécommunications mobiles et d'accès Internet - LOT 1 Services de téléphonie filaire	SFR
BLANQUEFORT	Services de téléphonie filaire, de télécommunications mobiles et d'accès Internet - LOT 2 Services de télécommunications mobiles	BOUYGUES TELECOM
BLANQUEFORT	Services de téléphonie filaire, de télécommunications mobiles et d'accès Internet - LOT 3 Services d'accès Internet avec débits garantis	ADISTA
BLANQUEFORT	Mise en place et hébergement Environnement numérique de travail pour les écoles	PIXEL COOKERS
BLANQUEFORT	Mise à disposition et maintenance d'une fibre optique noire (IRU) Hôtel de Ville - Centre Technique Municipal	INOLIA
BLANQUEFORT	Maintenance et fourniture de consommables du parc de copieurs appartenant à la ville	RICOH

BLANQUEFORT	Abonnements Freebox (18 sites)	FREE SAS
BLANQUEFORT	Location et maintenance de copieurs et imprimantes	AMPA
BLANQUEFORT	Location et maintenance d'une presse numérique	AMPA
BLANQUEFORT	Abonnement plateforme noms de domaine	1&1 internet
BLANQUEFORT	oms de domaine	1&1 internet
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	BERGER-LEVRAULT (aductis)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	AKTEA (TREND MICRO ENDPOINT)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	AKTEA (VMWARE)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	AKTEA (PAREFEU)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	AKTEA - (Certificat Wildcard)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (licences ORACLE)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (PAYBOX)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (CAB paiement en ligne)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (OPUS)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (OPUS RAM)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (Prélèvement auto)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (PSU)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (Difusion)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (Opus Mobilité)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (ADAJIO)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (ADAJIO Code Barre)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (IMAGE)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (MELODIE)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (MAESTRO)

BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (IBEMOL)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (SOPRANO)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARS DATA SARL (DUONET)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	AXIANS (ARUBA)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	C3RB
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	COMEDEC
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	CLARILOG FRANCE SARL
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	FINANCE ACTIVE
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	GFI Progiciel (ASTRE GF + assistance plus + Immonet)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	GFI Progiciel (ASTRE GP + assistance plus et Formasoft)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	GFI Progiciel (module CNFPT)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	GESCIME
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	INTERFASSE Communication et sécurité
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	MEDIA SOFTS
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	PSI informatique (notebook)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	Ressources Consultants (regards) avec accompagnement
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	RI2T (APINEGOCE)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	SCOPELEC
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	SYSTONIC (Linux)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	SYSTONIC (Mdaemon)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	YPOK (ipolice)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	YPOK (PV elec)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ARPEGE (ECP+virtuose agent)
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	OPERIS

BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	OMNISPACE armenteros
BLANQUEFORT	CONTRAT de MAINTENANCE	ALINTO
BLANQUEFORT	Redevance	ARCEP

ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT

1. Locaux

La commune de Blanquefort ne propose pas de bâtiment à la mutualisation au cycle 2.

2. Matériel :

Le matériel proposé à la mutualisation est composé de :

- 1 fourgon
- 1 tracteur
- 1 tracteur-tondeuse avec plateau de coupe
- 1 tondeuse autoportée = bac de ramassage
- 1 grosse remorque

Un ensemble de « petit matériel » complète la liste.

ANNEXE 4 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT

		Nombre d'équipements transférés (n'intègre pas les équipements loués)	<i>Dont consacrés à un usage par les services communaux (exclusion faite des équipements utilisés par les services communs)</i>
a) Postes et terminaux utilisateurs			
	Station de travail agents - Basique	158	110
	Station de travail agents - Avancée	10	10
	Station de travail écoles - Basique	73	73
	iMac	6	5
	Mac Portable	19	19
	PC portable - Mairie	8	8
	PC portable - Ecoles	18	18
	PC 2 en 1	1	1
	Ipad - Elus	34	34
	Ipad - Ecoles	100	100
	Galaxie Tab 2	10	10
	Téléphone mobiles	46	44
	Smartphones	46	46
	VPI et TNI	13	13
	Imprimantes individuelles	16	13

Multifonctions	21	19
Fax	3	3
Presse numérique		
Vidéo-projecteur - Mairie	6	6
Vidéo-projecteur - Ecoles	9	9

b) Equipements spécifiques

Terminaux radio	3	3
Caisse numérique	1	1
Serveurs en exploitation - Dell Power Edge r620	2	2
Serveurs en attente - Dell Power Edge r610	2	2
NAS	4	4
SAN	1	1

c) Equipements réseau

Switch	22	22
Watchguard	1	1
UCOPIA	1	1
Pont WiFi	4	4
Pont Radio	1	1
Chaine internet - Mairie	6	6
Chaine internet - Ecoles	9	9
Bornes Wifi - Mairie	13	13
Bornes Wifi - Ecoles	10	10
Téléphones fixes IP et analogique	165	165
DECT (bornes et terminaux)	2	2
Autocommutateurs	4	4
Fibre	5	5

ANNEXE 4 bis : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION
**AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE BLANQUEFORT**

		Domaine mutualisé par la commune	Caractérisation de l'application	
			Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne
Productivité / transverses				
	SE Serveur	Oui	Windows Serveur 2008	Microsoft
		Oui	Windows serveur 2012 - 10 M	Microsoft
	Corecal Windows	Oui	Windows Serveur 2012 - 20 CCAS	Microsoft
	Corecal Windows	Oui	Windows Serveur 2008 - 165 VILLE	Microsoft
	Echange	Oui	Exchange serveur 2000 + SA	Microsoft
	Cal Exchange	Oui	Exchange 2010 - 22 CCAS	Microsoft
	Cal Exchange	Oui	Exchange 2007 - 165 ville	Microsoft
	Bureautique	Oui	MS Office 2010 - 22 CCAS - 46 M	Microsoft
		Oui	Ms Office 2008 Mac	Microsoft
	Espaces collaboratifs	Non		

Suite créative	Non	Adobe CS	Adobe
Soft Phone	Non		
Analyse de données (Data mining, BI, ...)	Oui	BO	GFI
Dématérialisation			

Métiers

Finances	Oui	ASTRE GF	GFI
		IMONET	GFI
		INSITO et ALLIANCE	Finance Active
		REGARDS	Ressources Consultants
Commande publique	Oui		
Centre communal d'action sociale (CCAS)	-	Elissar	Concept
		Buisness Object	Oracle
		Apologic Web	Apologic
Affaires juridiques	Oui		
Ressources humaines	Oui	ASTRE RH	GFI
		Formasoft	GFI
Bâtiments/stratégie immobilière et foncière/logistique/moyens généraux	Oui	ADUCTIS/ATAL	BERGER LEVRAULT
		AutoCAD	AutoDesk
		ArchiCAD	Graphisoft
Fonctions transversales	Oui	Clarilog	Clarilog

		Espace citoyen Premium	Arpège
Espaces verts	Oui	JardiCAD/Jardi soft	Médiasoft
		Tboss	Rainbird
Propreté	Oui		
Voirie et DP	Oui	ATAL (cf. plus haut)	Berger Levrault
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	VisDGI	
		APIC	OPERIS
Animation économique et emploi	Oui		
Transports	Oui		
Logement, habitat et politique de la ville	Oui		
Solidarités et citoyenneté	Non	Melodie + Image	Arpège
		Soprano	Arpège
		Adagio	Arpège
		GESCIM	Gescim
		IBMOL	
		MAESTRO	Arpège
		COMEDDEC	Arpège
Education	Non	Concerto OPUS	Arpège
		NoteBook	

		DeepFreez	
Sport	Non	ATAL (cf. plus haut)	Berger Levraut
Société	Non		
Culture	Non	Orphee	C3RB
		DUO	Ars Data
Population	Non		
Police Municipale	Non	YPK - Site pilote	
		iPVE - Site pilote	
Entretien Ménager	Non	APINEGOCE	

Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data	Oui	IP Office	
Bases de données		Oracle	Oracle
Ordonnanceur / automate d'exploitation			
Supervision des applications et des composants techniques	Oui		
Sauvegarde (50 To)		Veeam	Veeam Software
Gestion / supervision des données et droits associés			
Système de gestion de bases de données relationnelles			
Gestion des annuaires techniques	Non		
Gestion des éditions			
Virtualisation de serveurs	Oui	VM Ware	AKTEA

Supervision réseau	Non		
Virtualisation d'applications	Non		
Gestion des impressions	Oui	Equitrac Office Manager	Nuance Communications
Monitoring, pilotage et supervision			
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc	Oui	Meraki	Cisco Meraki
Administration des postes, télédistribution			
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).	Oui	Officescan	Trend Micro
Pilotage de l'activité et des projets			

Date :

Ville de Blanquefort

Chiffrage Total Cycle 1

Base CA 2014

Nombre d'ETP transférés	17,53		AC Cycle 1 initiale	AC corrigée du FCTVA
	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Montant pondéré	Montant pondéré
Coût réels des ETP	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	580 301	580 301
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	579 234	
			1 067	
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	192 442	192 442
		EPI / habillement	2 256	
		Espaces verts	110 904	
		Mobilier urbain	360	
		Urbanisme AOS	823	
		Propreté urbaine	78 099	
Coûts de renouvellement des immobilisations	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	47 479	39 995
		Pas de bâtiment mutualisé	0	
		Matériel (Hors SI)	47 479	39 995
		Matériel SI		
		Frais financiers	0	
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 2 456	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	2 456	2 456
		Espaces verts	1 479	
		Mobilier urbain	0	
		Urbanisme AOS	280	
		Propreté urbaine	696	
Forfait charges de structure 116 280	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	15%	15%
		Coût des charges de structure	116 280	116 280

Révision AC mutualisation

AC Cycle 1 initiale	Correction FCTVA
938 957	931 474

AC CYCLE 1 931 474

Correction AC Cycle 2

Base CA 2015

Nombre d'ETP mutualisés	22,52		AC Cycle 1 corrigée Ch struct Cycle 2
Assiette et méthode de calcul	Montant pondéré		Montant pondéré
	827 931		580 301
Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	823 862		
EPI / habillement	438		
Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	3 631		
Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	318 167		192 442
Finances	993		
Commande Publique	3 389		
Affaires juridiques	3 407		
SI	258 852		
RH	17 533		
Espaces verts	33 993		
Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	183 884		39 995
Matériel roulant	10 506		
Matériel non roulant (Hors SI)	9 090		
Matériels SI	113 414		
Logiciels SI	50 873		
Frais financiers	0		
Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	7 067		2 456
Finances	2 769		
Commande Publique	0		
Affaires juridiques	0		
SI	1 510		
RH	2 752		
Espaces verts	36		
Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	3%		3%
Coût des charges de structure	34 565		23 256

AC Cycle 2

1 371 615

AC cycle 2

Effets ch structure
cycle 2 sur cycle 1AC Cycle 1 corrigée
Ch struct Cycle 2AC Cycle 1 corrigée
ch struct Cycle 2

838 450

2 210 065



CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé,

d'une part,

Et

La commune de Carbon-Blanc représentée par son Maire, dûment habilité(e) par délibération n° XXX du XXX, Monsieur Alain Turby ci-après dénommée "la commune",

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n° 2005/0227 du 29 mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation ;

Vu la délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation ;

Vu la délibération n°2015/772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Carbon-Blanc en date du 9 septembre 2016 ;

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du X ;

Considérant la volonté des parties de se doter de services communs afin de favoriser l'exercice de leurs missions et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente convention a pour objet de préciser **les services mis en commun** et de décrire les effets de la création de ces services communs sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activité des services et traite les aspects financiers de ces créations.

ARTICLE 2 : LISTE DES DOMAINES MUTUALISES

Par la présente convention, les domaines et activités identifiés dans le schéma de mutualisation approuvé par Bordeaux Métropole et la commune de Carbon-Blanc dans lesquels les parties décident de créer des services communs sont :

- Affaires juridiques
- Commande publique
- Numérique et système d'information

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes du contrat d'engagement avec la commune.

ARTICLE 3 EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE

Après recueil des avis des instances consultatives, il est décidé la mutualisation suivante des effectifs de la commune de Carbon-Blanc, classés par domaines de mutualisation :

Domaines	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein*	ETP compensés sans agents transférés	Renfort
Commande publique	0.8		
Affaires juridiques	0.20	0.1	
Numérique et système d'information		0.25	
Total	1	0.35	
Total général	1.35		

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS

Les services communs sont gérés par Bordeaux Métropole et lui sont rattachés.

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 5 : CONTRATS ET CONVENTIONS EXISTANTS

Selon le périmètre et le type de marchés et de contrats :

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Carbon-Blanc dans le cadre des activités mutualisées.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 à la présente convention lui seront cédés par avenants.

ARTICLE 6 : BIENS MATERIELS

6.1 : Locaux : Aucun bâtiment n'est mis à disposition par la commune de Carbon-Blanc dans le cadre des activités mutualisées.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 relative au financement de la mutualisation est calculé.

6.2 : Autres Biens : Aucun matériel et véhicule n'est transféré par la commune de Carbon-Blanc dans le cadre des activités mutualisées.

La liste des biens matériels transférés à Bordeaux Métropole par la commune de Carbon-Blanc est détaillée en Annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 7 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

La commune de Carbon-Blanc mutualise le domaine Numérique et systèmes d'information avec Bordeaux Métropole. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune de Carbon-Blanc sont transférés au service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des matériels, des infrastructures, et logiciels figure en Annexes 4 et 4bis à la présente convention.

ARTICLE 8 : MODALITES DE FINANCEMENT

Les modalités de financement du service commun sont arrêtées dans la délibération du 25 septembre 2015 et, conformément à l'article 5211-4-2 du CGCT, les effets de la mise en commun des services seront pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation.

La délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 relative aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole figure en Annexe 5 à la présente convention.

Le montant prévisionnel de la compensation financière de la commune au titre de la mise en place des services communs est évalué dans l'Annexe 5bis à la présente convention. Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts

ARTICLE 9 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de Bordeaux Métropole ou le Maire de la commune de Carbon-Blanc, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au responsable du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 10 : REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Sans objet.

ARTICLE 11 : ARCHIVES PUBLIQUES

La commune de Carbon-Blanc met à disposition de chacun des services communs auquel elle participe, les documents d'activité et les archives, sur support papier ou électronique, nécessaires au bon exercice des missions confiées, via des protocoles cosignés des services d'origine et de destination.

Les autres documents produits ou reçus par le service commun au titre des missions exercées pour la commune de Carbon-Blanc, sous l'autorité fonctionnelle du Maire, sont également propriété de la commune de Carbon-Blanc.

La commune de Carbon-Blanc peut y accéder en tant que de besoin. Elle pourra en réclamer la restitution au terme de la présente convention ou de la Durée d'Utilité Administrative (DUA).

En fin de DUA, leur versement au service des archives définitives compétent ou leur élimination réglementaire, seront assurés par le service commun, sous l'autorité du Maire, dans le respect des procédures et textes applicables.

ARTICLE 12 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 13 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision des niveaux de services assurés par Bordeaux Métropole pour le compte de la commune de Carbon-Blanc peut être envisagée par les parties. Elle fera l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution des patrimoines gérés, le niveau de prestation souhaitée par la commune de Carbon-Blanc, l'évaluation de l'impact sur les moyens affectés et la capacité de Bordeaux Métropole à prendre en compte ces évolutions. Cette révision pourra également déboucher sur une révision de l'attribution de compensation de la commune de Carbon-Blanc. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 14 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties aient recherché un accord amiable.

Fait à Carbon-Blanc, le, en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,
Signature / Cachet
Le Président,

Pour la commune de Carbon-Blanc,
Signature / Cachet
Le Maire,

Alain Juppé

Alain Turby

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON BLANC

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : Domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Temps de travail (modalités de calcul du temps de travail)
- Moyens matériels pour exercer l'activité
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

3. Rémunération et droits acquis :

- Rémunération (régime indemnitaire, compléments, avantages accessoires)
- Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)
- Avantages acquis et prévoyance santé

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (1 agent)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	COMMANDES PUBLIQUES	A	Titulaire	Direction administrative et financière - Pôle territorial rive droite

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et par les transferts de compétences : 0 agent

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

a. Les agents en disponibilité

Pas d'agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2-1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la **commune de Carbon Blanc** pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Pôle territorial rive droite	Direction administrative et financière	Lormont / Pôle territorial rive droite	1

2-2 Temps de travail

Les agents qui rejoignent les services communs adoptent le régime de temps de travail de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	CARBON BLANC
Temps de travail annuel	1 607 h (1)	1 589 h
Durée journalière moyenne	7h15 (incluant la journée de solidarité)	7h
Volume des congés	31,5 jours hors jours de fractionnement	30 jours hors jours de fractionnement
Dispositif d'horaires variables avec acquisition de jours de RTT	Dans la limite de 19 jours/an	/
Modèle horaire journalier général	Plages de présence obligatoire : 9h30/11h30 et 14h/16h (15h30 le vendredi) Plages variables : 7h30/9h30 et 16h (15h30 le vendredi) à 18h30 pour cat C et 19h30 pour cat A/B	Lundi : 8h30/12 h et 13h30/18 h Mardi, mercredi et jeudi : 8h30/12 h et 13h30/17 h Vendredi : 8h30/12 h et 13h30/16 h
Forfait cadre	Dans la limite de 19 jours/an pour les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, directeurs de mission et chefs de service	/
Aménagement particulier de temps de travail	Temps de travail aménagé 4,5 jours/5 jours (sauf agents éligibles au forfait cadre) <u>OU</u> 9 jours/10 jours ;	/
Modalités d'exercice du temps partiel	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire ou par quinzaine	/
Monétisation du Compte épargne temps (CET)	Non	/

(1) pour certains services/secteurs d'activité, le temps de travail annuel est abaissé afin de tenir compte de sujétions particulières liées à la nature des missions

Et à la définition des cycles de travail qui en résultent :

- Agents de conduite et de collecte chargés de l'enlèvement des ordures ménagères
 - Agents de conduite de l'unité centres de recyclage
 - Opérateurs de crémation, gardien-maître de cérémonie, personnels administratifs
 - Unité centrale de permanence
 - Unité sécurité
 - Agents grutiers et de lavage de la cellule apport volontaire
 - Agents d'exploitation affectés dans les centres de recyclage
 - Service de la propreté
-

2-3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission.

La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2-4 Organisation hiérarchique et méthode d'évaluation.

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux métropole et sous l'autorité fonctionnelle du président de Bordeaux métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

3. Rémunération et avantages acquis

3-1 Rémunération

Les agents du service commun conservent, s'ils y ont intérêt le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages collectivement acquis suivant les dispositions de l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Le montant du régime indemnitaire s'apprécie tous éléments confondus qu'ils soient liés au grade de l'agent, aux fonctions occupées, aux sujétions ou aux résultats tels que constatés dans la commune au 31 décembre 2016 et comparé aux montants servis à la Métropole.

Ainsi, chaque agent optera

- soit pour le maintien de son niveau d'origine de régime indemnitaire et de l'ensemble des avantages acquis relevant de la commune d'origine (détaillés au point 3.3) : option 1.
- soit pour la bascule vers le dispositif métropolitain, en ce qu'il concerne à la fois le régime indemnitaire et l'ensemble des avantages acquis (détaillés au point 3.3) : option 2.

Régime indemnitaire de grade :

Observation préalable :

- les valeurs indiquées pour Bordeaux Métropole ne tiennent pas compte de la revalorisation au 01/07/2016 de la valeur du point de 0,60%.

Filière administrative :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif de 2ème classe		321,53	
		Adjoint administratif de 1ère classe		326,69	
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe		360,55	
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1 à 5	484,34	
			6 à 13		
		Rédacteur principal de 2ème classe	1 à 4	511,37	
			5 à 13		
		Rédacteur principal de 1ère classe		552,40	
A	Attachés territoriaux	Attaché		678,12	645.45
		Attaché principal		823,07	
		Directeur		916,00	
	Administrateurs territoriaux	Administrateur		1 536,27	
		Administrateur hors classe		2 050,01	

Filière technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
C	Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique de 2ème classe		288,59	
		Adjoint technique de 1ère classe		289,62	

		Adjoint technique principal de 2ème classe		291,67	
		Adjoint technique principal de 1ère classe		303,00	
	Agents de maîtrise territoriaux	Agent de maîtrise		366,83	
		Agent de maîtrise principal		377,12	
B	Techniciens territoriaux	Technicien		356,03	
		Technicien principal 2ème classe		474,18	
		Technicien principal 1ère classe		582,04	
A	Ingénieurs territoriaux ET Des Ingénieurs en chef NB : 2 cadres d'emploi suite au reclassement statutaire 2016	Ingénieur		793,53	
		Ingénieur principal			
		Ingénieur hors classe			
		Ingénieur en chef de classe normale			
		Ingénieur en chef hors classe			
		Ingénieur général			

Filière culturelle :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
C	Adjoints territoriaux du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe		326,68	
		Adjoint du patrimoine de 1ère classe		326,70	
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		360,67	
B	Assistants territoriaux de conservation	Assistant de conservation	1 à 5	438,01	
		Assistant de conservation	6 à 13	438,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	1 à 4	542,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	5 à 13	542,04	
		Assistant de conservation principal 1ère classe		542,04	
A	Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire		678,13	
	Attaché territoriaux de conservation du	Attaché de conservation du patrimoine		678,13	

	patrimoine				
	Conservateur territoriaux du patrimoine	Conservateur du patrimoine		823,16	
		Conservateur du patrimoine en chef		915,23	

Filière médico sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
A	Médecins territoriaux	Médecin 2ème classe		295,11	
		Médecin 1ère classe		297,94	
		Médecin Hors classe		330,93	
	Psychologues	Psychologue de classe normale		260,19	
		Psychologue Hors classe		260,19	

Filière médico technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
B	Techniciens paramédicaux territoriaux	Technicien paramédical de classe normale		356,17	
		Technicien paramédical de classe supérieure		368,79	

Filière animation :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
C	Adjoints territoriaux d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe		158,24	
		Adjoint d'animation de 1ère classe		161,56	
		Adjoint d'animation principal de 2ème classe		260,02	
		Adjoint d'animation principal de 1ère classe		290,09	

Filière sanitaire et sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	CARBON BLANC
B	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif		394,03	
	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal		484,05	
A	Conseillers territoriaux socio-éducatifs	Conseiller socio-éducatif		678,15	

Régimes indemnitaires liés aux fonctions, sujétions ou aux résultats :

Catégorie	METROPOLE	CARBON BLANC
A	Prime de Fonction et de Résultats versée à l'ensemble du cadre d'emploi des administrateurs et aux emplois fonctionnels Par de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats pour les autres agents de catégorie A	
B	Néant	
C	Uniquement sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise exerçant des fonctions de chef de travaux/surveillant de travaux	

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Catégorie de personnel	METROPOLE	CARBON BLANC
A	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret	115.75
B		

C		
---	--	--

3-2 Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)

Les agents de la commune qui rejoignent les services communs relèveront du dispositif de déroulement de carrière de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	CARBON BLANC
Dates d'avancement	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (cadencement unique à c/ du 1/1/2017)</p> <p>Pour les avancements de grades : à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>	<p>Idem</p> <p>CAP du CDG (avril/mai)</p> <p>CAP du CDG (juin)</p>
Ratios d'avancement de grades	Fixés par délibération, de façon spécifique pour chaque grade et selon qu'il s'agit d'un avancement au choix ou suite à réussite à l'examen professionnel	Suppression des ratios

Promotion interne	Le nombre de droits à PI au titre d'une année donnée est déterminé en croisant les droits statutaires découlant des recrutements intervenus et les postes vacants ou susceptibles de l'être (départs programmés) à un horizon de 6 mois. Sont ensuite déduits le nombre d'agents restant sur liste d'aptitudes issues des précédentes CAP et non encore nommés.	Au niveau départemental (CDG)
--------------------------	---	-------------------------------

3-3 Avantages acquis et prévoyance santé

Aux termes de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent être considérés comme avantages acquis : *« Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi », c'est-à-dire avant 1984, et qu'elles ont depuis lors maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents.*

Sous réserve de la production, par la commune, des éléments permettant d'établir le caractère d'avantage acquis au titre de l'article 111 précité, les compléments de rémunération pourront être maintenus aux agents manifestant le souhait de se les voir conserver, dans les conditions prévues au point 3.1. Dans la négative, les ex-agents communaux relèveront des avantages acquis de Bordeaux Métropole.

En tout état de cause, quelque soit l'option choisie par l'agent (maintien de son niveau de régime indemnitaire antérieur et de ses avantages acquis ou bascule vers le dispositif métropolitain), la garantie maintien de traitement sera applicable à l'ensemble des agents transférés à la Métropole. Dans l'hypothèse d'un contrat groupe conclu par la commune prévoyant une garantie maintien de salaire allant au-delà du seul traitement de base (ex : maintien du régime indemnitaire), la Métropole se substituera à la commune pour l'exécution de ce contrat dans des conditions inchangées, jusqu'à son échéance.

En termes de protection sociale complémentaire visant à couvrir les frais de santé, les agents transférés bénéficieront de la convention de participation conclue par la Métropole avec l'IPSEC dans les mêmes conditions que les effectifs métropolitains au 1/1/2017, en ce qui concerne tant les niveaux de couverture que les tarifs de cotisation ou encore la participation financière de l'employeur au règlement de cette cotisation.

Les agents transférés conservent également, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables dans leur commune d'origine au titre d'un label prévu à l'article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Typologie	METROPOLE	CARBON BLANC
Primes exceptionnelles	<p>Prime semestrielle de 425,34 € soit 70,89€/mois, versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel</p> <p>Prime de transport de 19,44€/mois (à l'exclusion des agents déjà bénéficiaires par ailleurs d'une autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service, d'un véhicule de fonction)</p>	<p>Versée en mai et novembre. Prime semestrielle de 514.50 €</p>
Garantie maintien de salaire en cas de maladie	<p>Oui : la métropole verse l'exacte compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire n'est abattu de 50% qu'à compter de 90 jours d'arrêt consécutifs. Il n'est dans ce cas de figure pas compensé.</p>	<p>Oui par le biais de la MNT</p>
Prime de départ en retraite	<p>Oui : équivalent 2 mois de pensions, versée au mois du départ</p>	<p>CNAS au prorata du nombre d'années effectuées dans la collectivité.</p>
Autres avantages divers	<p>Indemnité compensatrice de repas de 3,30 euros par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur</p>	<p>.</p>

ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES
A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE
BORDEAUX ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC

COMMUNE	OBJET DU MARCHÉ	TITULAIRE
Carbon-Blanc	Maintenance d'un système de vidéo-protection sur le territoire de la ville de Carbon-Blanc	Mandataire CEGELEC- Cestas
Carbon-Blanc	Consultation concernant la maintenance du parc informatique de l'ensemble des services de la commune de Carbon-Blanc	Société AIR INFORMATIQUE



ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC

1. Locaux

La commune de Carbon-Blanc ne propose pas de bâtiment à la mutualisation.

2. Matériel :

La commune de Carbon-Blanc ne propose pas de matériel à la mutualisation.

ANNEXE 4 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC**





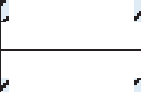



		Nb d'équipements transférés (n'intègre pas les équipements loués)
a) Postes et terminaux utilisateurs		
	Station de travail agents - Basique	73
	Station de travail agents - Avancée	0
	Client léger	0
	PC Portable - Basique	5
	PC Portable - Ultra-portable	0
	Postes écoles	20
	Téléphones mobiles	13
	Tablettes	0
	Smartphones	0
	VPI et TNI	0
	Imprimantes individuelles	4
	Multifonctions	0
	Fax	0
	Vidéo-projecteur	8
b) Equipements spécifiques		
	Terminaux radio	0

	Serveurs catégorie 1	0
	Serveurs catégorie 2	4
	Baies stockage (NASES)	5
	Sauvegarde	0
	Console	0
	Appliances	0
C) Equipements réseau		
	Switch	4
	Infrastructure réseau	0
	Chaine internet	0
	Bornes Wifi	3
	Téléphones fixes IP et analogique	0
	DECT (bornes et terminaux)	0
	Autocommutateurs	1
	Fibre	1



ANNEXE 4 bis : NUMERIQUE ET SYSTEME D'INFORMATION

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE CARBON-BLANC

		Domaine mutualisé par la commune	Caractérisation de l'application	
			Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne
Productivité / transverses				
	Corecal Windows			
	Bureautique			
	Espaces collaboratifs			
	Visio conférence			
	Suite créative			
	Soft Phone			
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)			
	Dématérialisation		démat des actes	
	Métiers			

Finances	Oui	E-Magnus paye	Magnus-Berger Levrault
		E-magnus - Gestion financière	Magnus-Berger Levrault
Commande publique	Oui	Solon suivi	Magnus-Berger Levrault
Affaires juridiques	Oui	Non	
Ressources humaines	Non	E-Magnus paye	Magnus Berger - Levrault
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	Non	Non	
Fonctions transversales	Non	Non	
Espaces verts	Non	Espaces verts	
Propreté	Non	Non	
Voirie et DP	Non	Non	
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Non	Logiciel de la métropole	
Animation économique et Emploi	Non	Non	
Transports	Non	Non	

Logement, Habitat et Politique de la ville	Non	Non	
Solidarités et citoyenneté	Non	Non	
Education	Non	Logiciel Adagio	Société Arpège
Sport	Non	Non	
Société	Non	Non	
Culture	Non	Non	
Population	Non	Logiciel Adagio	Société Arpège

Middleware et logiciels supports

Réseaux, voix, data			
Bases de données			
Ordonnanceur / automate d'exploitation			
Supervision des applications et des composants techniques			
Sauvegarde (50 To)			
Gestion / supervision des données et droits associés			
Système de gestion de bases de données relationnelles			

Système de gestion de bases de données relationnelles			
Gestion des annuaires techniques			
Gestion des éditions			
Virtualisation de serveurs			
Supervision réseau			
Virtualisation d'applications			
Gestion des impressions			
Monitoring, pilotage et supervision			
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc			
Administration des postes, télédistribution			
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).			
Pilotage de l'activités et des projets			

BORDEAUX METROPOLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE

**Séance du 25 septembre 2015
(convocation du 18 septembre 2015)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Septembre Deux Mil Quinze à 09 Heures 30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de BORDEAUX METROPOLE.

ETAIENT PRESENTS :

M. JUPPE Alain, M. ANZIANI Alain, M. CAZABONNE Alain, M. DUPRAT Christophe, Mme BOST Christine, M. LABARDIN Michel, M. BOBET Patrick, M. RAYNAL Franck, M. MANGON Jacques, M. MAMERE Noël, M. PUJOL Patrick, Mme JACQUET Anne-Lise, Mme MELLIER Claude, Mme VERSEPUY Agnès, M. DUCHENE Michel, M. TOUZEAU Jean, Mme WALRYCK Anne, M. ALCALA Dominique, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, Mme FERREIRA Véronique, M. HERITIE Michel, Mme KISS Andréa, M. PUYOBRAU Jean-Jacques, M. SUBRENAT Kévin, M. TURBY Alain, M. TURON Jean-Pierre, M. VERNEJOUL Michel, Mme ZAMBON Josiane, Mme AJON Emmanuelle, M. AOUIZERATE Erick, Mme BEAULIEU Léna, Mme BERNARD Maribel, Mme BLEIN Odile, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BOUDINEAU Isabelle, M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume, M. BOUTEYRE Jacques, Mme BOUTHEAU Marie-Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CALMELS Virginie, Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie, M. CAZABONNE Didier, Mme CHABBAT Chantal, M. CHAUSSET Gérard, Mme CHAZAL Solène, Mme COLLET Brigitte, M. COLOMBIER Jacques, Mme CUNY Emmanuelle, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DELLU Arnaud, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUBOS Gérard, Mme FAORO Michèle, M. FELTESSE Vincent, M. FEUGAS Jean-Claude, M. FLORIAN Nicolas, Mme FORZY-RAFFARD Florence, M. FRAILE MARTIN Philippe, Mme FRONZES Magali, M. GARRIGUES Guillaume, M. GUICHARD Max, M. GUICHOUX Jacques, M. HICKEL Daniel, M. HURMIC Pierre, Mme IRIART Dominique, M. JUNCA Bernard, Mme LACUEY Conchita, Mme LAPLACE Frédérique, M. LE ROUX Bernard, Mme LEMAIRE Anne-Marie, M. LOTHAIER Pierre, Mme LOUNICI Zeineb, Mme MACERON-CAZENAVE Emilie, M. MARTIN Eric, M. NJIKAM MOULIOM Pierre De Gaétan, Mme PEYRE Christine, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, Mme POUSTYNNIKOFF Dominique, M. RAUTUREAU Benoit, Mme RECALDE Marie, M. ROBERT Fabien, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme ROUX-LABAT Karine, Mme TOURNEPICHE Anne-Marie, M. TURNERIE Serge, Mme TOUTON Elizabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme VILLANOVE Marie-Hélène.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. CAZABONNE Alain à partir de 13h20
M. DUPRAT Christophe à M. DUCHENE Michel à partir de 11h35
M. LABARDIN Michel à Mme TOUTON Elisabeth à partir de 13h30
M. DAVID Alain à M. HERITIE Michel
M. RAYNAL Franck à M. MARTIN Eric à partir de 9h50
M. MANGON Jacques à Mme IRIART Dominique à partir de 13h05
Mme VERSEPUY Agnès à Mme PIAZZA Arielle jusqu'à 10h45 et à partir de 12h20
Mme TERRAZA Brigitte à M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume
M. COLES Max à M. SUBRENAT Kévin
M. TURBY Alain à Mme JACQUET Anne-Lise à partir de 12h
Mme AJON Emmanuelle à Mme DELAUNAY Michèle à partir de 12h30
M. AOUIZERATE Erick à M. GARRIGUES Guillaume à partir de 13h05
Mme BOUTHEAU Marie-Christine à Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie à partir de 12h10
Mme CALMELS Virginie à M. ALCALA Dominique à partir de 12h30
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZABONNE Didier
Mme CHAZAL Solène à Mme MACERON-CAZENAVE Emilie à partir de 12h40
Mme COLLET Brigitte à Mme WALRYCK Anne à partir de 13h20
M. DAVID Jean-Louis à M. LOTHAIER Pierre à partir de 13h20
M. DAVID Yohan à Mme BREZILLON Anne à partir de 12h30

M. DELAUX Stephan à M. BONNIN Jean-Jacques à partir de 12h15
Mme DESSERTINE Laurence à Mme ROUX-LABAT Karine à partir de 10h
M. FETOUH Marik à Mme VILLANOVE Marie-Hélène
M. FLORIAN Nicolas à M. BOBET Patrick à partir de 10h40
Mme FORZY-RAFFARD Florence à M. HICKEL Daniel à partir de 12h55
Mme FRONZES Magali à M. FRAILE-MARTIN Philippe de 10h à 11h30
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. BRUGERE Nicolas
M. HURMIC Pierre à M. ROSSIGNOL-PUECH Clément à partir de 13h35
Mme JARDINE Martine à M. DELLU Arnaud
Mme LACUEY Conchita à M. PUYOBRAU Jean-Jacques à partir de 12h30
M. LE ROUX Bernard à M. TURNERIE Serge à partir de 12h40
Mme LEMAIRE Anne-Marie à Mme LAPLACE Frédérique à partir de 13h35
Mme LOUNICI Zeineb à Mme POUSTYNNIKOFF Dominique jusqu'à 10h15
M. MILLET Thierry à Mme PEYRE Christine
M. PADIE Jacques à M. GUICHARD Max
M. RAUTUREAU Benoit à M. PUJOL Patrick à partir de 12h05
Mme RECALDE Marie à M. ANZIANI Alain de 9h50 à 10h20 et à partir de 12h30
M. ROBERT Fabien à M. JUNCA Bernard à partir de 10h30
M. SILVESTRE Alain à Mme BERNARD Maribel
Mme THIEBAULT Gladys à Mme CHABBAT Chantal
M. TRIJOULET Thierry à Mme FERREIRA Véronique à partir de 12h20

EXCUSES :

M. MAMERE Noël à partir de 11h20
M. CHAUSSET Gérard à partir de 13h30
M. COLOMBIER Jacques à partir de 11h35

LA SEANCE EST OUVERTE

**Projet Métropole - Mécanismes de financement de la mutualisation à
Bordeaux Métropole - Modification**

Monsieur BOBET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 2015/0253 du 29 mai 2015, le Conseil de Bordeaux Métropole a défini les principes et les modalités de chiffrage et facturation des différents dispositifs de mutualisation, en cohérence avec le projet de schéma de mutualisation de Bordeaux Métropole adopté le même jour.

Compte tenu de l'avancée des travaux de chiffrage et des ajustements décidés sur l'organisation et le fonctionnement des futurs services communs, des modifications mineures de l'annexe précisant les modes de calcul se sont avérées nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière du dispositif.

Le présent rapport détaille les modifications apportées au projet initial. Ces modifications n'ont pas pour objet une remise en cause des principes basés sur un mécanisme d'imputation de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle en ce qui concerne les services communs, ni même des formules de calcul s'inspirant des dispositions prévues à l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans les cas de transferts de compétences.

Ces modifications de l'assiette et des modalités de calcul s'inspirent de la nécessité de veiller à l'équité de la répartition des charges entre les budgets des communes et de la Métropole, sans que le dispositif ne génère globalement de charges nouvelles. Les échanges nombreux avec les communes ont permis d'ajuster ou de préciser les formules dans le respect de ces objectifs.

Il vous est proposé de valider l'annexe initiale rectifiée, sous sa forme complète.

Les modifications sont les suivantes :

- La durée d'amortissement prise comme référence pour le calcul des frais de renouvellement des logiciels est portée à 7 ans, en dérogation avec la norme de la M14 qui n'a qu'une valeur indicative de 2 ans. La durée initialement fixée à 5 ans par la délibération du 29 mai ne correspondait pas à la durée de l'amortissement économique constatée dans les travaux conduits avec les communes.

- Le paragraphe suivant est supprimé :

En ce qui concerne spécifiquement les systèmes d'informations urbanisés (système d'information financier ou ressources humaines par exemple) et outils informatiques métiers, et à condition que ces marchés et ces systèmes soient transférés au service commun via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personne publique (après accord du titulaire), seul le coût de maintenance sera pris en compte (poste 2). En effet, la recette générée pour la Métropole couvrira le coût de ces marchés jusqu'à leur extinction puis le coût d'acquisition et / ou de maintenance de futurs systèmes d'informations uniques pour les services communs pouvant être acquis sur le fondement de l'article L.5211-4-3 du CGCT.

- Il est remplacé par le paragraphe suivant :

« Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés au service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune, qui assure alors l'accès à distance à des outils pour le fonctionnement des services communs. Une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à s'assurer de la qualité du service attendue. »

La modification est justifiée par la nécessité de donner les moyens financiers à la Métropole pour assumer ses missions de support informatique tout en assurant une gestion globale des infrastructures et matériels qui garantissent une efficience respectant les objectifs de la mutualisation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU les articles L.5211-4-1, L.5211-4-2 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales tels qu'ils résultent de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014,

VU la délibération n° 2015/0227 du 29/05/2015 portant validation du projet de schéma de mutualisation de la Métropole,

VU la délibération n°2015/0253 du 29/05/2015 portant définition des mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QU'il convient de modifier les mécanismes de répartition financière des charges liées à la mutualisation entre la Métropole et les communes membres.

DECIDE

Article 1 : Les principes et les modalités de calcul de la compensation des charges pour les transferts de services au sein des services communs, les mises à disposition ascendantes et descendantes et les prestations de services tels qu'exposés, définis et modifiés dans l'annexe à la présente délibération sont approuvés.

Article 2 : Il sera fait application du présent dispositif dans les annexes financières des conventions de mutualisation et dans les fiches d'impact de ces mêmes conventions, ainsi que dans les contrats d'engagement.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.
Le groupe des élus Communistes et apparentés s'abstient

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 25 septembre 2015,

Pour expédition conforme,
par délégation,
Le Vice-Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
2 OCTOBRE 2015**

PUBLIÉ LE : 2 OCTOBRE 2015

M. PATRICK BOBET

ANNEXE A LA DELIBERATION FINANCEMENT DE LA MUTUALISATION A BORDEAUX METROPOLE

Le financement des services communs

La méthodologie proposée ci-dessous permet de réviser les attributions de compensation des communes concernées au moment du transfert et de faire porter la dynamique des charges dès l'année suivante par la Métropole.

Le principe de financement est une imputation annuelle sur l'attribution de compensation définie lors de la mise en place des conventions de services communs. Cette solution a l'avantage de la simplicité de gestion (pas de mécanisme lourd avec clés de répartition à gérer dans le temps), donc des économies de fonctionnement, et de la lisibilité.

Par analogie avec les modalités de facturation prévues pour les mises à disposition (décret n° 2011-515 du 10 mai 2011) et en cohérence complète avec les objectifs de la loi MAPTAM, il est proposé de déterminer des coûts unitaires de fonctionnement pour les services ou parties de service transférés par les communes aux services communs.

✓ Principes de calcul proposés

- L'évolution annuelle du coût unitaire (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires, inflation...) après transfert, sera prise en charge par la Métropole.
- Les attributions de compensation pourront être révisées à la hausse ou à la baisse, comme prévu dans le projet de contrat d'engagement, lorsqu'un besoin nouveau pérenne ou récurrent d'une commune (ou quelques communes) entraîne une augmentation de la charge pour la Métropole, ou que la commune (ou les communes) demande(nt) de manière pérenne une diminution du niveau de service permettant de baisser les charges de la Métropole.
- Le calcul de la compensation financière fera l'objet d'une fiche d'impact pluriannuelle type précise par commune mutualisant des domaines ou des parties de domaines. Elle nécessitera une cartographie préalable des activités et moyens associés, donc des charges directes et immobilisations transférées pour réaliser des évaluations au cas par cas.

- L'ensemble des données prises en compte vise les chiffres des comptes administratifs de l'année précédant la signature des conventions. L'ensemble des charges indirectes et directes sera évalué sur la base du dernier compte administratif disponible sauf en cas d'année exceptionnelle pour une charge auquel cas elle portera sur les données des 3 derniers exercices.

✓ Eléments de calcul proposés

Il est recherché le coût le plus proche du coût réel d'une unité en fonctionnement et en investissement constaté dans les communes.

Il est proposé au terme des travaux conduits entre les services communaux et métropolitains que le calcul tienne compte de 5 postes :

1/ Le coût réel des équivalents temps plein (ETP) transférés par les communes (salaires charge incluant les prestations à caractère social ou collectif). Il est précisé qu'il est fait référence aux postes transférés et non aux agents. Ainsi, par exemple, il n'est pas tenu compte des personnels originaires d'un service en position de disponibilité.

2/ Les charges directes réelles de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service (fournitures, contrats de services rattachés, contrats de maintenance...) qui seront transférées à la Métropole sur la base du dernier compte de gestion ou compte administratif disponible (ou les trois derniers en cas de situation exceptionnelle). Les frais d'entretien des immobilisations transférées ne sont pas pris en compte dans la mesure où il est prévu de compenser le coût de renouvellement, donc une valeur à neuf, dans le poste suivant. En effet, cela pourrait conduire à une double compensation dans les cas dans lesquels les frais d'entretien sont élevés et la durée d'amortissement courte.

Il convient de rappeler que les marchés en cours d'exécution aujourd'hui dans chaque établissement ou collectivité ou lors de la création du service commun ne peuvent être utilisés indifféremment par l'un ou l'autre, ou mis à disposition d'un autre pouvoir adjudicateur que celui qui les a conclus.

Quant au transfert des marchés en cours d'exécution dans les communes au bénéfice de la Métropole, il ne peut intervenir en principe que dans le cadre d'un transfert de compétences à la Métropole et sous réserve qu'il participe à la mise en œuvre de ces compétences. La Métropole se substitue alors dans les rapports contractuels noués antérieurement par les villes anciennement compétentes.

Concrètement, les marchés initialement conclus par les villes et par La Cub pour leurs besoins respectifs devraient continuer à s'exécuter séparément jusqu'à leurs termes. Ces marchés ne peuvent en principe être transférés dans le cadre de la création de services communs : elle n'est pas constitutive de transfert de compétence.

Dans ces conditions, en cas d'absence de transfert, il est proposé que la Métropole assume via une convention financière passée avec chaque commune, le remboursement du coût des contrats (maintenance, fourniture...). En contrepartie ce coût sera intégré dans la révision de l'attribution de compensation jusqu'à extinction desdits marchés puis permettra de financer les nouveaux marchés uniques passés par les services communs métropolitains.

Néanmoins, certains marchés pourront être « transférés » aux services communs s'ils sont nécessaires au fonctionnement du service transféré notamment par le biais de conventions de mise à disposition de moyens. Dans ce cas la Métropole prendra en charge le coût de ces outils (maintenance, serveurs...) avec en contrepartie une révision de l'attribution de compensation de la commune.

De plus, il convient de signaler que l'article L. 5211-4-3 du CGCT prévoit que : « Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale ».

Cet article permettra donc aux services communs de conclure des nouveaux marchés pour réaliser leurs missions (marché de maintenance informatique, achat de balayeuses...) sans recourir à un groupement pour les communes mutualisées.

3/ Le coût de renouvellement des immobilisations hors bâtiments non transférés (matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques-métiers dédiés, bâtiments techniques...) nécessaires au fonctionnement du service déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé. Ce poste concerne principalement les services opérationnels.

Le coût du financement de l'immobilisation est pris en compte : la part des intérêts dans l'endettement global ou dédié à l'acquisition du bien est intégrée au calcul sur la base d'une méthodologie identique à celle appliquée pour les transferts de compétences. En cas d'emprunt dédié, ce dernier est transféré à la Métropole par la commune (transfert de l'actif et du passif). Dans le cas d'emprunts globalisés, la commune conservera la part de dette, déterminée conjointement par les services communaux et métropolitains, ayant servi au financement de l'équipement et la Métropole lui reversera par convention la quote-part annuelle d'annuité jusqu'à extinction.

Le « coût initial » de l'équipement est son coût d'acquisition ou son coût de réalisation.

L'évaluation sera faite sur la base de la reconstitution d'amortissements à partir des données des comptes administratifs (ou comptes de gestion) de la commune. Les durées maximales d'amortissement prévues dans le barème indicatif de l'instruction budgétaire et comptable M14 sont retenues. Par exception à ce barème indicatif, la durée d'amortissement des logiciels est portée à 7 ans.

La détermination d'un coût de renouvellement repose sur une approche patrimoniale avec la reconstitution d'une valeur à neuf, sauf en cas d'acquisition par occasion. A défaut d'éléments sur ce coût de renouvellement, plusieurs méthodes alternatives peuvent être proposées :

- . Proposition d'un prix de renouvellement au m² forfaitaire,
- . Valeur de remplacement en cas de sinistre (à obtenir auprès de l'assureur de la commune),
- . Méthode par comparaison,
- . Evaluation par France Domaine (si possible).

Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés du service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune. Ceci-concerne également les domaines mutualisés jusqu'à ce que la convergence applicative de ceux-ci soit conduite. Dans ce cas, une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à assurer un service de qualité.

4/ Le forfait entretien des bâtiments non transférés par m2 et par agent transféré.

En l'absence de cession par la commune des bâtiments occupés par les services/agents transférés, ce forfait se substitue à la compensation d'un loyer théorique pour les bâtiments non transférés.

En cas de cession des bâtiments occupés par les services/agents transférés par la commune, l'attribution de compensation de la commune sera révisée à compter de l'année suivant cette cession afin d'intégrer dans la compensation un loyer au m2 multiplié par le nombre d'ETP transférés par la commune à compter du 8ème agent par service (à l'exception des bâtiments techniques transférés qui sont facturés au coût réel sur la base des dotations aux amortissements).

A cette fin, il est nécessaire que la mutualisation des services au sein de services communs s'accompagne de la définition et de la mise en œuvre d'une stratégie immobilière des services à l'échelle de la Métropole sur le mandat, qui sera élaborée conjointement par les communes et les services métropolitains afin d'analyser les possibilités d'optimisation immobilière (redéploiement, cession, location par la Métropole).

Le forfait est déterminé pour chaque commune sur la base de la moyenne du coût d'entretien des locaux municipaux constatés dans le dernier (ou les trois derniers) compte(s) administratif(s).

5/ Le forfait charges de structure (« frais de siège », assurances, confection des paies, encadrement, logistique, charges non identifiables...) dégressif de 15 % à 2 % en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports pour éviter une double compensation (finances, ressources humaines, commande publique et juridique, informatique).

Ce forfait s'appliquerait à l'assiette des dépenses directes transférées hors immobilisations (chapitres 012 et 011).

La méthode du forfait est apparue plus pertinente lors des groupes de travail entre services qu'une facturation analytique qui se heurte à la pertinence des retraitements comptables, aux difficultés d'évaluation des charges et à une charge de travail très importante. En outre, avec une méthode analytique comparable, une grande variabilité des résultats a été constatée entre communes, voire entre services d'une même commune, faisant naître des interrogations sur la fiabilité des résultats. Par ailleurs, les travaux conduits sur une commune test ont fait ressortir des taux de charge de structure de 13 % à 18 % pour les deux services étudiés.

Il doit être relevé, également, que le forfait de charges de structure proposé (15 % à 2 %) diffère de celui fixé par la Commission locale d'évaluation des charges transférées dans son règlement intérieur (25 %) dans la mesure où :

- Ce dernier tient compte également des charges indirectes (exemple : travaux réalisés en régie, coût de gardiennage...).
- Le forfait de 25 % ne s'applique pas à la même assiette de charges car il comprend des immobilisations, à la différence du forfait des charges de structure qui compense essentiellement des coûts liés aux personnels (transfert de services).
- Le forfait de 25 % s'applique sur le coût net de la dépense transférée, c'est-à-dire après déduction des recettes afférentes à la compétence (fiscalité affectée, recettes d'exploitation). Ainsi, ramené au coût brut de la compétence, ce taux ressort entre 12 et 15 %, soit un taux similaire à celui proposé pour les transferts de services.

Par ailleurs, il est apparu, qu'y compris en cas de transfert de la totalité des fonctions supports, un socle de charges incompressibles évalué à 2 % n'était pas transférable : encadrement non transféré et charges courantes. Ainsi, la graduation des charges de structure proposée serait donc comprise entre 2 % et 15 % et en fonction du périmètre des fonctions supports non transférées.

La pondération nécessaire à cette graduation a été évaluée avec trois communes du cycle 1, en fonction du poids que représentent les ETP des 4 services supports identifiés au sein des budgets communaux : ressources humaines 5 %, finances 5 %, commande publique et juridique 2 % et systèmes d'information 1 %.

Ainsi, une commune souhaitant transférer au sein de services communs les Ressources humaines et les Systèmes d'information se verrait appliquer un forfait de charges indirectes de 9 % sur le périmètre des charges directes transférées.

En cas de transfert d'une seule activité au sein d'un des services supports susmentionnés (par exemple : la formation pour les ressources humaines, la gestion de dette et de trésorerie pour les finances), il est proposé que le pourcentage appliqué soit diminué au prorata du poids en ETP que représente la fonction transférée sur la totalité du service support concerné. Par exemple, la formation professionnelle représente 1 ETP dans un service ressources humaines de 5 ETP, cette partie de service sera retenue pour 1 % au lieu de 5 %.

Une commune transférant ces 4 fonctions supports contribuerait à un forfait de charges de structure réduit à 2 %.

Il convient de relever que cette part incompressible serait neutre financièrement pour les communes car elle serait compensée dès l'année du transfert par la dynamique des charges supportées par la Métropole. En effet, les évaluations par les communes des cycles 1 et 2 étant effectuées sur la base des comptes administratifs 2014, la revalorisation des attributions de compensation versées par les communes à la Métropole ou la baisse de celles perçues par les communes ne tiendrait donc pas compte du niveau de charges réelles de 2015 et de 2016, ce qui constituera donc immédiatement une importante prise en charge de la dynamique de charges par la Métropole (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires catégorie C et inflation notamment).

Chiffrage Total			
Nombre d'ETP mutualisés	1,35	Exercice 2017	Base CA 2015

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP 75 422	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)			75 356
		EPI / habillement			0
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives			67
Charges directes réelles de fonctionnement 89 238	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...			
		Commande Publique			5 369
		Affaires juridiques			1 620
		SI			82 249
Coûts de renouvellement des immobilisations 19 932	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...			
		Matériels SI			16 642
		Logiciels SI			3 200
		Frais financiers			90
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 664	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		Commande Publique			364
		Affaires juridiques			100
		SI			200
Forfait charges de structure 19 839	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
			12,00%	19 839	19 839

Total révision AC
Cycle 2
205 096

PAS DE MUTUALISATION AU CYCLE 1



<p align="center">Avenant n°1 à la Convention Cadre pour la Création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac</p>

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé,

d'une part,

Et

La commune de Floirac représentée par son Maire, dûment habilité par délibération n°XXX du XXX, Monsieur Jean-Jacques Puyobrau, ci-après dénommée « la commune »,

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n°2005/0227 du 29 Mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation,

Vu la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation,

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées,

Vu la délibération n°2016/0062 du 12 février 2016 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté la modification des attributions de compensation 2016 des communes membres,

Vu la délibération n° 2016/XXX du 21 octobre 2016, portant mutualisation-régularisation compétence propreté – communes du cycle 1 – Ajustements des attributions de compensation de l'exercice 2016 et suivants,

Vu la convention cadre pour la création de services communs entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac signée en date du 14 décembre 2015,

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du XXX ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Floirac en date du XXX ;

Considérant la volonté des parties d'élargir dans le cadre du cycle 2 le périmètre des missions mutualisées afin de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement,

Considérant qu'il convient de modifier certaines annexes de la convention de création de services communs du cycle 1 afin d'intégrer des oublis ou erreurs dans l'évaluation initiale,

Il est convenu et arrêté ce qui suit dans le présent avenant :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre des missions mutualisées, acté entre les deux parties lors du cycle 1 de la mutualisation.

Il précise les nouveaux domaines mutualisés dans le cadre du cycle 2 et décrit les effets de cette évolution sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT.

Il fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activités de ces services et traite les aspects financiers de ces créations liés au cycle 2.

Par ailleurs, le présent avenant a pour objet de répertorier les ajustements nécessaires du fait de l'écart constaté entre l'évaluation initiale des moyens mutualisées entre Bordeaux Métropole et la commune de Floirac lors du cycle 1 et le périmètre de mutualisation effectif.

ARTICLE 2: Modification de l'ARTICLE 2 « LISTE DES DOMAINES MUTUALISES »

Par le présent avenant, outre les domaines et activités d'ores et déjà mutualisés par Bordeaux Métropole et la commune de Floirac lors du cycle 1, les parties décident de créer des services communs, aux nouveaux domaines mutualisés suivants :

- Animation économique et emploi
- Habitat (Mission égalité)

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes de l'avenant n°1 du contrat d'engagement avec la commune de Floirac.

ARTICLE 3 : Modification de l'ARTICLE 3 « EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE »

Par le présent avenant, outre les agents déjà mutualisés dans le cadre du cycle 1, il est décidé, après recueil des avis des instances consultatives, la mutualisation des effectifs de la commune de Floirac tel que détaillé ci-dessous :

	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein (ETP) mutualisés*	ETP compensés sans agent transférés	Renfort
Domaines			
Logement, habitat, politique de la ville	0.5		
Animation économique et emploi	1		
Total	1.5		
Total général	1.5		

ARTICLE 4 : Modification de l'ARTICLE 4 « CONDITION D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS »

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une nouvelle fiche d'impact présente les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents mutualisés dans le cadre du cycle 2. Cette nouvelle fiche d'impact vient s'adjoindre à la fiche impact du cycle 1.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 du présent avenant.

ARTICLE 5 : Modification de l'ARTICLE 5 « CONTRATS ET CONVENTION EXISTANTS »

Le paragraphe stipulant que « *Bordeaux Métropole devient co-titulaire du marché conclu par la ville dans le cadre de besoins transverses aux services communs et communaux ou de besoins des services communs.* » est supprimé.

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Floirac dans le cadre des activités mutualisées du cycle 2.

Les contrats dont une liste indicative figure en annexe 2 lui seront cédés par avenant.

ARTICLE 6 : Modification de l'ARTICLE 6 « BIENS MATERIELS »

Le paragraphe « 6.1 Locaux » est modifié comme suit :

Aucun bâtiment n'est mis à disposition par la commune de Floirac dans le cadre des activités mutualisées au cycle 2.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 relative au financement de la mutualisation est calculé.

6.2 : Autres Biens :

Aucun matériel et véhicule n'est transféré par la commune de Floirac dans le cadre des activités mutualisées au cycle 2.

ARTICLE 7 : Modification de l'ARTICLE 7 « Numérique et systèmes d'information »

L'article 7 est complété comme suit :

Concernant les matériels, infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

ARTICLE 8 : Modification de l'ARTICLE 8 « MODALITES DE FINANCEMENT »

L'article 8 est modifié comme suit :

Le nouveau montant prévisionnel de la compensation financière de la commune est évalué dans l'annexe 5bis du présent avenant et est actualisé :

- au titre de la mise en place des services communs du cycle 2,
- au titre des correctifs financiers du cycle 1, définis dans la délibération n° 2016/XX en date du 21 octobre 2016.

Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

ARTICLE 9 :

Les ARTICLES 7, 9, 10,11, 12, 13, 14 restent inchangés.

ARTICLE 10 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR »

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017

Fait à Floirac, le en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Signature / Cachet

Pour la Commune,

Signature / Cachet

Le Président,
Juppé Alain

Le Maire,
Puyobrau Jean-Jacques

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (2 agents)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Mission "égalité"	A	Titulaire	Direction de l'habitat et de la politique de la ville
2	Service emploi	C	Titulaire	Direction du développement et de l'aménagement - pôle territorial rive droite

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et part les transferts de compétences : 0 agent

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

1.3 Les agents en disponibilité

Aucun agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la commune de Floirac pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle Territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Direction générale valorisation du territoire	Direction de l'habitat et de la politique de la ville	Cité municipale	1
Pôle territorial rive droite	Direction du développement et de l'aménagement	Lormont / pôle territorial rive droite	1

2.2 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission.

La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.3 Organisation hiérarchique

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux Métropole et sous l'autorité fonctionnelle du président de Bordeaux Métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.



ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES MUTUALISES

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC

Aucun marché n'a été mutualisé.

ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

AVENANT A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE FLOIRAC

1. Locaux

La commune de Floirac ne propose pas de bâtiment à la mutualisation pour le cycle 2.

2. Matériel

La commune de Floirac ne propose pas de matériel à la mutualisation pour le cycle 2.

Date :

Ville de Floirac

Chiffrage Total cycle 1

Base CA 2014

Nombre d'ETP mutualisés	28,75
-------------------------	-------

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	AC Cycle 1 initiale	Correction FCTVA	SCORIES affectée P5
Coût réels des ETP	1		1 275 478	1 275 478	
		Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	1 269 259		
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	6 219		
Charges directes réelles de fonctionnement	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	530 751	530 751	7 000
		EPI / habillement	0		
		Finances	28 930		
		Affaires juridiques	61 134		
		Commande Publique	16 838		
		RH	38 602		
		SI	358 000		7 000
		Domaine public	0		
		Urbanisme AOS	26 447		
		Espaces verts	800		
Coûts de renouvellement des immobilisations 217 187	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	217 187	182 956	
		Bâtiments	0		
		Matériel (Hors SI)	0		
		Logiciels SI	123 434	103 979	
		Matériels SI	91 367	76 966	
		Frais financiers	2 387	2 010	
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 6 845	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	6 845	6 845	
		Finances	1 810		
		Commande Publique	1 053		
		RH	1 650		
		SI	1 151		
		Urbanisme AOS	1 182		
Forfait charges de structure 36 261	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	2%	2%	2%
		Coût charges de structure	36 261		140

Révision AC mutualisation	Révision Cycle 1 initiale	Correction FCTVA	SCORIES Cycle 1 affectés P5
	2 066 522	2 032 291	7 140

AC CYCLE 1 2 039 431

AC Cycle 2

Base CA 2015

Nombre d'ETP mutualisés	1,50
-------------------------	------

Assiette et méthode de calcul	Montant pondéré
	62 810
Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)	62 495
EPI / habillement	0
Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives	315
Fournitures et achats indispensables au fonctionnnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...	0
Economie	0
Logement politique de la ville	0
Parc matériel moyens généraux	
Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...	0
Bâtiments	
Matériel roulant	
Matériels non roulant	
Frais financiers	0
Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).	468
Economie	208
Logement politique de la ville	260
Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.	2%
Coût charges de structure	1 266

AC Cycle 2

64 544

AC Cycle 2

2 103 975



CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN

Entre

Bordeaux Métropole représentée par son Président dûment habilité par délibération n° XXX du XXX, Monsieur Alain Juppé, ci-après dénommée "Bordeaux Métropole",

d'une part,

Et

La commune de Le Haillan représentée par son Maire, dûment habilité(e) par délibération n° XXX du XXX, André Kiss, ci-après dénommée "la commune de Le Haillan",

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2 et L5211-4-3,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la délibération n° 2005/0227 du 29 mai 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté le schéma de mutualisation ;

Vu la délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les modalités de financement de la mutualisation ;

Vu la délibération n°2015-772 du 18 décembre 2015 par laquelle Bordeaux Métropole a adopté les conditions de mise à disposition des matériels et bâtiments nécessaires aux activités mutualisées ;

Vu l'avis du Comité Technique de la commune de Le Haillan en date du X ;

Vu l'avis du Comité Technique de Bordeaux Métropole en date du X ;

Considérant la volonté des parties dans le cadre du cycle 2 de mutualisation de se doter de services communs afin de favoriser l'exercice de leurs missions et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour leur accomplissement,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente convention a pour objet de préciser **les services mis en commun** et de décrire les effets de la création de ces services communs sur l'organisation et les conditions de travail des agents des services communs conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT. Elle fixe les modalités de mise en œuvre des services communs, les moyens humains et matériel nécessaires à l'activité des services et traite les aspects financiers de ces créations.

ARTICLE 2 : LISTE DES DOMAINES MUTUALISES

Par la présente convention, les domaines et activités identifiés dans le schéma de mutualisation approuvé par Bordeaux Métropole et la commune de Le Haillan dans lesquels les parties décident de créer des services communs sont :

- Animation économique et emploi
- Numérique et systèmes d'information

Les services communs réalisent l'ensemble des missions et activités telles que décrites dans les fiches annexes du contrat d'engagement avec la commune

ARTICLE 3 : EFFECTIFS MUTUALISES PAR DOMAINE

Après recueil des avis des instances consultatives, il est décidé la mutualisation suivante des effectifs de la commune de Le Haillan, classés par domaine de mutualisation :

Domaines	NOMBRE TOTAL D'Equivalents Temps Plein*	ETP compensés et non transférés	Renforts
Numérique et systèmes d'information	1	0.40	
Action économique et emploi	1		
Total général			2.40

*ETP et part d'ETP des agents mutualisés

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS DES SERVICES COMMUNS

Les services communs sont gérés par Bordeaux Métropole et lui sont rattachés.

En application de l'article L 5211-4-2 du CGCT, une fiche d'impact est annexée à la convention, présentant les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les avantages acquis pour les agents.

Cette fiche est présentée en Annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 5 : CONTRATS ET CONVENTIONS EXISTANTS

Selon le périmètre et le type de marchés et de contrats :

Bordeaux Métropole se substitue aux droits et obligations de la commune de Le Haillan dans le cadre des activités mutualisées.

Les contrats dont une liste indicative figure en Annexe 2 à la présente convention lui seront cédés par avenant.

ARTICLE 6 : BIENS MATERIELS

6.1 Locaux : Aucun bâtiment n'est mis à disposition par la commune de Le Haillan dans le cadre des activités mutualisées.

Un forfait d'entretien tel que défini dans la délibération n°2015/0533 du 25 septembre 2015 relative au financement de la mutualisation est calculé.

6.2 : Autres Biens : Aucun matériel et véhicule n'est transféré par la commune de Le Haillan dans le cadre des activités mutualisées.

Concernant les biens matériels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des biens matériels transférés à Bordeaux Métropole par la commune de Le Haillan est détaillée en Annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 7 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

La commune de Le Haillan mutualise le domaine Numérique et systèmes d'information avec Bordeaux Métropole. L'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune de Le Haillan sont transférés au service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Concernant les matériels, des infrastructures et logiciels transférés à Bordeaux Métropole et mis à disposition des agents communaux, les modalités d'utilisation seront précisées dans une charte de bon usage. Un inventaire de ces matériels sera réalisé et régulièrement actualisé.

La liste des matériels, des infrastructures, et logiciels figure en Annexes 4 et 4bis à la présente convention.

ARTICLE 8 : MODALITES DE FINANCEMENT

Les modalités de financement du service commun sont arrêtées dans la délibération du 25 septembre 2015 et, conformément à l'article 5211-4-2 du CGCT, les effets de la mise en commun des services seront pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation.

La délibération n° 2015/0533 du 25 septembre 2015 relative aux mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole figure en Annexe 5 à la présente convention.

Le montant prévisionnel de la compensation financière de la commune au titre de la mise en place des services communs est évalué dans l'Annexe 5bis à la présente convention. Le montant définitif sera arrêté par délibération début 2017 à la majorité qualifiée des communes membres et à la majorité simple du Conseil de Métropole dans le cadre de la révision des attributions de compensations, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts.

ARTICLE 9 : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Président de Bordeaux Métropole ou le Maire de la commune de Le Haillan, chacun pour ce qui le concerne, peut donner par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au responsable du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées avec les conséquences de droit qui y sont attachées.

ARTICLE 10 : REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Sans objet.

ARTICLE 11 : ARCHIVES PUBLIQUES

La commune de Le Haillan met à disposition de chacun des services communs auquel elle participe, les documents d'activité et les archives, sur support papier ou électronique, nécessaires au bon exercice des missions confiées, via des protocoles cosignés des services d'origine et de destination.

Les autres documents produits ou reçus par le service commun au titre des missions exercées pour la commune de Le Haillan, sous l'autorité fonctionnelle du Maire, sont également propriété de la commune de Le Haillan.

La commune de Le Haillan peut y accéder en tant que de besoin. Elle pourra en réclamer la restitution au terme de la présente convention ou de la Durée d'Utilité Administrative (DUA).

En fin de DUA, leur versement au service des archives définitives compétent ou leur élimination réglementaire, seront assurés par le service commun, sous l'autorité du Maire, dans le respect des procédures et textes applicables.

ARTICLE 12 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 13 : DISPOSITIF DE REVISION

Une révision des niveaux de services assurés par Bordeaux Métropole pour le compte de la commune de Le Haillan peut être envisagée par les parties. Elle fera l'objet d'une négociation qui prendra notamment en compte l'évolution des patrimoines gérés, le niveau de prestation souhaitée par la commune de Le Haillan, l'évaluation de l'impact sur les moyens affectés et la capacité de Bordeaux Métropole à prendre en compte ces évolutions. Cette révision pourra également déboucher sur une révision de l'attribution de compensation de la commune de Le Haillan. Toute révision se concrétisera par un avenant.

ARTICLE 14 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux, dans le respect des délais de recours après que les parties aient recherché un accord amiable.

Fait à Le Haillan le en 3 exemplaires.

Pour Bordeaux Métropole,

Pour la commune de Le Haillan,

Signature / Cachet

Signature / Cachet

Le Président,
Alain Juppé

Le Maire,
André Kiss

ANNEXE 1 : FICHE D'IMPACT RH

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN

Conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, « une fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents. La fiche d'impact est annexée à la convention. Les accords conclus sont annexés à la convention. La convention et ses annexes sont soumises à l'avis du ou des comités techniques compétents.... »

SOMMAIRE

1. Effectifs

- Périmètre : Domaines tels qu'ils apparaissent dans le schéma de mutualisation
- Direction d'affectation des agents
- Effectifs mutualisés : fonctionnaires et non titulaires
- Effectifs concernés à la fois par la mutualisation et par la clarification de compétences

2. Effets sur l'organisation :

- Lieu de travail et résidence administrative
- Missions et activités
- Temps de travail (modalités de calcul du temps de travail)
- Moyens matériels pour exercer l'activité
- Organisation hiérarchique (rattachement cible, service d'affectation, méthode d'évaluation)

3. Rémunération et droits acquis :

- Rémunération (régime indemnitaire, compléments, avantages accessoires)
- Déroulement de carrière (règles d'avancement; ratios ; CAP)
- Avantages acquis et prévoyance santé

1. Effectifs

1.1 Agents rejoignant les services communs au titre de la mutualisation (2 agents)

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation
1	Pôle ressources - informatique	C	Titulaire	Direction des infrastructures et de la production
2	Coordination ASD	B	Titulaire	Direction du développement et de l'aménagement - pôle territorial ouest

1.2 Agents concernés en partie par la mutualisation, par la régularisation des missions propreté, espaces verts et mobilier urbain et part les transferts de compétences : 0 agents

A titre d'information, sont également intégrés à Bordeaux Métropole les agents listés ci-après au titre à la fois de la mutualisation et de la clarification de la compétence propreté.

Agent (agent identifié par un numéro)	Direction d'origine	Catégorie : A B ou C	Statut (titulaire ou non titulaire)	Direction d'affectation

1.3 Les agents en disponibilité

Aucun agent en disponibilité

2. Effets sur l'organisation

2.1 Lieu de travail et résidence administrative

La résidence administrative des agents des services communs est fixée à l'Hôtel de Métropole, Esplanade Charles de Gaulle.

Pour la réalisation des missions, les agents des services communs de la commune de Le Haillan pourront être amenés à intervenir sur l'ensemble des sites de Bordeaux Métropole selon leur direction d'affectation.

A la mise en place des services communs la localisation des directions d'affectation est la suivante :

DG ou Pôle territorial	Direction d'affectation	Localisation	Nombre d'agents
Direction générale Numérique et SI	Direction des infrastructures et de la production	Mériadeck / Proximité	1
Pôle territorial ouest	Direction du développement et de l'aménagement	Le Haillan / PT Ouest	1

2 .2 Temps de travail

Les agents qui rejoignent les services communs adoptent le régime de temps de travail de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	LE HAILLAN
Temps de travail annuel	1 607h (1)	1560 h (suivant modalités de compte jours fériés/réels ou moyenne)
Durée journalière moyenne	7h15 (incluant la journée de solidarité)	7h24 (en minutes) et 7h40 en centièmes
Volume des congés	31,5j hors jours de fractionnement	27 jours (25+2 fractionnement)
Dispositif d'horaires variables avec acquisition de jours de RTT	Dans la limite de 19j/an	13 j ARTT
Modèle horaire journalier général	Plages de présence obligatoire : 9h30/11h30 et 14h/16h (15h30 le vendredi) Plages variables : 7h30/9h30 et 16h (15h30 le vendredi) à 18h30 pour cat C et 19h30 pour cat A/B	Plages de présence obligatoire : 9h00/12h00 et 14h/16h Plages variables : 8h15/9h00/12h/14h00/ et 16h (15h30 le vendredi) à 18h00 et 18h45 pour les services ouverts le mardi jusqu'à 18h30

Forfait cadre	Dans la limite de 19j/an pour les directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, directeurs de mission et chefs de service	Non concerné
Aménagement particulier de temps de travail	Temps de travail aménagé 4,5j/5j (sauf agents éligibles au forfait cadre) <u>OU</u> 9j/10j ;	Non concerné
Modalités d'exercice du temps partiel	Par réduction de la durée de la journée, ou sur une durée hebdomadaire ou par quinzaine	Par réduction de la durée de la journée sur la durée hebdomadaire ou par quinzaine
Monétisation du Compte Épargne Temps	Non	Non
<p>(1) pour certains services/secteurs d'activité, le temps de travail annuel est abaissé afin de tenir compte de sujétions particulières liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agents de conduite et de collecte chargés de l'enlèvement des ordures ménagères - Agents de conduite de l'unité centres de recyclage - Opérateurs de crémation, gardien-maître de cérémonie, personnels administratifs - Unité centrale de permanence - Unité sécurité - Agents grutiers et de lavage de la cellule apport volontaire - Agents d'exploitation affectés dans les centres de recyclage - Service de la propreté 		

2.3 Moyens matériels pour exercer l'activité

Les agents du service commun disposent des moyens matériels habituels pour exercer leur mission.

La liste des moyens matériels figure en annexe 3 de la convention. Elle sera actualisée si nécessaire en comité de pilotage Métropole.

2.4 Organisation hiérarchique et méthode d'évaluation.

Selon le type de mission réalisée, les agents des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de Bordeaux Métropole et sous l'autorité fonctionnelle du président de Bordeaux Métropole et/ou du Maire conformément au CGCT article L 5211-4-2.

Les agents provenant de la ville sont rattachés hiérarchiquement au directeur / directrice de leur direction d'accueil, qui définit et organise leurs missions et activités. L'évaluation annuelle est assurée par le supérieur direct de l'agent.

3. Rémunération et avantages acquis

3.1 Rémunération

Les agents du service commun conservent, s'ils y ont intérêt le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages collectivement acquis suivant les dispositions de l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Le montant du régime indemnitaire s'apprécie tous éléments confondus qu'ils soient liés au grade de l'agent, aux fonctions occupées, aux sujétions ou aux résultats tels que constatés dans la commune au 31 décembre 2016 et comparé aux montants servis à la Métropole.

Ainsi, chaque agent optera

- soit pour le maintien de son niveau d'origine de régime indemnitaire et de l'ensemble des avantages acquis relevant de la commune d'origine (détaillés au point 3.3) : option 1.
- soit pour la bascule vers le dispositif métropolitain, en ce qui concerne à la fois le régime indemnitaire et l'ensemble des avantages acquis (détaillés au point 3.3) : option 2.

Régime indemnitaire de grade :

Observation préalable :

- les valeurs indiquées pour Bordeaux Métropole ne tiennent pas compte de la revalorisation au 01/07/2016 de la valeur du point de 0,60%.

Filière administrative :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Echelon	METROPOLE	LE HAILLAN
C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif de 2ème classe		321,53	173.12
		Adjoint administratif de 1ère classe		326,69	
		Adjoint administratif principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint administratif principal de 1ère classe		360,55	
B	Rédacteurs territoriaux	Rédacteur	1 à 5	484,34	
			6 à 13		359,48
		Rédacteur principal de 2ème classe	1 à 4	511,37	
			5 à 13		
		Rédacteur principal de 1ère classe		552,40	
A	Attachés territoriaux	Attaché		678,12	
		Attaché principal		823,07	
		Directeur		916,00	
	Administrateurs territoriaux	Administrateur		1 536,27	
		Administrateur hors classe		2 050,01	

Filière technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Echelon	METROPOLE	LE HAILLAN
C	Adjointes techniques territoriales	Adjoint technique de 2ème classe		288,59	
		Adjoint technique de 1ère classe		289,62	
		Adjoint technique principal de 2ème classe		291,67	
		Adjoint technique principal de 1ère classe		303,00	
	Agents de maîtrise territoriales	Agent de maîtrise		366,83	
		Agent de maîtrise principal		377,12	
B	Techniciens territoriaux	Technicien		356,03	
		Technicien principal 2ème classe		474,18	
		Technicien principal 1ère classe		582,04	
A	Ingénieurs territoriaux ET Des Ingénieurs en chef NB : 2 cadres d'emploi suite au reclassement statutaire 2016	Ingénieur		793,53	
		Ingénieur principal			
		Ingénieur hors classe			
		Ingénieur en chef de classe normale			
		Ingénieur en chef hors classe			
		Ingénieur général			

Filière culturelle :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Echelon	METROPOLE	LE HAILLAN
C	Adjointes territoriales du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe		326,68	
		Adjoint du patrimoine de 1ère classe		326,70	
		Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe		339,04	
		Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		360,67	

B	Assistants territoriaux de conservation	Assistant de conservation	1 à 5	438,01	
		Assistant de conservation	6 à 13	438,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	1 à 4	542,02	
		Assistant de conservation principal 2ème classe	5 à 13	542,04	
		Assistant de conservation principal 1ère classe		542,04	
A	Bibliothécaires territoriaux	Bibliothécaire		678,13	
	Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	Attaché de conservation du patrimoine		678,13	
	Conservateurs territoriaux du patrimoine	Conservateur du patrimoine		823,16	
		Conservateur du patrimoine en chef		915,23	

Filière médico sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	LE HAILLAN
A	Médecins territoriaux	Médecin 2ème classe		295,11	
		Médecin 1ère classe		297,94	
		Médecin hors classe		330,93	
	Psychologues	Psychologue de classe normale		260,19	
		Psychologue hors classe		260,19	

Filière médico technique :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	LE HAILLAN
B	Techniciens paramédicaux territoriaux	Technicien paramédical de classe normale		356,17	
		Technicien paramédical de classe supérieure		368,79	

Filière animation :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	LE HAILLAN
C	Adjoints territoriaux d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe		158,24	
		Adjoint d'animation de 1ère classe		161,56	
		Adjoint d'animation principal de 2ème classe		260,02	
		Adjoint d'animation principal de 1ère classe		290,09	

Filière sanitaire et sociale :

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Ech.	METROPOLE	LE HAILLAN
B	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif		394,03	
	Assistants territoriaux socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal		484,05	
A	Conseillers territoriaux socio-éducatifs	Conseiller socio-éducatif		678,15	

Régimes indemnitaires liés aux fonctions, sujétions ou aux résultats :

Catégorie	METROPOLE	LE HAILLAN
A	Prime de Fonction et de Résultats versée à l'ensemble du cadre d'emploi des administrateurs et aux emplois fonctionnels Par de régime indemnitaire lié aux fonctions ni aux résultats pour les autres agents de catégorie A	
B	Néant	
C	Uniquement sur le cadre d'emplois des agents de maîtrise exerçant des fonctions de chef de travaux/surveillant de travaux	

Nouvelle Bonification Indiciaire :

Catégorie de personnel	METROPOLE	LE HAILLAN
A	Attribution selon les fonctions exercées au regard des sujétions définies par le décret	
B		
C		

3-2 Déroulement de carrière (règles d'avancement ; ratios ; CAP)

Les agents de la commune qui rejoignent les services communs relèveront du dispositif de déroulement de carrière de Bordeaux Métropole.

	METROPOLE	LE HAILLAN
Dates d'avancement	<p>Pour les échelons : à la date à laquelle les conditions sont réunies pour un avancement à la durée minimum (cadencement unique à compter du 1/1/2017)</p> <p>Pour les avancements de grades : à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Pour la promotion interne : suite à mobilité, à la prise de poste correspondant au nouveau cadre d'emplois</p>	<p>Avancements d'échelons au minimum</p> <p>Avancements de grade/à la date de la CAP ou après si les conditions statutaires ne sont pas remplies à la date de la CAP</p> <p>Promotion interne/à la date de la CAP suivant missions</p>

Ratios d'avancement de grades	Fixés par délibération, de façon spécifique pour chaque grade et selon qu'il s'agit d'un avancement au choix ou suite à réussite à l'examen professionnel	100%
Promotion interne	Le nombre de droits à PI au titre d'une année donnée est déterminé en croisant les droits statutaires découlant des recrutements intervenus et les postes vacants ou susceptibles de l'être (départs programmés) à un horizon de 6 mois. Sont ensuite déduits le nombre d'agents restant sur liste d'aptitudes issues des précédentes CAP et non encore nommés.	Critères du CDG 33

3-3 Avantages acquis et prévoyance santé

Aux termes de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent être considérés comme avantages acquis : « *Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi* », c'est-à-dire avant 1984, et qu'elles ont depuis lors maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents.

Sous réserve de la production, par la commune, des éléments permettant d'établir le caractère d'avantage acquis au titre de l'article 111 précité, les compléments de rémunération pourront être maintenus aux agents manifestant le souhait de se les voir conserver, dans les conditions prévues au point 3.1. Dans la négative, les ex-agents communaux relèveront des avantages acquis de Bordeaux Métropole.

En tout état de cause, quelque soit l'option choisie par l'agent (maintien de son niveau de régime indemnitaire antérieur et de ses avantages acquis ou bascule vers le dispositif métropolitain), la garantie maintien de traitement sera applicable à l'ensemble des agents transférés à la Métropole. Dans l'hypothèse d'un contrat groupe conclu par la commune prévoyant une garantie maintien de salaire allant au-delà du seul traitement de base (ex : maintien du régime indemnitaire), la Métropole se substituera à la commune pour l'exécution de ce contrat dans des conditions inchangées, jusqu'à son échéance.

En termes de protection sociale complémentaire visant à couvrir les frais de santé, les agents transférés bénéficieront de la convention de participation conclue par la Métropole avec l'IPSEC dans les mêmes conditions que les effectifs métropolitains au 1/1/2017, en ce qui concerne tant les niveaux de couverture que les tarifs de cotisation ou encore la participation financière de l'employeur au règlement de cette cotisation.

Les agents transférés conservent également, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables dans leur commune d'origine au titre d'un label prévu à l'article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Typologie	METROPOLE	LE HAILLAN
Primes exceptionnelles	Prime semestrielle de 425,34 € soit 70,89€/mois , versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel Prime de transport de 19,44€/mois (à l'exclusion des agents déjà bénéficiaires par ailleurs d'une autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service, d'un véhicule de fonction)	Prime semestrielle de 1370 € soit 685 p/semestre , versée en mai et novembre et proratisée pour les agents à temps partiel Revalorisée tous les ans selon coût de la vie Insee Pas de prime de transport Uniquement participation réglementaire employeur sur justificatifs
Garantie maintien de salaire en cas de maladie	Oui : la métropole verse l'exacte compensation financière de la perte de traitement indiciaire et régime indemnitaire liée à la réglementation sur le congé maladie. Le régime indemnitaire n'est abattu de 50% qu'à compter de 90 jours d'arrêt consécutifs. Il n'est dans ce cas de figure pas compensé.	Oui dispositif individuel labellisé
Prime de départ en retraite	Oui : équivalent 2 mois de pensions , versée au mois du départ	NON
Autres avantages divers	Indemnité compensatrice de repas de 3,30 euros par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur Titres restaurant par jour travaillé pour les agents n'ayant pas accès à une offre de restauration collective dont le coût est pour partie pris en charge par l'employeur.	NON Pas d'indemnité repas ni de titres restaurant, mais adhésion au CNAS prise en charge par la collectivité

ANNEXE 2 : LISTE INDICATIVE DES MARCHES MUTUALISES
A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN

COMMUNE	OBJET DU MARCHÉ	TITULAIRE
LE HAILLAN	La maintenance préventive et curative de 17 (+1 par avenant) (photo)copieurs numériques noir et blanc, et mixtes noir et couleur de marque Konica Minolta de la Ville du Haillan.	R2S
LE HAILLAN	La fourniture de divers matériels informatiques dans le cadre de la mise à jour du parc de la commune, notamment en ordinateurs de bureau et portables, moniteurs, claviers, souris, tablettes, casques, disques durs externes et produits d'entretien adaptés	Cybertek
LE HAILLAN	contrat de maintenance installation téléphonique de la ville	Acteis
LE HAILLAN	renouvellement des marchés opérateur téléphone et internet	orange/SFR/adista
LE HAILLAN	Environnement technique	CEGID
LE HAILLAN	Gestion financière	CEGID
LE HAILLAN	Maintenance RH	CEGID
LE HAILLAN	Maintenance univers BO Gestion Financière	CEGID
LE HAILLAN	Maintenance univers BO RH	CEGID
LE HAILLAN	Maintenance Interface	CEGID
LE HAILLAN	Forfait de délivrance de patchs-envt technique	CEGID
LE HAILLAN	Assistance téléphonique	CEGID
LE HAILLAN	ADAGIO + ADAGIO SIG	ARPEGE

LE HAILLAN	ARPEGE MELODIE	ARPEGE
LE HAILLAN	ARPEGE REQUIEM + REQUIEM SIG	ARPEGE
LE HAILLAN	maintenance CONCERTO & ram, interface comptable, interface sepa prélèvement, module inscription a la carte, module facture guichet, module planning, interface CB, module transports	ARPEGE
LE HAILLAN	maintenance et assistance concerto presto	ARPEGE
LE HAILLAN	maintenance et assistance logiciel de pointage mobilité opus	ARPEGE
LE HAILLAN	adjonction de licences concerto mobilité opus	ARPEGE
LE HAILLAN	adjonction de licences concerto mobilité opus supplémentaire	ARPEGE
LE HAILLAN	Hébergement portail famille	ARPEGE
LE HAILLAN	contrat maintenance et assistance	ARPEGE
LE HAILLAN	Arpège diffusion	ARPEGE
LE HAILLAN	LIBRE FONCIER	OPERIS
LE HAILLAN	Spatial France (anciennement STAR APIC) Logiciel de gestion Cartographique du territoire et des infrastructures ST	OPERIS
LE HAILLAN		ORACLE
LE HAILLAN	contrat de maintenance de progiciel	CRESCENDO
LE HAILLAN	contrat de maintenance et d'hébergement du portail cassioweb	CRESCENDO
LE HAILLAN	LOGICIEL LUDOTHEQUE	DYADE
LE HAILLAN	LOGICIEL CYBERBASE	RYXEO
LE HAILLAN	Logiciel Gestion du temps	BODET
LE HAILLAN	BODET LICENCE RH UTILISATEURS CONTRAT D'ASSISTANCE ET SUPPORT OPTION PERFORMANCE	BODET
LE HAILLAN	ABONNEMENT ANNUEL ET LOGICIEL PACK 3 ANS	CDCFAST
LE HAILLAN	logiciel police	AGELID

LE HAILLAN	LOGICIEL SERVICE CULTURE	TIS
LE HAILLAN	HEBERGEMENT SITE INTERNET	VERNALIS
LE HAILLAN	contrat de maintenance des pabx	Acteis
LE HAILLAN	abonnement et communication	SFR
LE HAILLAN	Acces T2-15cx, Acces T0 (grpt2 T0), la GTR 8h, SDA, fixe/fixe externes, fixe/mobile externes, fixe/mobile internes	SFR
LE HAILLAN		Adista
LE HAILLAN	contrat de maintenance salle George Ricart	bodet Booky
LE HAILLAN	contrat de maintenance salle de la Sablière	bodet Booky

ANNEXE 3 : BATIMENTS ET MATERIELS

A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN

1. Locaux

La commune de Le Haillan ne propose pas de bâtiment à la mutualisation.

2. Matériel :

La commune de Le Haillan ne propose pas de matériel à la mutualisation.

ANNEXE 4 : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION
**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN**

		Nb d'équipements transférés (n'intègre pas les équipements loués)	<i>Dont consacrés à un usage par les services communaux (exclusion faite des équipements utilisés par les services communs)</i>
a) Postes et terminaux utilisateurs			
	Station de travail agents - Basique	113	112
	Station de travail agents - Avancée	13	13
	Client léger	0	0
	PC Portable - Basique	16	15
	PC Portable - Ultra-portable	9	9
	Postes écoles	32	32
	Téléphones mobiles	34	33
	Tablettes	12	12
	Smartphones	5	5
	VPI et TNI	0	0
	Imprimantes individuelles	10	10
	Multifonctions	21	21
	Fax	0	0
	Vidéo-projecteur	7	7
b) Equipements spécifiques			
	Terminaux radio	0	0

	Serveurs catégorie 1	3	3
	Serveurs catégorie 2	1	1
	Baies stockage	2	2
	Sauvegarde	6	6
	Console	0	0
	Appliances	9	9
C) Equipements réseau			
	Switch	18	18
	Infrastructure réseau	2	2
	Chaine internet	0	0
	Bornes Wifi	5	5
	Téléphones fixes IP et analogique	123	122
	DECT (bornes et terminaux)	0	0
	Autocommutateurs	3	3
	Fibre	13	13

ANNEXE 4bis : NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION

**A LA CONVENTION CADRE POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS
ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET LA COMMUNE DE LE HAILLAN**

		Domaine mutualisé par la commune	Caractérisation de l'application	
			Nom / titre de l'application	Editeur ou Développement interne
Productivité / transverses				
	Corecal Windows			
	Bureautique			
	Espaces collaboratifs			
	Visio conférence			
	Suite créative		SUITE ADOBE PHOTOSHOP, INDESIGN, ILLUSTRATOR	Editeur
	Soft Phone			
	Analyse de données (Data mining, BI, ...)			
	Dématérialisation		Suivant procédés certificats cdc fast sylae helios dgfp	Editeur
Métiers				
	Finances	oui	Cegid finances/arpege concerto pour la régie	Editeur
	Commande publique	oui	Cegid finances	Editeur
	Ressources humaines	Oui	Cegid rh	Editeur

Affaires juridiques	non		
Ressources humaines	oui	Kelio bodet	Editeur
Bâtiments/Stratégie immobilière et foncière/Logistique/Moyens généraux	oui	Téléphonie/console pabx/bâtiments/afi/	Editeur
Fonctions transversales	Oui	En partie informatique et archives/vmware et veeam	archives rien/informatique éditeurs
Espaces verts	oui	Espaces verts/afi	Editeur
Propreté	non		
Voirie et DP	non	Voirie/logiciels radars	Editeur
Cadre de vie, urbanisme, et AOS	Oui	Urbanisme/apic et livre foncier	Editeur
Animation économique et Emploi	Oui	En partie	
Transports	non		
Logement, Habitat et Politique de la ville	non	Arpège sonate ms pas géré par la ville	Editeur
Solidarités et citoyenneté	Oui	Citoyenneté /Arpège adagio	Editeur

Education	Oui	Arpège concerto (éducation restauration jeunesse portail famille)	Editeur
Population	oui	Arpège mélodie	Editeur
Cimetiere	Oui	Requiem (Arpège)	Editeur
Sport	Oui	Booky bodet/acces salles	Editeur
Société	Non		
Culture	oui	Salle de spectacles/Logiciel de gestion spectacles TIS	Editeur
Communication	oui	Site de la ville externalisé Vernalis	Editeur
Bibliothèque	Oui	Crescendo et portail cassioweb	Editeur
Police	Oui	Agelid	Editeur
Cyberbase	Oui	Ryxeo	Editeur
Ludothèque	Oui	Dyade	Editeur
Middleware et logiciels supports			
Réseaux, voix, data			
Bases de données	Oui	Oracle	Editeur

Ordonnanceur / automate d'exploitation			
Supervision des applications et des composants techniques			
Sauvegarde (50 To)		Veeam	Editeur
Gestion / supervision des données et droits associés			
Système de gestion de bases de données relationnelles			
Système de gestion de bases de données relationnelles			
Gestion des annuaires techniques			
Gestion des éditions			
Virtualisation de serveurs	Oui	VMWARE	Editeur
Supervision réseau			
Virtualisation d'applications			
Gestion des impressions			
Monitoring, pilotage et supervision			
Outils de gestion du support : gestion des tickets, MDM, gestion du parc	Oui	GLPI	Editeur
Administration des postes, télédistribution			
Logiciels sécurité (antivirus, firewall logiciels, outils de cryptage et de gestion de clés,...).	Oui	Fsecure//licence parefeux sophos	Editeur
Pilotage de l'activité et			

des projets			
-------------	--	--	--

BORDEAUX METROPOLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE

**Séance du 25 septembre 2015
(convocation du 18 septembre 2015)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Septembre Deux Mil Quinze à 09 Heures 30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de BORDEAUX METROPOLE.

ETAIENT PRESENTS :

M. JUPPE Alain, M. ANZIANI Alain, M. CAZABONNE Alain, M. DUPRAT Christophe, Mme BOST Christine, M. LABARDIN Michel, M. BOBET Patrick, M. RAYNAL Franck, M. MANGON Jacques, M. MAMERE Noël, M. PUJOL Patrick, Mme JACQUET Anne-Lise, Mme MELLIER Claude, Mme VERSEPUY Agnès, M. DUCHENE Michel, M. TOUZEAU Jean, Mme WALRYCK Anne, M. ALCALA Dominique, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, Mme FERREIRA Véronique, M. HERITIE Michel, Mme KISS Andréa, M. PUYOBRAU Jean-Jacques, M. SUBRENAT Kévin, M. TURBY Alain, M. TURON Jean-Pierre, M. VERNEJOUL Michel, Mme ZAMBON Josiane, Mme AJON Emmanuelle, M. AOUIZERATE Erick, Mme BEAULIEU Léna, Mme BERNARD Maribel, Mme BLEIN Odile, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BOUDINEAU Isabelle, M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume, M. BOUTEYRE Jacques, Mme BOUTHEAU Marie-Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CALMELS Virginie, Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie, M. CAZABONNE Didier, Mme CHABBAT Chantal, M. CHAUSSET Gérard, Mme CHAZAL Solène, Mme COLLET Brigitte, M. COLOMBIER Jacques, Mme CUNY Emmanuelle, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DELLU Arnaud, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUBOS Gérard, Mme FAORO Michèle, M. FELTESSE Vincent, M. FEUGAS Jean-Claude, M. FLORIAN Nicolas, Mme FORZY-RAFFARD Florence, M. FRAILE MARTIN Philippe, Mme FRONZES Magali, M. GARRIGUES Guillaume, M. GUICHARD Max, M. GUICHOUX Jacques, M. HICKEL Daniel, M. HURMIC Pierre, Mme IRIART Dominique, M. JUNCA Bernard, Mme LACUEY Conchita, Mme LAPLACE Frédérique, M. LE ROUX Bernard, Mme LEMAIRE Anne-Marie, M. LOTHAIER Pierre, Mme LOUNICI Zeineb, Mme MACERON-CAZENAVE Emilie, M. MARTIN Eric, M. NJIKAM MOULIOM Pierre De Gaétan, Mme PEYRE Christine, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, Mme POUSTYNNIKOFF Dominique, M. RAUTUREAU Benoit, Mme RECALDE Marie, M. ROBERT Fabien, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, Mme ROUX-LABAT Karine, Mme TOURNEPICHE Anne-Marie, M. TURNERIE Serge, Mme TOUTON Elizabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme VILLANOVE Marie-Hélène.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. CAZABONNE Alain à partir de 13h20
M. DUPRAT Christophe à M. DUCHENE Michel à partir de 11h35
M. LABARDIN Michel à Mme TOUTON Elisabeth à partir de 13h30
M. DAVID Alain à M. HERITIE Michel
M. RAYNAL Franck à M. MARTIN Eric à partir de 9h50
M. MANGON Jacques à Mme IRIART Dominique à partir de 13h05
Mme VERSEPUY Agnès à Mme PIAZZA Arielle jusqu'à 10h45 et à partir de 12h20
Mme TERRAZA Brigitte à M. BOURROUILH-PAREGE Guillaume
M. COLES Max à M. SUBRENAT Kévin
M. TURBY Alain à Mme JACQUET Anne-Lise à partir de 12h
Mme AJON Emmanuelle à Mme DELAUNAY Michèle à partir de 12h30
M. AOUIZERATE Erick à M. GARRIGUES Guillaume à partir de 13h05
Mme BOUTHEAU Marie-Christine à Mme CASSOU-SCHOTTE Sylvie à partir de 12h10
Mme CALMELS Virginie à M. ALCALA Dominique à partir de 12h30
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZABONNE Didier
Mme CHAZAL Solène à Mme MACERON-CAZENAVE Emilie à partir de 12h40
Mme COLLET Brigitte à Mme WALRYCK Anne à partir de 13h20
M. DAVID Jean-Louis à M. LOTHAIER Pierre à partir de 13h20
M. DAVID Yohan à Mme BREZILLON Anne à partir de 12h30

M. DELAUX Stéphan à M. BONNIN Jean-Jacques à partir de 12h15
Mme DESSERTINE Laurence à Mme ROUX-LABAT Karine à partir de 10h
M. FETOUH Marik à Mme VILLANOVE Marie-Hélène
M. FLORIAN Nicolas à M. BOBET Patrick à partir de 10h40
Mme FORZY-RAFFARD Florence à M. HICKEL Daniel à partir de 12h55
Mme FRONZES Magali à M. FRAILE-MARTIN Philippe de 10h à 11h30
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. BRUGERE Nicolas
M. HURMIC Pierre à M. ROSSIGNOL-PUECH Clément à partir de 13h35
Mme JARDINE Martine à M. DELLU Arnaud
Mme LACUEY Conchita à M. PUYOBRAU Jean-Jacques à partir de 12h30
M. LE ROUX Bernard à M. TURNERIE Serge à partir de 12h40
Mme LEMAIRE Anne-Marie à Mme LAPLACE Frédérique à partir de 13h35
Mme LOUNICI Zeineb à Mme POUSTYNNIKOFF Dominique jusqu'à 10h15
M. MILLET Thierry à Mme PEYRE Christine
M. PADIE Jacques à M. GUICHARD Max
M. RAUTUREAU Benoit à M. PUJOL Patrick à partir de 12h05
Mme RECALDE Marie à M. ANZIANI Alain de 9h50 à 10h20 et à partir de 12h30
M. ROBERT Fabien à M. JUNCA Bernard à partir de 10h30
M. SILVESTRE Alain à Mme BERNARD Maribel
Mme THIEBAULT Gladys à Mme CHABBAT Chantal
M. TRIJOULET Thierry à Mme FERREIRA Véronique à partir de 12h20

EXCUSES :

M. MAMERE Noël à partir de 11h20
M. CHAUSSET Gérard à partir de 13h30
M. COLOMBIER Jacques à partir de 11h35

LA SEANCE EST OUVERTE

**Projet Métropole - Mécanismes de financement de la mutualisation à
Bordeaux Métropole - Modification**

Monsieur BOBET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 2015/0253 du 29 mai 2015, le Conseil de Bordeaux Métropole a défini les principes et les modalités de chiffrage et facturation des différents dispositifs de mutualisation, en cohérence avec le projet de schéma de mutualisation de Bordeaux Métropole adopté le même jour.

Compte tenu de l'avancée des travaux de chiffrage et des ajustements décidés sur l'organisation et le fonctionnement des futurs services communs, des modifications mineures de l'annexe précisant les modes de calcul se sont avérées nécessaires afin d'assurer la cohérence juridique et financière du dispositif.

Le présent rapport détaille les modifications apportées au projet initial. Ces modifications n'ont pas pour objet une remise en cause des principes basés sur un mécanisme d'imputation de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle en ce qui concerne les services communs, ni même des formules de calcul s'inspirant des dispositions prévues à l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans les cas de transferts de compétences.

Ces modifications de l'assiette et des modalités de calcul s'inspirent de la nécessité de veiller à l'équité de la répartition des charges entre les budgets des communes et de la Métropole, sans que le dispositif ne génère globalement de charges nouvelles. Les échanges nombreux avec les communes ont permis d'ajuster ou de préciser les formules dans le respect de ces objectifs.

Il vous est proposé de valider l'annexe initiale rectifiée, sous sa forme complète.

Les modifications sont les suivantes :

- La durée d'amortissement prise comme référence pour le calcul des frais de renouvellement des logiciels est portée à 7 ans, en dérogation avec la norme de la M14 qui n'a qu'une valeur indicative de 2 ans. La durée initialement fixée à 5 ans par la délibération du 29 mai ne correspondait pas à la durée de l'amortissement économique constatée dans les travaux conduits avec les communes.

- Le paragraphe suivant est supprimé :

En ce qui concerne spécifiquement les systèmes d'informations urbanisés (système d'information financier ou ressources humaines par exemple) et outils informatiques métiers, et à condition que ces marchés et ces systèmes soient transférés au service commun via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personne publique (après accord du titulaire), seul le coût de maintenance sera pris en compte (poste 2). En effet, la recette générée pour la Métropole couvrira le coût de ces marchés jusqu'à leur extinction puis le coût d'acquisition et / ou de maintenance de futurs systèmes d'informations uniques pour les services communs pouvant être acquis sur le fondement de l'article L.5211-4-3 du CGCT.

- Il est remplacé par le paragraphe suivant :

« Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés au service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune, qui assure alors l'accès à distance à des outils pour le fonctionnement des services communs. Une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à s'assurer de la qualité du service attendue. »

La modification est justifiée par la nécessité de donner les moyens financiers à la Métropole pour assumer ses missions de support informatique tout en assurant une gestion globale des infrastructures et matériels qui garantissent une efficience respectant les objectifs de la mutualisation.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Bordeaux Métropole,

VU les articles L.5211-4-1, L.5211-4-2 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales tels qu'ils résultent de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014,

VU la délibération n° 2015/0227 du 29/05/2015 portant validation du projet de schéma de mutualisation de la Métropole,

VU la délibération n°2015/0253 du 29/05/2015 portant définition des mécanismes de financement de la mutualisation à Bordeaux Métropole,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QU'il convient de modifier les mécanismes de répartition financière des charges liées à la mutualisation entre la Métropole et les communes membres.

DECIDE

Article 1 : Les principes et les modalités de calcul de la compensation des charges pour les transferts de services au sein des services communs, les mises à disposition ascendantes et descendantes et les prestations de services tels qu'exposés, définis et modifiés dans l'annexe à la présente délibération sont approuvés.

Article 2 : Il sera fait application du présent dispositif dans les annexes financières des conventions de mutualisation et dans les fiches d'impact de ces mêmes conventions, ainsi que dans les contrats d'engagement.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité des suffrages exprimés.
Le groupe des élus Communistes et apparentés s'abstient

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 25 septembre 2015,

Pour expédition conforme,
par délégation,
Le Vice-Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
2 OCTOBRE 2015**

PUBLIÉ LE : 2 OCTOBRE 2015

M. PATRICK BOBET

ANNEXE A LA DELIBERATION FINANCEMENT DE LA MUTUALISATION A BORDEAUX METROPOLE

Le financement des services communs

La méthodologie proposée ci-dessous permet de réviser les attributions de compensation des communes concernées au moment du transfert et de faire porter la dynamique des charges dès l'année suivante par la Métropole.

Le principe de financement est une imputation annuelle sur l'attribution de compensation définie lors de la mise en place des conventions de services communs. Cette solution a l'avantage de la simplicité de gestion (pas de mécanisme lourd avec clés de répartition à gérer dans le temps), donc des économies de fonctionnement, et de la lisibilité.

Par analogie avec les modalités de facturation prévues pour les mises à disposition (décret n° 2011-515 du 10 mai 2011) et en cohérence complète avec les objectifs de la loi MAPTAM, il est proposé de déterminer des coûts unitaires de fonctionnement pour les services ou parties de service transférés par les communes aux services communs.

✓ Principes de calcul proposés

- L'évolution annuelle du coût unitaire (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires, inflation...) après transfert, sera prise en charge par la Métropole.
- Les attributions de compensation pourront être révisées à la hausse ou à la baisse, comme prévu dans le projet de contrat d'engagement, lorsqu'un besoin nouveau pérenne ou récurrent d'une commune (ou quelques communes) entraîne une augmentation de la charge pour la Métropole, ou que la commune (ou les communes) demande(nt) de manière pérenne une diminution du niveau de service permettant de baisser les charges de la Métropole.
- Le calcul de la compensation financière fera l'objet d'une fiche d'impact pluriannuelle type précise par commune mutualisant des domaines ou des parties de domaines. Elle nécessitera une cartographie préalable des activités et moyens associés, donc des charges directes et immobilisations transférées pour réaliser des évaluations au cas par cas.

- L'ensemble des données prises en compte vise les chiffres des comptes administratifs de l'année précédant la signature des conventions. L'ensemble des charges indirectes et directes sera évalué sur la base du dernier compte administratif disponible sauf en cas d'année exceptionnelle pour une charge auquel cas elle portera sur les données des 3 derniers exercices.

✓ Eléments de calcul proposés

Il est recherché le coût le plus proche du coût réel d'une unité en fonctionnement et en investissement constaté dans les communes.

Il est proposé au terme des travaux conduits entre les services communaux et métropolitains que le calcul tienne compte de 5 postes :

1/ Le coût réel des équivalents temps plein (ETP) transférés par les communes (salaires charge incluant les prestations à caractère social ou collectif). Il est précisé qu'il est fait référence aux postes transférés et non aux agents. Ainsi, par exemple, il n'est pas tenu compte des personnels originaires d'un service en position de disponibilité.

2/ Les charges directes réelles de fonctionnement indispensables à l'activité propre du service (fournitures, contrats de services rattachés, contrats de maintenance...) qui seront transférées à la Métropole sur la base du dernier compte de gestion ou compte administratif disponible (ou les trois derniers en cas de situation exceptionnelle). Les frais d'entretien des immobilisations transférées ne sont pas pris en compte dans la mesure où il est prévu de compenser le coût de renouvellement, donc une valeur à neuf, dans le poste suivant. En effet, cela pourrait conduire à une double compensation dans les cas dans lesquels les frais d'entretien sont élevés et la durée d'amortissement courte.

Il convient de rappeler que les marchés en cours d'exécution aujourd'hui dans chaque établissement ou collectivité ou lors de la création du service commun ne peuvent être utilisés indifféremment par l'un ou l'autre, ou mis à disposition d'un autre pouvoir adjudicateur que celui qui les a conclus.

Quant au transfert des marchés en cours d'exécution dans les communes au bénéfice de la Métropole, il ne peut intervenir en principe que dans le cadre d'un transfert de compétences à la Métropole et sous réserve qu'il participe à la mise en œuvre de ces compétences. La Métropole se substitue alors dans les rapports contractuels noués antérieurement par les villes anciennement compétentes.

Concrètement, les marchés initialement conclus par les villes et par La Cub pour leurs besoins respectifs devraient continuer à s'exécuter séparément jusqu'à leurs termes. Ces marchés ne peuvent en principe être transférés dans le cadre de la création de services communs : elle n'est pas constitutive de transfert de compétence.

Dans ces conditions, en cas d'absence de transfert, il est proposé que la Métropole assume via une convention financière passée avec chaque commune, le remboursement du coût des contrats (maintenance, fourniture...). En contrepartie ce coût sera intégré dans la révision de l'attribution de compensation jusqu'à extinction desdits marchés puis permettra de financer les nouveaux marchés uniques passés par les services communs métropolitains.

Néanmoins, certains marchés pourront être « transférés » aux services communs s'ils sont nécessaires au fonctionnement du service transféré notamment par le biais de conventions de mise à disposition de moyens. Dans ce cas la Métropole prendra en charge le coût de ces outils (maintenance, serveurs...) avec en contrepartie une révision de l'attribution de compensation de la commune.

De plus, il convient de signaler que l'article L. 5211-4-3 du CGCT prévoit que : « Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale ».

Cet article permettra donc aux services communs de conclure des nouveaux marchés pour réaliser leurs missions (marché de maintenance informatique, achat de balayeuses...) sans recourir à un groupement pour les communes mutualisées.

3/ Le coût de renouvellement des immobilisations hors bâtiments non transférés (matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques-métiers dédiés, bâtiments techniques...) nécessaires au fonctionnement du service déterminé sur la base d'un coût de renouvellement annualisé. Ce poste concerne principalement les services opérationnels.

Le coût du financement de l'immobilisation est pris en compte : la part des intérêts dans l'endettement global ou dédié à l'acquisition du bien est intégrée au calcul sur la base d'une méthodologie identique à celle appliquée pour les transferts de compétences. En cas d'emprunt dédié, ce dernier est transféré à la Métropole par la commune (transfert de l'actif et du passif). Dans le cas d'emprunts globalisés, la commune conservera la part de dette, déterminée conjointement par les services communaux et métropolitains, ayant servi au financement de l'équipement et la Métropole lui reversera par convention la quote-part annuelle d'annuité jusqu'à extinction.

Le « coût initial » de l'équipement est son coût d'acquisition ou son coût de réalisation.

L'évaluation sera faite sur la base de la reconstitution d'amortissements à partir des données des comptes administratifs (ou comptes de gestion) de la commune. Les durées maximales d'amortissement prévues dans le barème indicatif de l'instruction budgétaire et comptable M14 sont retenues. Par exception à ce barème indicatif, la durée d'amortissement des logiciels est portée à 7 ans.

La détermination d'un coût de renouvellement repose sur une approche patrimoniale avec la reconstitution d'une valeur à neuf, sauf en cas d'acquisition par occasion. A défaut d'éléments sur ce coût de renouvellement, plusieurs méthodes alternatives peuvent être proposées :

- . Proposition d'un prix de renouvellement au m² forfaitaire,
- . Valeur de remplacement en cas de sinistre (à obtenir auprès de l'assureur de la commune),
- . Méthode par comparaison,
- . Evaluation par France Domaine (si possible).

Dans le cas particulier des infrastructures et systèmes d'information :

Si la commune mutualise le domaine numérique et systèmes d'information avec la Métropole, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels de la commune sont transférés du service commun. Dans ce cas, l'ensemble des coûts nécessaires au fonctionnement de ce domaine est pris en compte dans le calcul de la révision de l'attribution de compensation : coûts de fonctionnement, d'assistance, de renouvellement, d'entretien, d'administration et de maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques (après transfert des contrats correspondants via une convention de mise à disposition de moyens et une cession de marchés entre personnes publiques).

Si la commune ne transfère pas ce domaine, l'ensemble des matériels, infrastructures et logiciels reste de la responsabilité de la commune. Ceci-concerne également les domaines mutualisés jusqu'à ce que la convergence applicative de ceux-ci soit conduite. Dans ce cas, une évaluation de l'ensemble de ces coûts nécessaires au fonctionnement des activités mutualisées est réalisée lors de la création du service commun : fonctionnement, assistance, renouvellement, entretien, d'administration et maintenance des systèmes d'information et des infrastructures et matériels informatiques ; mais sa prise en compte dans le calcul de révision de l'attribution de compensation n'intervient qu'une fois la convergence applicative réalisée. Les modalités de fonctionnement des domaines mutualisés concernés sont précisées dans les contrats d'engagement de façon à assurer un service de qualité.

4/ Le forfait entretien des bâtiments non transférés par m2 et par agent transféré.

En l'absence de cession par la commune des bâtiments occupés par les services/agents transférés, ce forfait se substitue à la compensation d'un loyer théorique pour les bâtiments non transférés.

En cas de cession des bâtiments occupés par les services/agents transférés par la commune, l'attribution de compensation de la commune sera révisée à compter de l'année suivant cette cession afin d'intégrer dans la compensation un loyer au m2 multiplié par le nombre d'ETP transférés par la commune à compter du 8ème agent par service (à l'exception des bâtiments techniques transférés qui sont facturés au coût réel sur la base des dotations aux amortissements).

A cette fin, il est nécessaire que la mutualisation des services au sein de services communs s'accompagne de la définition et de la mise en œuvre d'une stratégie immobilière des services à l'échelle de la Métropole sur le mandat, qui sera élaborée conjointement par les communes et les services métropolitains afin d'analyser les possibilités d'optimisation immobilière (redéploiement, cession, location par la Métropole).

Le forfait est déterminé pour chaque commune sur la base de la moyenne du coût d'entretien des locaux municipaux constatés dans le dernier (ou les trois derniers) compte(s) administratif(s).

5/ Le forfait charges de structure (« frais de siège », assurances, confection des paies, encadrement, logistique, charges non identifiables...) dégressif de 15 % à 2 % en fonction du périmètre du transfert des fonctions supports pour éviter une double compensation (finances, ressources humaines, commande publique et juridique, informatique).

Ce forfait s'appliquerait à l'assiette des dépenses directes transférées hors immobilisations (chapitres 012 et 011).

La méthode du forfait est apparue plus pertinente lors des groupes de travail entre services qu'une facturation analytique qui se heurte à la pertinence des retraitements comptables, aux difficultés d'évaluation des charges et à une charge de travail très importante. En outre, avec une méthode analytique comparable, une grande variabilité des résultats a été constatée entre communes, voire entre services d'une même commune, faisant naître des interrogations sur la fiabilité des résultats. Par ailleurs, les travaux conduits sur une commune test ont fait ressortir des taux de charge de structure de 13 % à 18 % pour les deux services étudiés.

Il doit être relevé, également, que le forfait de charges de structure proposé (15 % à 2 %) diffère de celui fixé par la Commission locale d'évaluation des charges transférées dans son règlement intérieur (25 %) dans la mesure où :

- Ce dernier tient compte également des charges indirectes (exemple : travaux réalisés en régie, coût de gardiennage...).
- Le forfait de 25 % ne s'applique pas à la même assiette de charges car il comprend des immobilisations, à la différence du forfait des charges de structure qui compense essentiellement des coûts liés aux personnels (transfert de services).
- Le forfait de 25 % s'applique sur le coût net de la dépense transférée, c'est-à-dire après déduction des recettes afférentes à la compétence (fiscalité affectée, recettes d'exploitation). Ainsi, ramené au coût brut de la compétence, ce taux ressort entre 12 et 15 %, soit un taux similaire à celui proposé pour les transferts de services.

Par ailleurs, il est apparu, qu'y compris en cas de transfert de la totalité des fonctions supports, un socle de charges incompressibles évalué à 2 % n'était pas transférable : encadrement non transféré et charges courantes. Ainsi, la graduation des charges de structure proposée serait donc comprise entre 2 % et 15 % et en fonction du périmètre des fonctions supports non transférées.

La pondération nécessaire à cette graduation a été évaluée avec trois communes du cycle 1, en fonction du poids que représentent les ETP des 4 services supports identifiés au sein des budgets communaux : ressources humaines 5 %, finances 5 %, commande publique et juridique 2 % et systèmes d'information 1 %.

Ainsi, une commune souhaitant transférer au sein de services communs les Ressources humaines et les Systèmes d'information se verrait appliquer un forfait de charges indirectes de 9 % sur le périmètre des charges directes transférées.

En cas de transfert d'une seule activité au sein d'un des services supports susmentionnés (par exemple : la formation pour les ressources humaines, la gestion de dette et de trésorerie pour les finances), il est proposé que le pourcentage appliqué soit diminué au prorata du poids en ETP que représente la fonction transférée sur la totalité du service support concerné. Par exemple, la formation professionnelle représente 1 ETP dans un service ressources humaines de 5 ETP, cette partie de service sera retenue pour 1 % au lieu de 5 %.

Une commune transférant ces 4 fonctions supports contribuerait à un forfait de charges de structure réduit à 2 %.

Il convient de relever que cette part incompressible serait neutre financièrement pour les communes car elle serait compensée dès l'année du transfert par la dynamique des charges supportées par la Métropole. En effet, les évaluations par les communes des cycles 1 et 2 étant effectuées sur la base des comptes administratifs 2014, la revalorisation des attributions de compensation versées par les communes à la Métropole ou la baisse de celles perçues par les communes ne tiendrait donc pas compte du niveau de charges réelles de 2015 et de 2016, ce qui constituera donc immédiatement une importante prise en charge de la dynamique de charges par la Métropole (glissement vieillissement technicité, mesures réglementaires catégorie C et inflation notamment).

Chiffrage Total		
Nombre d'ETP mutualisés	2,40	Exercice 2017 Base CA 2015

	Numéro de poste	Assiette et méthode de calcul	Contenu détaillé	Montants de base	Montant pondéré
Coût réels des ETP 103 618	1	Rémunération brute + charges patronales figurant sur le bulletin de salaire au 31/12/N-1 (012)		194 489	102 403
		EPI / habillement		0	0
		Mutuelle + Oeuvres sociales ou collectives		1 341	1 215
Charges directes réelles de fonctionnement 79 716	2	Fournitures et achats indispensables au fonctionnement propre du service: contrats de services, contrats de maintenance informatique...			
		SI		79 716	79 716
		Economie		0	0
Coûts de renouvellement des immobilisations 60 640	3	Matériels, mobiliers, véhicules d'intervention, outils informatiques métier dédiés, bâtiments techniques...			
		Matériels SI			49 707
		Logiciels SI			10 842
		Frais financiers			91
Forfait communal des dépenses d'entretien des bâtiments 141	4	Dépenses d'entretien par mètre carré. (Pour info, 34 € par an par m2 par agent pour Bordeaux Métropole).			
		SI			141
		Economie			0
Forfait charges de structure 26 211	5	Coûts des charges de structure et fonctions supports. Variable de 15 à 2% des postes 1,2 et 4 en fonction des services supports mis en commun.			
			14,29%	26 211	26 211

Total révision AC
Cycle 2
270 326

PAS DE MUTUALISATION AU CYCLE 1